



Rapport chiffres
2019



Table des matières

1	Avant-propos	3
2	Pourquoi un rapport chiffres ?	4
2.1	Vocabulaire	4
3	Signalements	7
3.1	Introduction	7
3.2	Signalements désagrégés par genre	13
3.3	Signalements multiples	14
4	Dossiers	16
4.1	Analyse des nouveaux dossiers par domaine	16
4.2	Dossiers clôturés	20
4.3	Lieu des faits	22
4.4	Dossiers désagrégés par genre	24
5	Analyse des nouveaux dossiers par domaine	25
5.1	Emploi : 657 dossiers	25
5.2	Biens et services : 641 dossiers	27
5.3	Enseignement : 308 dossiers	33
5.4	Protection sociale : 27 dossiers	35
5.5	Vie en société : 125 dossiers	36
5.6	Activités diverses : 127 dossiers	38
5.7	Médias/internet : 346 dossiers	40
5.8	Police et justice : 81 dossiers	42
6	Analyse des nouveaux dossiers par critère de discrimination	45
6.1	Critères dits « raciaux » : 951 dossiers	45
6.1.1	Antisémitisme et négationnisme	46
6.1.2	Populations Roms et Gens du voyage	49
6.2	Handicap : 614 dossiers	50
6.3	Convictions religieuses ou philosophiques : 307 dossiers	52
6.4	Âge : 143 dossiers	54
6.5	Fortune : 168 dossiers	56
6.6	État de santé : 156 dossiers	57
6.7	Orientation sexuelle : 133 dossiers	58

7	Comportements interdits	60
7.1	<i>Discours de haine</i>	61
7.2	<i>Actes de haine</i>	62
8	Entités fédérées	63
8.1	<i>Fédéral</i>	63
8.1.1	Emploi dans la fonction publique fédérale : 55 dossiers	63
8.1.2	Transports en commun (SNCB/INFRABEL/SNCB-HOLDING) : 16 dossiers	63
8.1.3	Police et Justice : 81 dossiers	63
8.1.4	Protection sociale : 27 dossiers	64
8.2	<i>Wallonie</i>	64
8.2.1	Emploi dans l'administration publique wallonne : 5 dossiers	64
8.2.2	Emploi en Wallonie : 152 dossiers	64
8.2.3	Logement en Wallonie : 90 dossiers	65
8.2.4	Transports en commun (TEC) : 6 dossiers	66
8.3	<i>Région de Bruxelles-Capitale</i>	66
8.3.1	Emploi dans l'administration publique bruxelloise : 17 dossiers	66
8.3.2	Emploi en région de Bruxelles-Capitale : 184 dossiers	66
8.3.3	Logement en Région de Bruxelles-Capitale : 56 dossiers	67
8.3.4	Transports en commun (STIB) : 6 dossiers	68
8.4	<i>Communauté/Région flamande</i>	69
8.4.1	Emploi dans l'administration : 13 dossiers	69
8.4.2	Emploi en région flamande : 214 dossiers	69
8.4.3	Logement en région flamande : 125 dossiers	70
8.4.4	Enseignement en Flandre : 106 dossiers	71
8.4.5	Transports en commun (De Lijn) : 16 dossiers	71
8.5	<i>Fédération Wallonie-Bruxelles</i>	72
8.5.1	Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles : 196 dossiers	72
8.5.2	Emploi dans l'administration publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles : 8 dossiers	73
8.6	<i>Communauté germanophone</i>	73
8.6.1	Enseignement en Communauté germanophone : 0 dossier	73
9	Dossiers judiciaires : 18 dossiers	74
10	Accompagnement et formation	76
11	Avis & recommandations	80
12	Communication (sites web & réseaux sociaux)	81
12.1	<i>LeChoixEgalite.be – KiesGelijkeKansen.be</i>	82
12.2	<i>Facebook & Twitter</i>	82

1 Avant-propos

Ce rapport chiffres 2019 donne un aperçu du travail quotidien d'Unia et de sa structure. Au fil des ans, Unia s'est spécialisé dans diverses matières :

1. Il traite les signalements et les dossiers individuels relatifs à des situations de discrimination.
2. Il organise des campagnes d'information et de sensibilisation et propose un accompagnement et des formations aux personnes ou aux organisations qui veulent mener une politique de diversité.
3. Il mène des recherches et des études scientifiques sur les discriminations sur le lieu de travail, à l'école, dans le logement... Avec nos publications et nos statistiques, nous informons les autorités publiques, le monde académique et un grand nombre d'instances spécialisées sur des questions relatives aux discriminations et à la diversité.
4. Il formule, d'initiative ou à la demande, des avis et des recommandations destinés aux pouvoirs publics et à des organisations.

Ce rapport explique et résume, sous forme de statistiques, comment Unia intègre trois des quatre volets d'action dans sa structure et l'organisation de son travail. Il se distingue toutefois du rapport annuel 2019¹ et ces deux rapports devraient être lus en parallèle dans la mesure où ils se complètent. L'un ayant une visée plus qualitative, avec nos recommandations, notre plan stratégique, nos actions au niveau local et international, ainsi que de nombreux exemples liés à notre champ de compétences. L'autre se concentre sur les aspects quantitatifs, reprenant et analysant en détail les tendances observées au niveau du premier métier principalement. Il reprend également des données relatives aux actions judiciaires, à nos actions d'information, de sensibilisation et de formation.

Les études et recherches menées ou commanditées par Unia ne seront pas présentées dans ce rapport, mais peuvent être consultées sur notre site web, www.unia.be.

Unia produit également des rapports régionaux qui montrent en détail comment nous travaillons avec nos points de contact locaux au niveau des 13 agglomérations en Flandre, ces rapports sont également disponibles sur notre site web.

Il convient toutefois de citer les limites méthodologiques de cet exercice qui ne regroupe que les chiffres d'Unia et n'a pas pour vocation d'être représentatif des diverses facettes du phénomène discriminatoire en Belgique.

¹ <https://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/rapport-annuel-2019>.

2 Pourquoi un rapport chiffres ?

Une des missions légales d'Unia est de traiter des « signalements individuels ». Toute personne peut donc s'adresser à Unia pour lui soumettre un signalement, une demande d'intervention, une observation ou toute autre interpellation se rapportant à la législation antiracisme, antidiscrimination et négationnisme, ainsi qu'aux droits fondamentaux des personnes en situation de handicap, tels que prévus dans la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRPD).

Unia est légalement compétent pour traiter :

- les discriminations, en ce compris les discriminations directes et indirectes, les injonctions de discriminer et le harcèlement, directement liés aux critères spécifiés dans la législation antidiscrimination (voir vocabulaire) ; dans le cas du handicap, cela inclut aussi le défaut d'aménagement raisonnable.
- Les discours de haine (expression publique de haine : incitation à la haine, à la discrimination, à la violence ou à la ségrégation). Cela inclut la "cyberhaine" (discours de haine sur Internet).
- Les délits de haine motivés par l'hostilité à l'égard d'une personne ou d'un groupe en raison de son origine, de son handicap, de son orientation sexuelle ou de tout autre critère protégé par les législations antidiscrimination et antiracisme.

Lorsqu'Unia s'estime compétent pour traiter un signalement et que le requérant demande une intervention ou un avis individuel, il donne lieu à l'ouverture d'un « dossier individuel ». Notons qu'un signalement ou un dossier peut concerner un seul critère de discrimination ou plusieurs de ces critères. Par ailleurs, Unia est tenu légalement de publier un rapport annuel au sujet de ses activités. Nous le faisons au moyen du rapport annuel et de ce rapport chiffres détaillé.

2.1 Vocabulaire

Signalements

Ce terme recouvre toutes les prises de contact avec Unia et ses points de contact locaux dans le cadre des compétences définies à l'article 6 de l'accord de coopération (M.B. du 5/03/2014). Il s'agit de signalements de victimes présumées de discrimination, de délits ou de messages de haine, mais aussi de témoignages, de questions ou d'inquiétudes de tiers ou encore de questions de personnes ou d'organisations qui souhaitent éviter toute discrimination dans une situation concrète. Les signalements peuvent aussi avoir trait aux droits des personnes handicapées tel que prévu par la Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006.

Dossiers

Unia ouvre un dossier lorsque (I) le signalement renvoie à un motif de discrimination pour lequel Unia est compétent ou qui a trait aux droits des personnes handicapées et (II) l'auteur du signalement attend un avis concret ou une autre intervention. La notion de " dossier " n'est donc pas nécessairement liée à la gravité et au caractère prouvé ou non des faits. Plusieurs signalements concernant les mêmes faits sont en principe regroupés dans un même dossier. Unia peut également ouvrir un dossier de sa propre initiative (autosaisine).

Domaines sociétaux

C'est le contexte dans lequel les faits signalés se déroulent. Les domaines coïncident en grande partie avec le champ d'application matériel des lois, des décrets et des ordonnances antidiscrimination et antiracisme (emploi, biens et services, enseignement...). Mais ce rapport fait en outre état de catégories spécifiques : déclarations dans les médias et sur Internet, incidents dans un lieu public (vie en société) et signalements à l'encontre de la police, de la justice ou en lien avec le monde carcéral.

Critères de discrimination

Ce sont les critères protégés par la législation antidiscrimination (lois fédérales, décrets et ordonnances²). Conformément à l'article 3 de l'accord de coopération, les missions légales d'Unia se rapportent à tous ces critères protégés (ainsi qu'aux droits des personnes handicapées tel que prévu par la Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006), à l'exception du sexe (critère pour lequel l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et la Genderkamer en région flamande sont compétents) et de la langue (critère pour lequel un organisme public compétent n'a pas encore été désigné).

Ces critères dits « protégés » sont donc la nationalité, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle, l'âge, la fortune, l'état de santé actuel ou futur, la conviction religieuse ou philosophique, la naissance, la caractéristique physique ou génétique, les convictions politiques, les convictions syndicales et l'état civil ou l'origine sociale.

Notons que les critères de discrimination de couleur de peau, ascendance, nationalité et origine nationale ou ethnique sont repris dans ce rapport sous le terme générique « critères dits raciaux ».

Discrimination

Ce terme recouvre la discrimination directe, la discrimination indirecte, l'injonction de discriminer et le harcèlement, ainsi que le refus d'aménagements raisonnables en faveur d'une personne handicapée. Dans leur champ d'application respectif, ces comportements sont interdits par les lois, les décrets et les ordonnances antidiscrimination et antiracisme.

Aménagement raisonnable

Un aménagement raisonnable est une mesure concrète permettant de neutraliser, autant que possible, les effets négatifs d'un environnement inadapté sur la participation d'une personne handicapée à la vie en société. L'aménagement raisonnable répond à un problème individuel, ce qui le distingue de l'accessibilité. En d'autres termes, chaque situation fait l'objet d'une évaluation individuelle afin de trouver une solution à un obstacle handicapant auquel est confrontée une personne dans le cadre de sa vie quotidienne. Par la suite, toutefois, il est fort probable – et même souhaitable – que cet aménagement profite à tous.

Délits de haine

Ce sont les délits pour lesquels il existe une possibilité d'aggravation de la peine lorsqu'un des mobiles est la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de son origine, de son ascendance, de ses convictions religieuses, de son orientation sexuelle ou de tout autre critère protégé.

Discours de haine

Unia inclut ici tous les propos d'incitation à la discrimination, à la haine, à la violence ou à la ségrégation à l'encontre d'une personne ou d'un groupe en raison de son origine, de ses convictions religieuses, de son orientation sexuelle ou de tout autre critère protégé. Il peut donc s'agir de propos racistes, islamophobes, homophobes, antisémites, négationnistes... qui sont condamnables au regard de la loi, et non de propos qui, malgré leur caractère choquant ou blessant, relèvent du droit fondamental à la liberté d'expression.

Autosaisine

Unia décide d'ouvrir un dossier de sa propre initiative.

² Ces textes peuvent être consultés sur le site www.unia.be, à la rubrique Législation (voir « Lexique discrimination).

**Remarque importante sur la valeur « n » dans les tableaux et graphiques**

Étant donné qu'un même dossier ou signalement peut avoir trait à plusieurs critères de discrimination, la valeur « n » de certains tableaux et graphiques sera plus élevée que le nombre effectif de dossiers ou de signalements.

3 Signalements

3.1 Introduction

Durant l'année 2019, Unia a reçu **8 478 signalements** relatifs à des faits présumés de discrimination, messages et délits de haine. Cela représente une augmentation de 13,2% par rapport à 2018 et de 46,7% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Il s'agit, à l'exception de certaines années, d'une constante depuis la création d'Unia, mais cela ne signifie pas nécessairement que les cas de discrimination sont en augmentation en Belgique. Nous pouvons expliquer cette augmentation par plusieurs facteurs : la notoriété d'Unia augmente d'année en année grâce à ses actions de sensibilisation, ses campagnes d'information, son travail au niveau local et enfin, son travail de partenariat avec les pouvoirs publics, mais également avec des associations de terrain... En 2014, Unia devient une institution interfédérale et accueille désormais les *Meldpunten Discriminatie* créés par le décret flamand sur l'égalité des chances et l'égalité de traitement. À la même période, Unia développe son ancrage au niveau wallon via ses points de contact répartis au niveau des quatre bassins de vie. Enfin, Unia s'est doté en 2017 d'un outil de traitement des données plus détaillé qui permet un rapportage plus précis et plus complet. Lorsque l'on regarde la répartition des signalements reçus mensuellement, c'est durant les mois de mars et de novembre qu'Unia a ouvert le plus de signalements (respectivement 948 et 847). En mars, c'est dans l'accès aux Biens et Services qu'Unia a été le plus contacté (220 signalements) et en novembre cela concernait plutôt les médias (410 signalements). Une partie concernait la campagne « go back bus » du Vlaams Belang et un tweet de Dries Van Langenhove relatif à la visite d'une école au Fort de Breendonk.

Dans les autres domaines, la répartition mensuelle des signalements ouverts est plus homogène. Les auteurs des signalements sont à 52,9% néerlandophones, 41,2% francophones, 3,4% anglophones, 0,2% germanophones, 0,1% en langue des signes de Belgique francophone, 0,04% en langue des signes néerlandaise et 0,2% dans une autre langue. 51,2% de ces signalements émanent d'hommes, 43,9% de femmes et 2,1% d'une personne morale. 34,2% des signalements concernent des demandes d'assistance, 31% sont des signalements simples (sans demande d'intervention), 29,3% sont des demandes d'informations et 0,8% des autosaisines.

Les domaines

Les domaines principalement concernés par les signalements sont ceux des catégories médias/Internet (22,7%), biens et services (22,2%), travail et emploi (21,9%), enseignement (8,8%) et vie en société (7%). Enfin, si on compare les chiffres actuels avec la moyenne de ces 5 dernières années, cinq domaines se démarquent avec une augmentation significative, à savoir les médias (+118%), les activités diverses (+46,6%), l'enseignement (+40,1%) et biens et services (+38,6%) et l'emploi (+37%).

Les critères

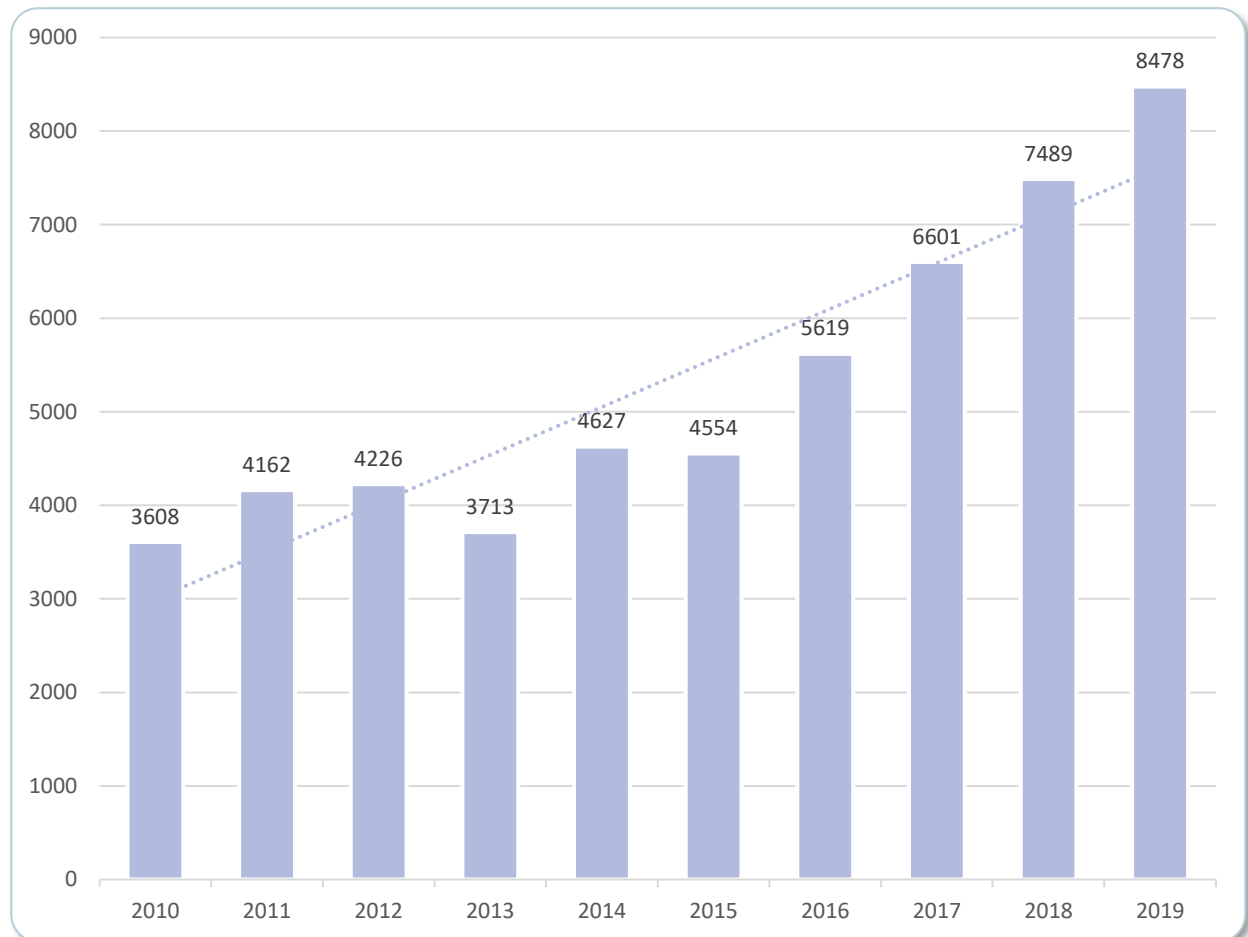
Les critères principalement concernés en 2018 sont les critères dits « raciaux » (25,8%), le handicap (13,8%), la conviction religieuse ou philosophique (11%), l'âge (4,5%) et l'état de santé (4%).



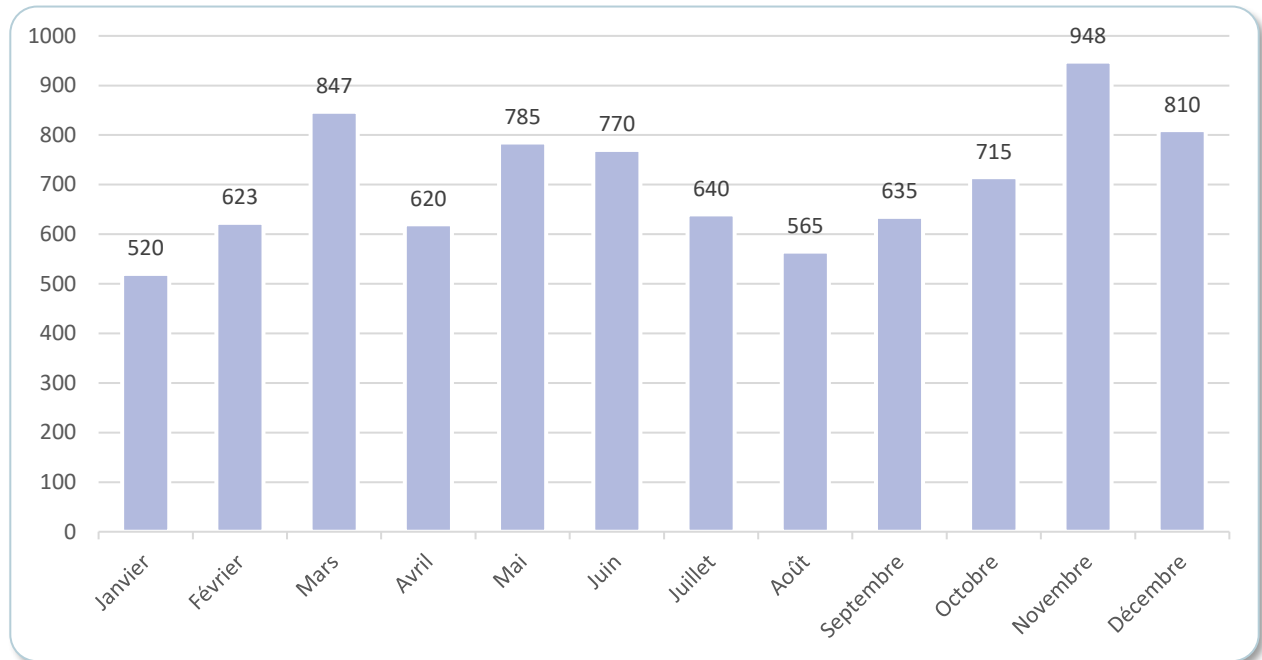
Remarque méthodologique

La plupart des personnes qui nous saisissent sont des personnes qui s'estiment personnellement discriminées ou qui sont témoins directs de faits de discrimination. Toutefois, dans certains domaines comme dans celui des *Médias/Internet*, les signalements émanent aussi de personnes ou organismes qui se disent choqués par des propos, interviews, tweets, sans être directement concernés ou impliqués dans les faits.

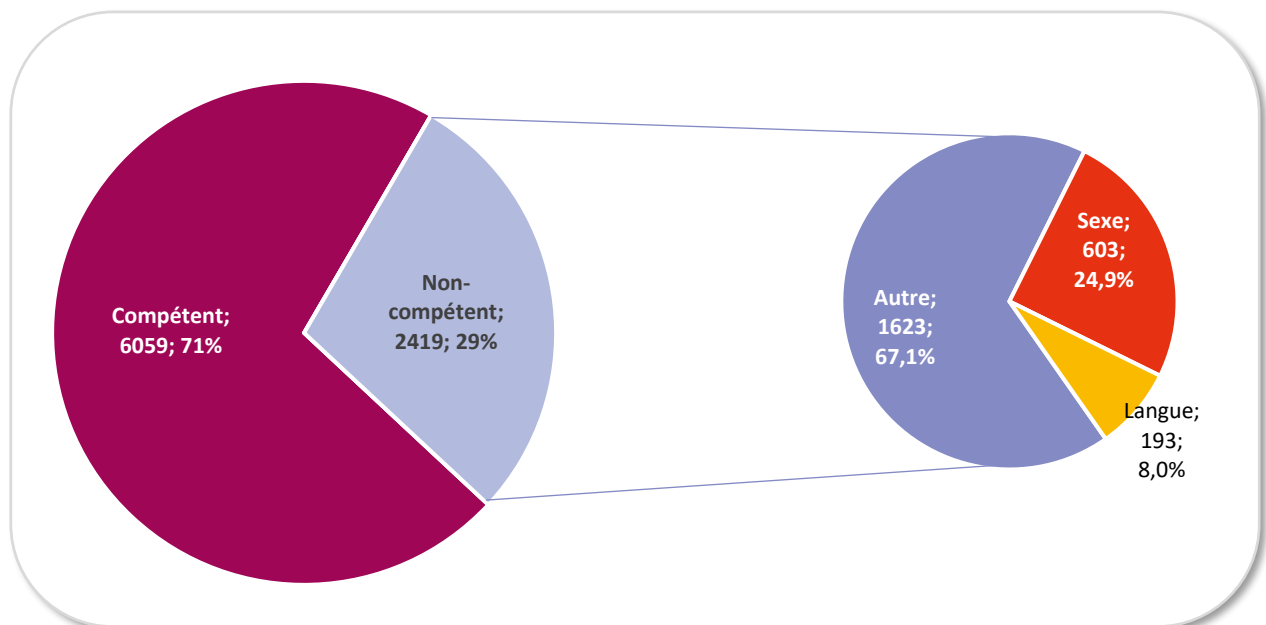
Graphique 1 : Évolution des signalements ouverts par Unia (compétent et non compétent) 2010-2019



Graphique 2 : Évolution des signalements ouverts par Unia en 2019 (compétent et non compétent) par mois

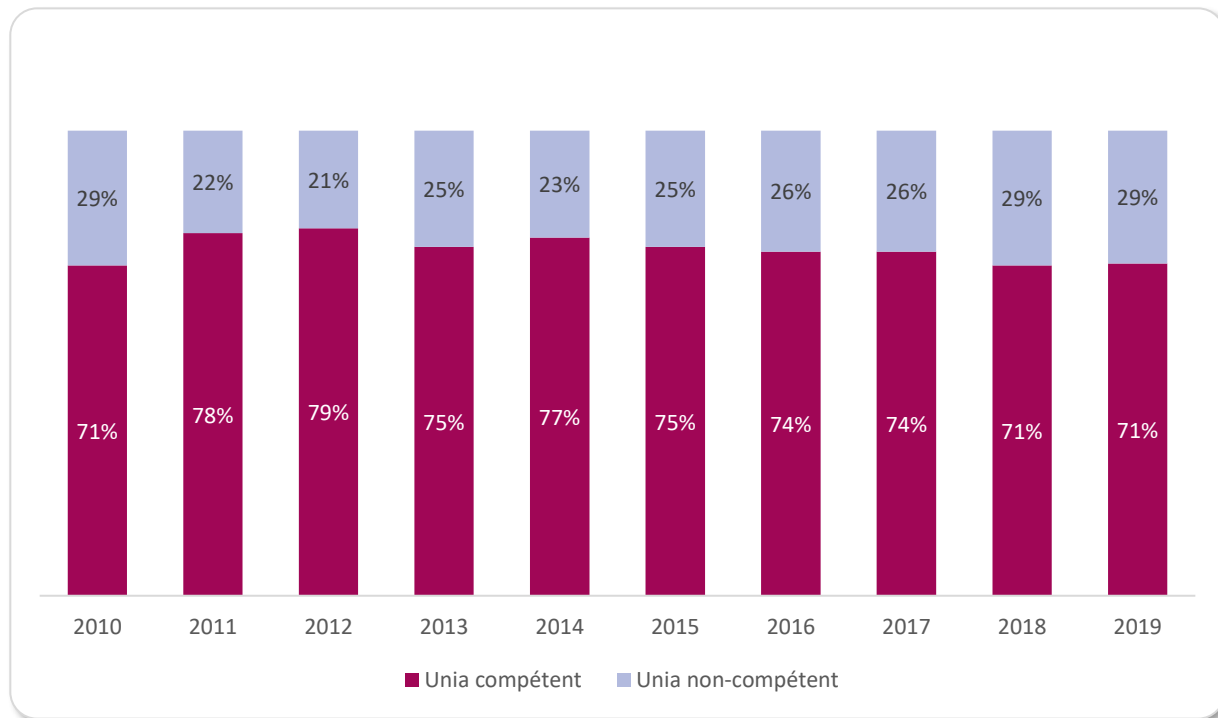


Graphique 3 : Total des signalements 2019 "Unia compétent et non compétent"

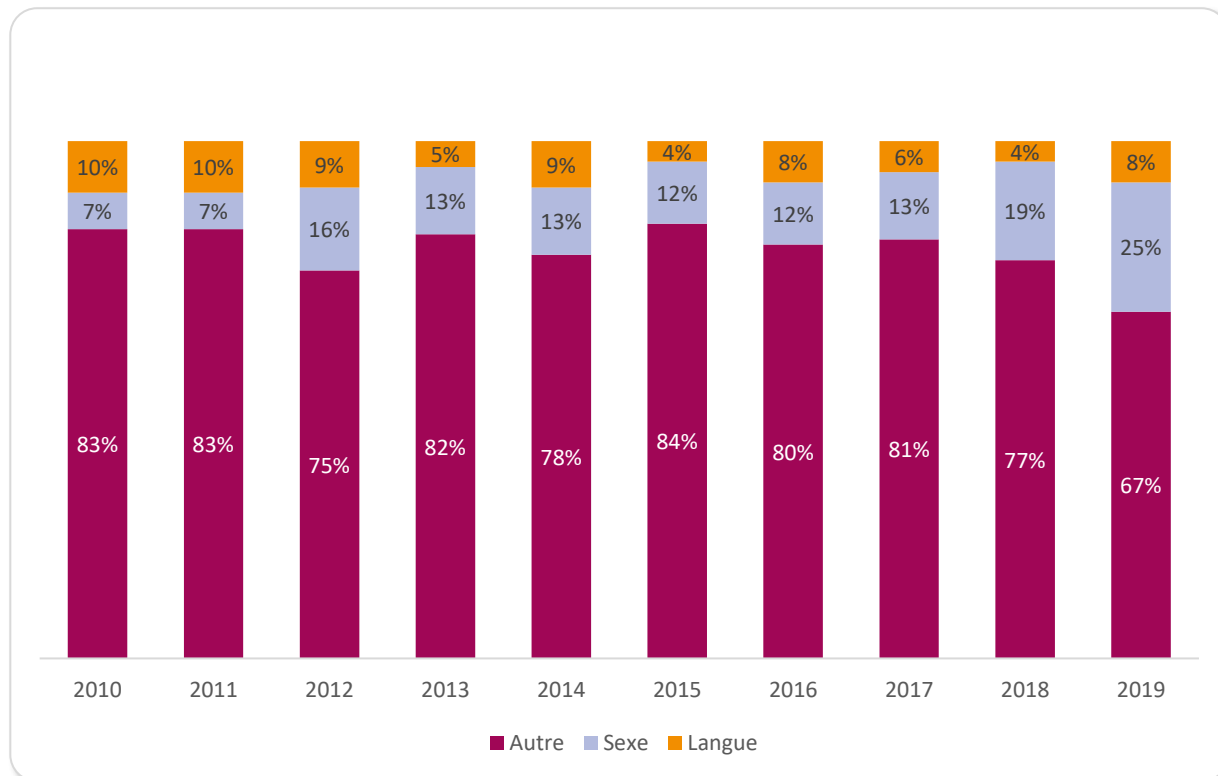


Ce graphique met en évidence le nombre de signalements pour lesquels Unia ne peut intervenir compte tenu du champ d'application des législations antidiscrimination. Parmi les signalements liés au critère protégé « sexe » (603 signalements), 338 d'entre eux n'avaient aucun lien avec notre champ de compétence et ont été réorientés vers l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, la Genderkamer ou un Ombudsman. Notons également que le nombre de signalements ouverts concernant ce critère augmente encore cette année et représentent désormais 24,9% des signalements "Unia non-compétent".

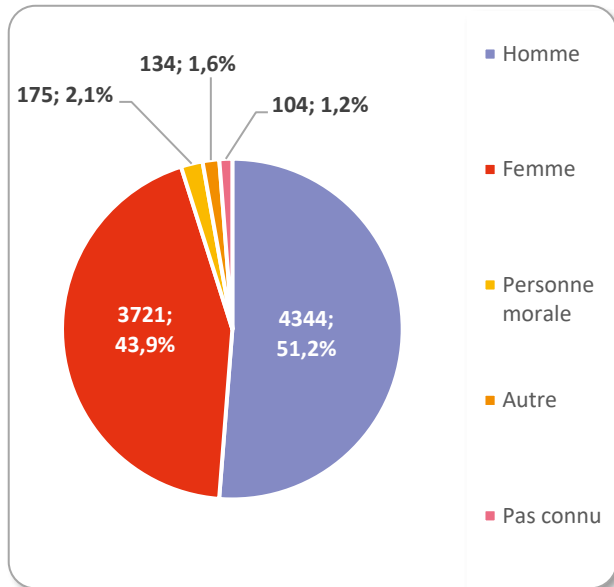
Graphique 4 : Proportion des signalements ouvert par Unia selon la compétence de 2010 à 2019



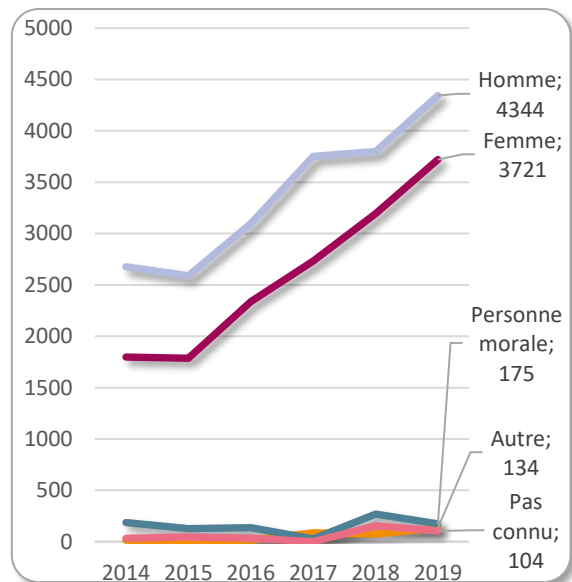
Graphique 5 : Proportion des signalements "non-compétents" ouverts par Unia de 2010 à 2019



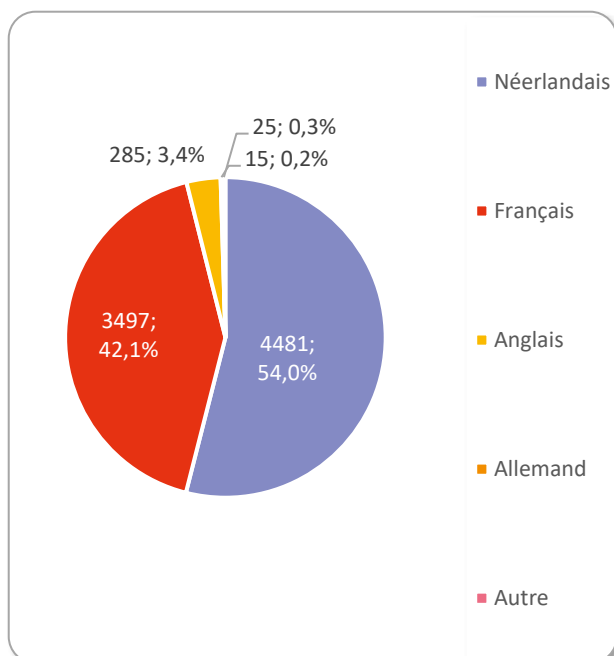
Graphique 6 : Genre de l'auteur du signalement en 2019³



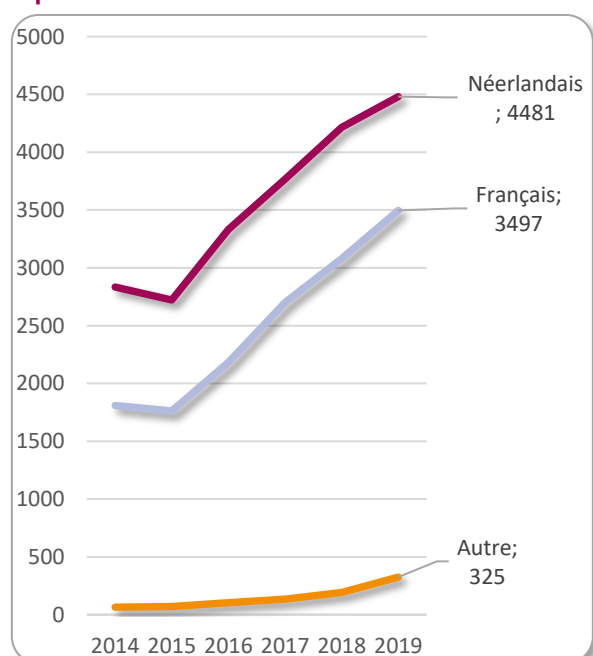
Graphique 7 : Évolution du nombre de signalements selon le genre du requérant depuis 2014



Graphique 8 : langue de l'auteur du signalement en 2019 (n=8303)

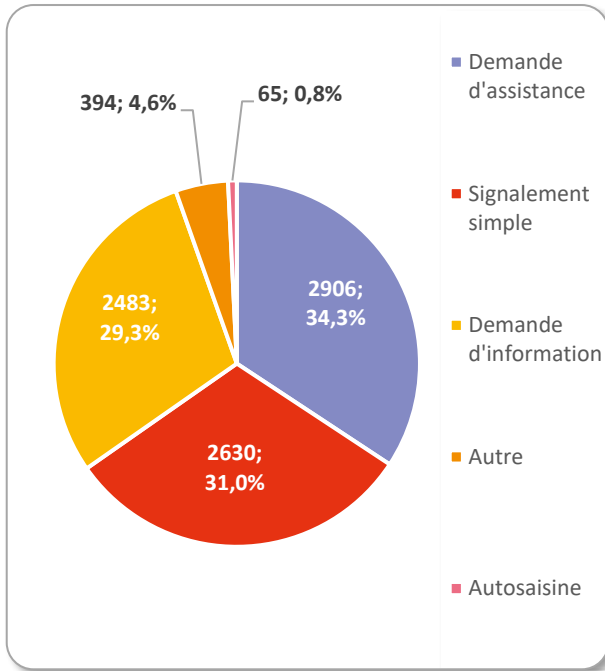


Graphique 9 : Évolution du nombre de signalements selon la langue du requérant depuis 2014

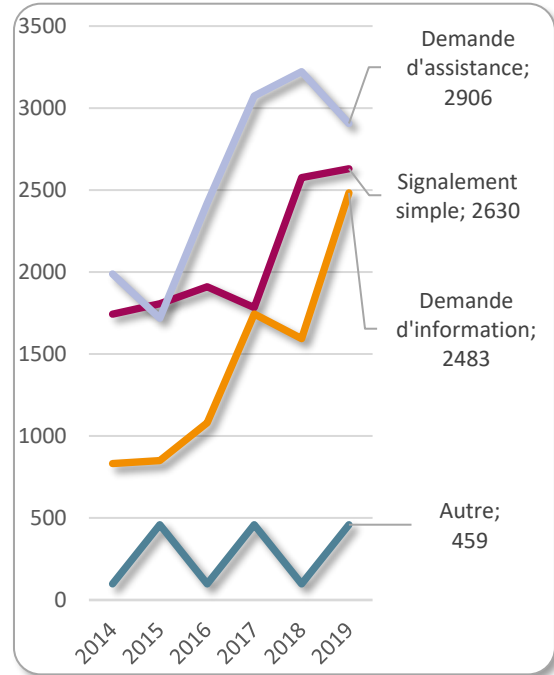


³ « Autre » : la personne qui nous contacte ne s'auto-identifie pas en tant que femme, homme ou personne morale.

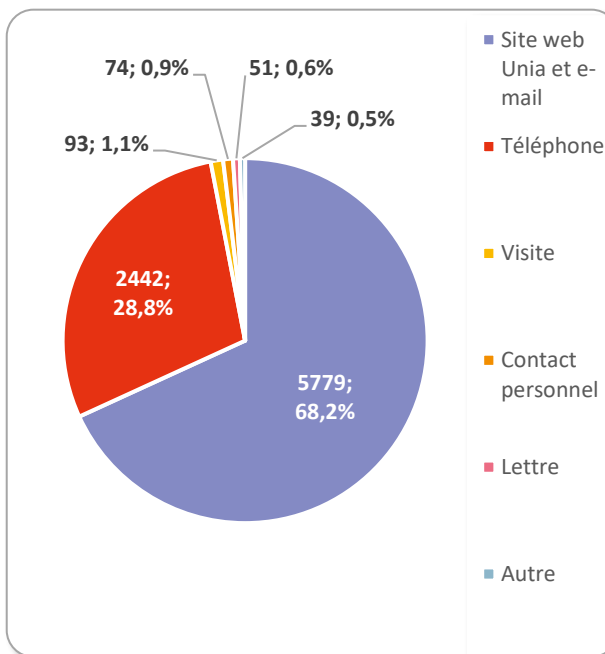
Graphique 10 : Type de signalement en 2019 (n=7 489)



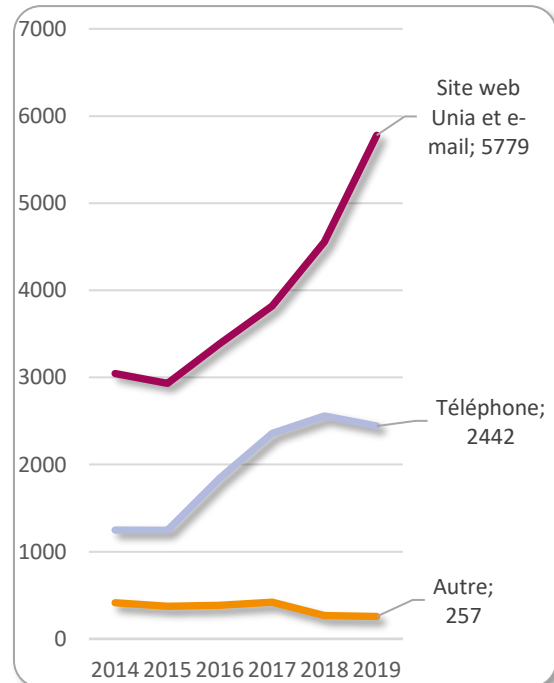
Graphique 11 : Évolution du type de signalement depuis 2013



Graphique 12 : Mode de prise de contact en 2019 (n=7 489)



Graphique 13 : Évolution du mode de prise de contact depuis 2013



3.2 Signalements désagrégés par genre

Tableau 1 : Nouveaux signalements ouverts en 2019 selon le genre du requérant (sauf personne morale et pas connu) – par domaine

	Homme	Femme	Autre ⁴	Total
Médias	1 060	778	32	1 871
Biens et services	937	845	30	1 812
Travail et emploi	980	802	22	1 804
Enseignement	221	499	6	726
Vie en société	308	248	12	568
Activités diverses	235	149	9	570
Police et justice	176	120	6	393
Protection sociale	82	68	3	302
Autre/pas clair	345	212	12	153
Total	4 344	3 721	132	8 199

Tableau 2 : Nouveaux signalements ouverts en 2019 selon le genre du requérant (sauf personne morale et pas connu) – par critère

	Homme	Femme	Autre	Total
Critères dits "raciaux"	1 269	1 063	36	2 368
Handicap	549	722	15	1 286
Conviction religieuse ou philosophique	442	546	12	1 000
Âge	258	163	2	423
Etat de santé	176	195	3	374
Fortune	154	181	5	340
Orientation sexuelle	230	82	3	315
Autres critères (compétent)	1 420	1 096	57	2 573
Unia non compétent	1 077	675	39	1 791
Total	4 780	4 328	138	9 246

⁴ La personne qui nous contacte ne s'auto-identifie pas en tant que femme, homme ou personne morale.

3.3 Signalements multiples

Plateforme / domaine	Contenu	Nombre de signalements reçus	Critère de discrimination	Langue de l'auteur des faits
Twitter	Tweet de Dries Van Langenhove concernant les visites d'écoles au fort de Breendonk suivies d'une visite de mosquée.	186	Conviction religieuse ou philosophique	Néerlandais
Youtube	Déclarations de Jeff Hoeyberghs lors d'une conférence à l'alliance flamande catholique des étudiants de l'enseignement supérieur de Gand.	152	Critères dits "raciaux" ; Caractéristique physique; État de santé	Néerlandais
Youtube	Vidéo présentant des élèves d'une école déguisés en Saoudiens et imitant un moment prière lors d'une journée rétho.	82	Critères dits "raciaux" ; Conviction religieuse ou philosophique	Néerlandais
Twitter	Campagne de la section Anversoise du Vlaams Belang contre la politique d'asile du gouvernement fédéral. Ces militants du parti d'extrême droite adressent une lettre aux réfugiés afin de leur faire comprendre qu'ils ne sont pas les bienvenus et qu'un "Go Back-bus" conduira ceux qui le souhaitent à la frontière allemande.	70	Critères dits "raciaux" ; Conviction religieuse ou philosophique	Néerlandais
Facebook	Plusieurs posts sur la page Facebook "New Reconquista" concernant les migrants et les musulmans.	33	Critères dits "raciaux" Conviction religieuse ou philosophique	Néerlandais
Enseignement	Crayons de couleur distribués dans le cadre de la Campagne contre le racisme organisée par Samen Onderwijs Maken. Le fait qu'il manque la couleur rose dans les crayons a fait réagir certains citoyens qui estiment que c'est du racisme anti-blanc.	27	Critères dits "raciaux"	Néerlandais
Espace public	Char considéré comme antisémite lors du Carnaval d'Alost	25	Critères dits "raciaux"	Néerlandais
Sécurité sociale	Changement de loi concernant les allocations familiales en Région flamande qui sont transformée en "pack de croissance". Cette modification légale est d'application depuis le 1er janvier 2019 et crée une différence de traitement entre les enfants nés	18	Âge	Néerlandais

avant ou après le 1er janvier 2019
au niveau des montants octroyés.

Facebook	Commentaires dérangeants à l'égard des personnes en situation de handicap, l'auteur des messages soutient l'idée que ces personnes sont inutiles et n'ont aucune valeur dans la société. Ces commentaires ont été publiés sur Facebook en partageant le lien vers un article publié dans le journal web HLN.	14	Handicap	Néerlandais
Presse écrite	Réactions de citoyens suite à la publication d'un article relatant la décision d'une commune de supprimer l'alcool et de ne plus servir que des repas halal dans une résidence services.	13	Conviction religieuse ou philosophique	Néerlandais
Télévision	Réactions suite aux déclarations de Chokri Ben Chikha dans l'émission De Afspraak publiée sur la VRT, ce dernier dénonce un racisme qu'il estime fort présent en Flandre.	12	Aucun critère	Néerlandais
Presse écrite	Réactions aux propos de Johan Leman du centre d'intégration Foyer de Molenbeek recueillis dans un article du journal De Standaard.	11	Orientation sexuelle	Néerlandais
Twitter	Réactions suite aux déclarations de Sam Van Rooy sur Twitter	11	Critères dits "raciaux"; Âge	Néerlandais
Facebook	Réactions à des propos sur le mur Facebook de Jeremy Charlier suite à la libération de Michel Lelièvre	10	Origine sociale	Français
Réseaux sociaux	Réactions de citoyens concernant des photos et vidéos publiées sur les réseaux par des membres du FC turc de Beringen. Images qui montrent des membres du club reproduire le salut militaire utilisé par l'armée turque durant la guerre contre la Syrie.	10	Critères dits "raciaux"	Néerlandais

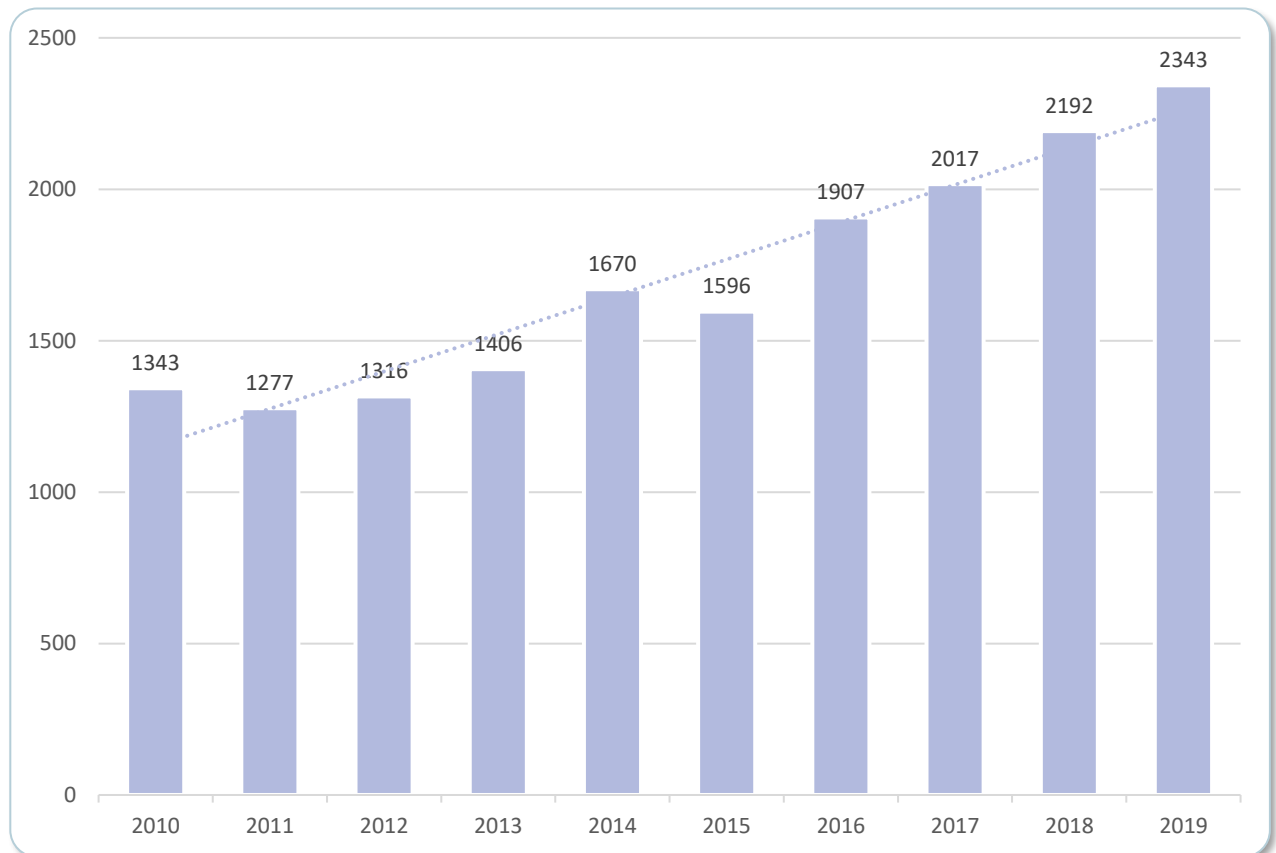
4 Dossiers

4.1 Analyse des nouveaux dossiers par domaine

Aperçu général

En 2019, Unia a ouvert **2 343 nouveaux dossiers individuels**, soit une augmentation de 6,9% par rapport à 2018. L'augmentation par rapport à la moyenne annuelle des 5 dernières années est de 25,0%.

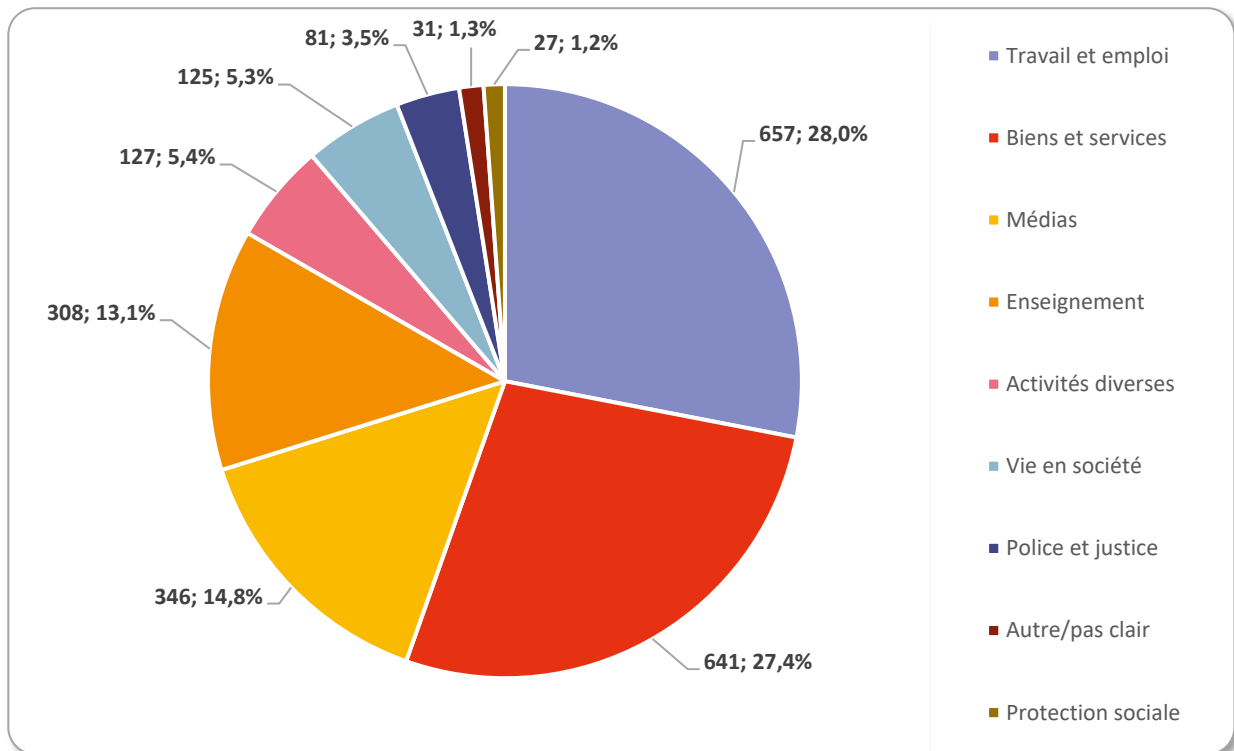
Graphique 14 : Évolution des dossiers ouverts par Unia (compétent) 2010-2019



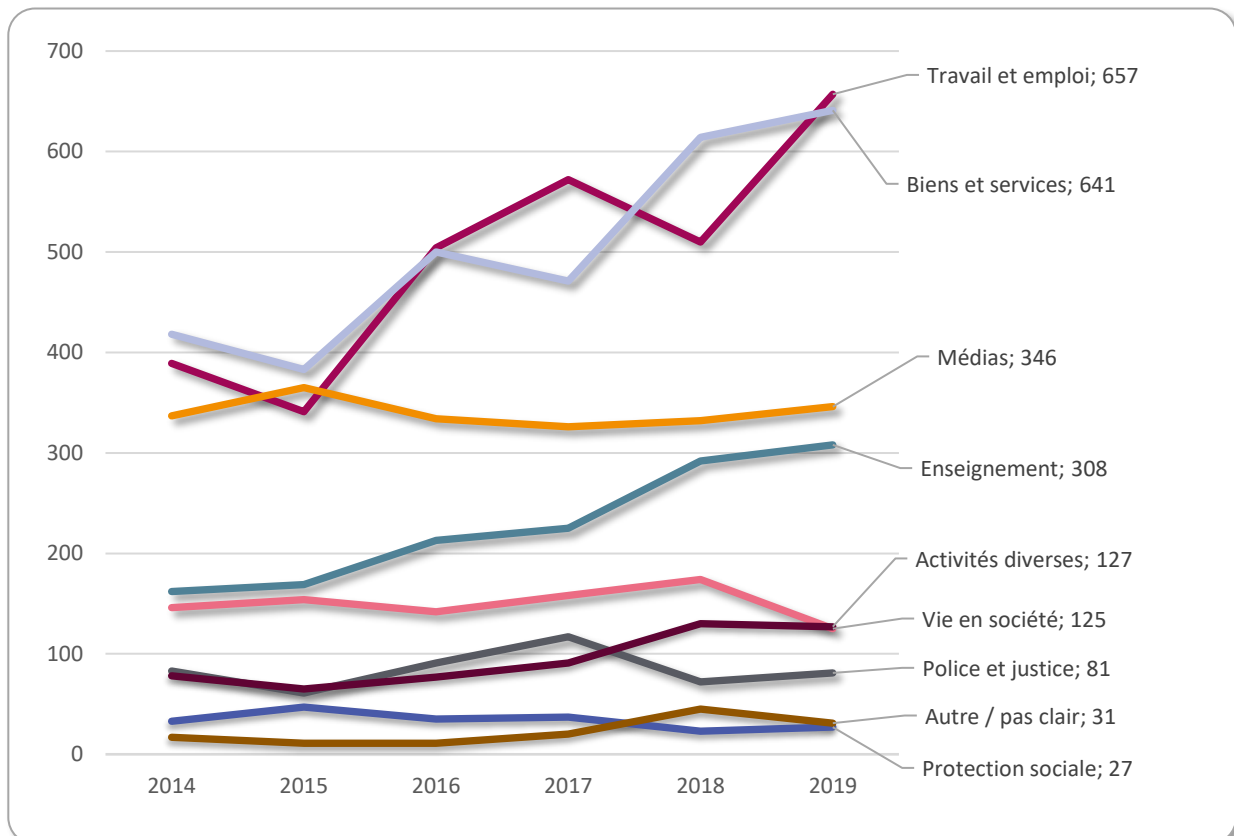
Au niveau des domaines

C'est dans le domaine de l'emploi que nous observons une augmentation relativement importante (+28,0%). Après avoir connu une diminution en 2018, les chiffres repartent à la hausse pour atteindre un niveau jamais atteint (657 dossiers). Les discriminations dans le domaine des biens et services augmentent proportionnellement moins, mais leur total est assez proche de l'emploi (641 dossiers). Les domaines des médias, de l'enseignement et des activités diverses quant à eux restent stables.

Graphique 15 : Nouveaux dossiers par domaine en 2019 (n=2 343)



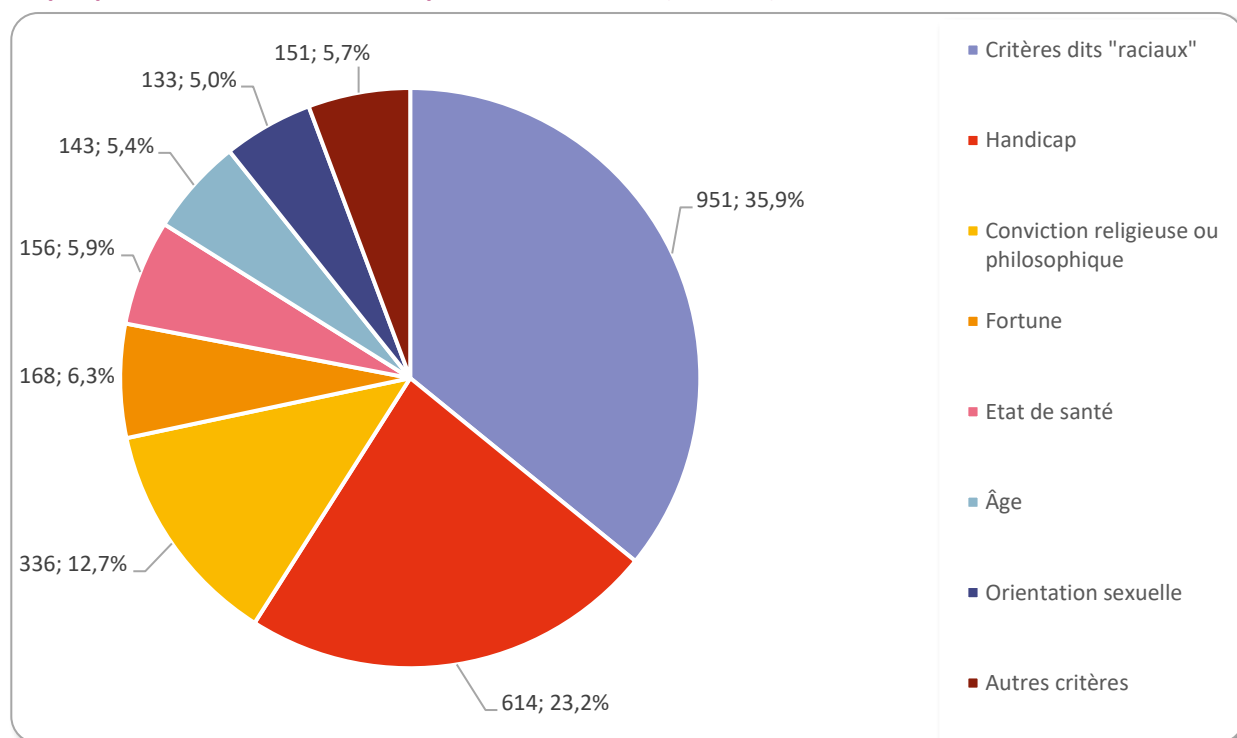
Graphique 16 : Évolution du nombre de dossiers par domaine depuis 2014

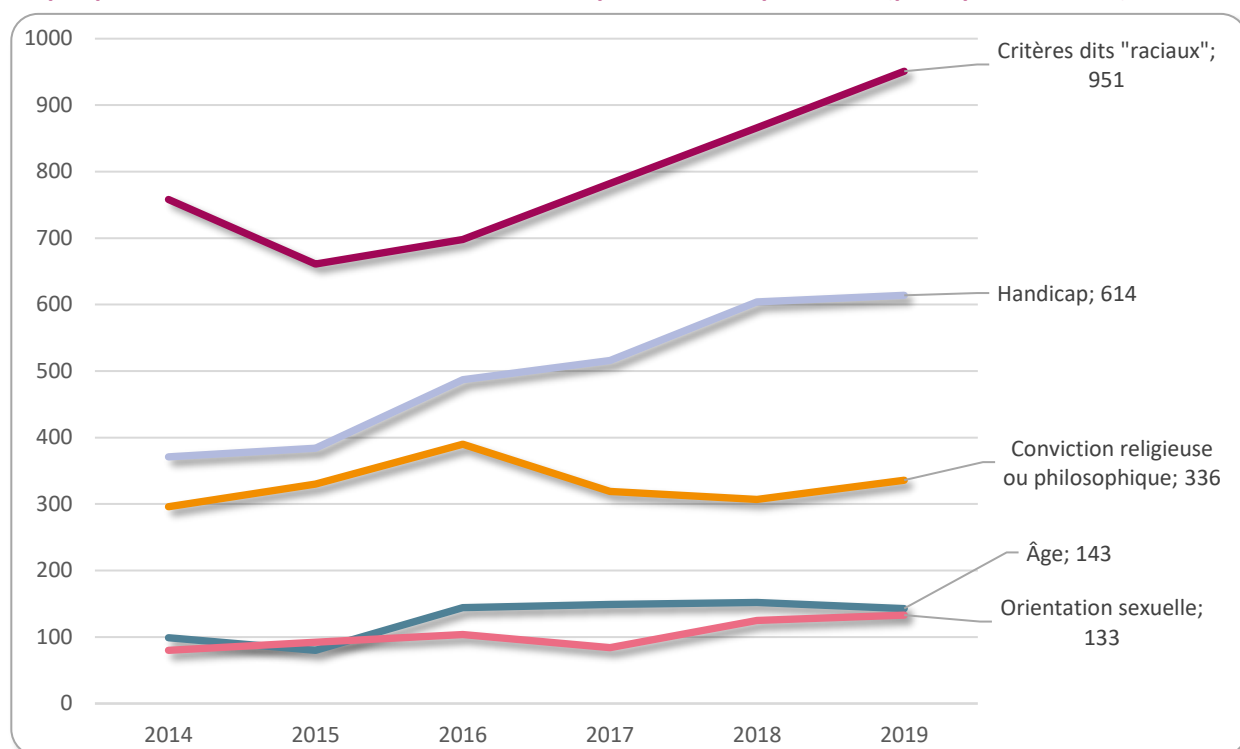


Détails

Domaine	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Travail et emploi	389	341	504	572	510	657
Biens et services	418	383	500	471	614	641
Médias	337	365	334	326	332	346
Enseignement	162	169	213	225	292	308
Vie en société	146	154	142	158	174	125
Police et justice	83	61	91	117	72	81
Activités diverses	78	65	77	91	130	127
Protection sociale	33	47	35	37	23	27
Autre / pas clair	17	11	11	20	45	31
Total	1 663	1 596	1 907	2 017	2 192	2 343

Graphique 17 : Nouveaux dossiers par critère en 2019 (n=2 652)



Graphique 18 : Évolution du nombre de dossiers par critère depuis 2014 (principaux critères)**Détails**

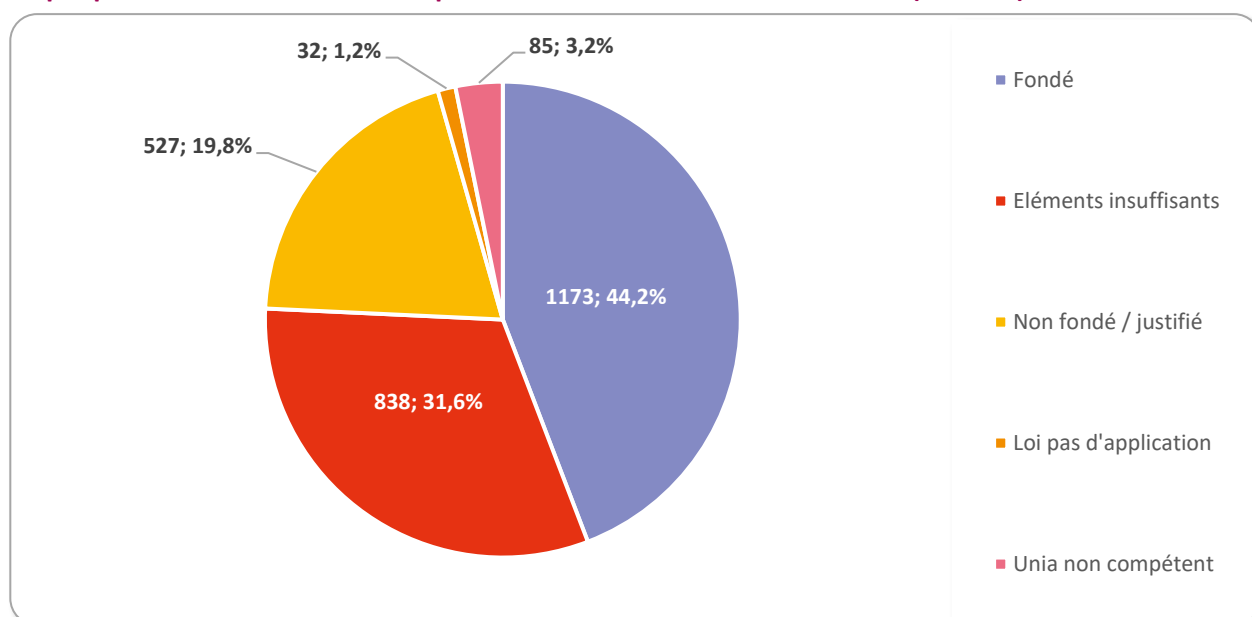
Critères	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	758	661	698	782	866	951
Handicap	371	384	487	516	604	614
Conviction religieuse ou philosophique	296	330	390	319	307	336
Âge	99	80	144	149	152	143
Orientation sexuelle	80	92	104	84	125	133
Fortune	78	76	96	129	160	168
État de santé	62	64	87	133	153	156
Autres critères (compétent)	85	60	89	132	189	151
Total	1 829	1 748	2 095	2 244	2 556	2 652

Tableau 3 : Nouveaux dossiers par critère de discrimination et par domaine sociétal en 2019 (n= 2 652)

	Total	%	Travail et emploi	Biens et services	Médias	Enseignement	Activités diverses	Vie en société	Police et justice	Protection sociale	Autre/pas clair
Total	2 652		772	709	419	332	135	132	89	30	34
%			29,1	26,7	15,8	12,5	5,1	5,0	3,4	1,1	1,3
Critères dits "raciaux"	951	35,9	216	231	224	79	38	78	64	13	8
Handicap	614	23,2	195	162	7	166	40	14	5	11	14
Conviction religieuse ou philosophique	336	12,7	96	32	100	57	25	11	12	3	
Fortune	168	6,3	1	152	6	5	1		1	1	1
Etat de santé	156	5,9	112	23	3	9	2	1	1		5
Âge	143	5,4	67	55	5	5	9			1	1
Orientation sexuelle	133	5,0	35	21	34	4	11	24	4		
Autres critères (compétent)	151	5,7	50	33	40	7	9	4	2	5	1

4.2 Dossiers clôturés

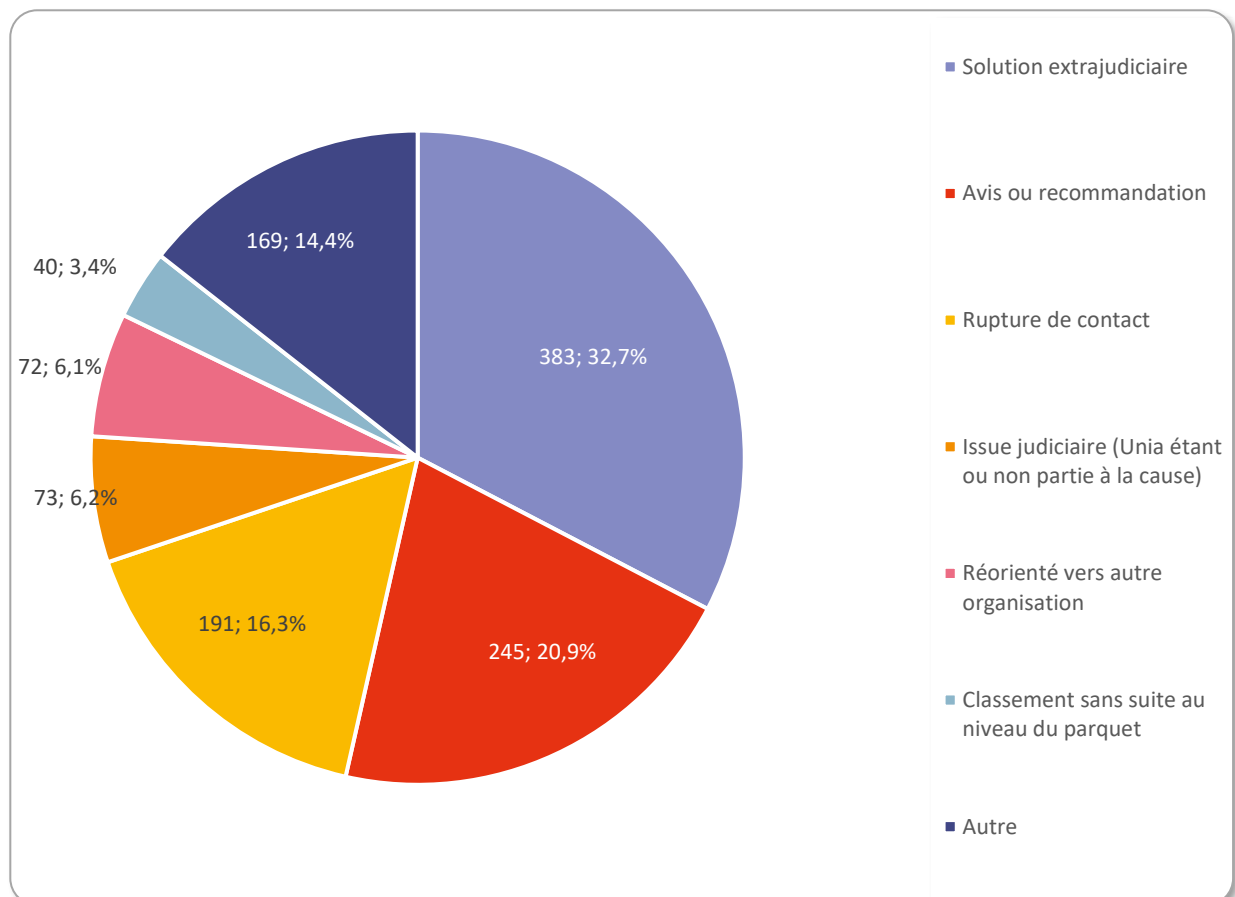
Graphique 19 : Dossiers « Unia compétent » clôturés en 2019 – évaluation (n=2 655)



Le nombre de dossiers clôturés en 2019 s'élève à un total de 2 655. Dans un peu moins de la moitié des cas (44,2 %), la discrimination a été considérée comme fondée au sens des législations. Viennent ensuite les situations pour lesquelles Unia n'a pas pu intervenir en raison d'un manque d'éléments (31,6%). Puis, il y a les cas de discrimination non fondés ou justifiés (19,8%). En effet, il est possible qu'une distinction de traitement soit prévue par une loi ou encore qu'elle poursuive un objectif légitime et que les moyens employés étaient proportionnés et nécessaires.

Au niveau des solutions apportées aux 1 173 dossiers pour lesquels la discrimination était avérée, une solution extrajudiciaire (dialogue, négociation...) a été apportée dans 32,7% des dossiers. Unia a remis un avis individuel dans 20,9% des cas. 6,2% des dossiers ont connu une issue judiciaire (Unia étant ou non partie à la cause). Enfin, dans 16,3% des cas, le requérant ne donne pas suite aux premiers contacts. Le temps de résolution moyen des dossiers individuels est d'un peu plus de 3 mois. 1 473 dossiers sur 2 343 ouverts en 2019 ont été clôturés durant l'année 2019 (62,9% du total de l'année), cela représente une différence de 3,8% par rapport à 2018.

Graphique 20 : Issue des dossiers considérés comme fondés selon Unia et ayant été clôturés dans l'année 2019 – (n=1 173)



4.3 Lieu des faits

Graphique 21 : Répartition des dossiers par province (si localisables et hors médias/internet)

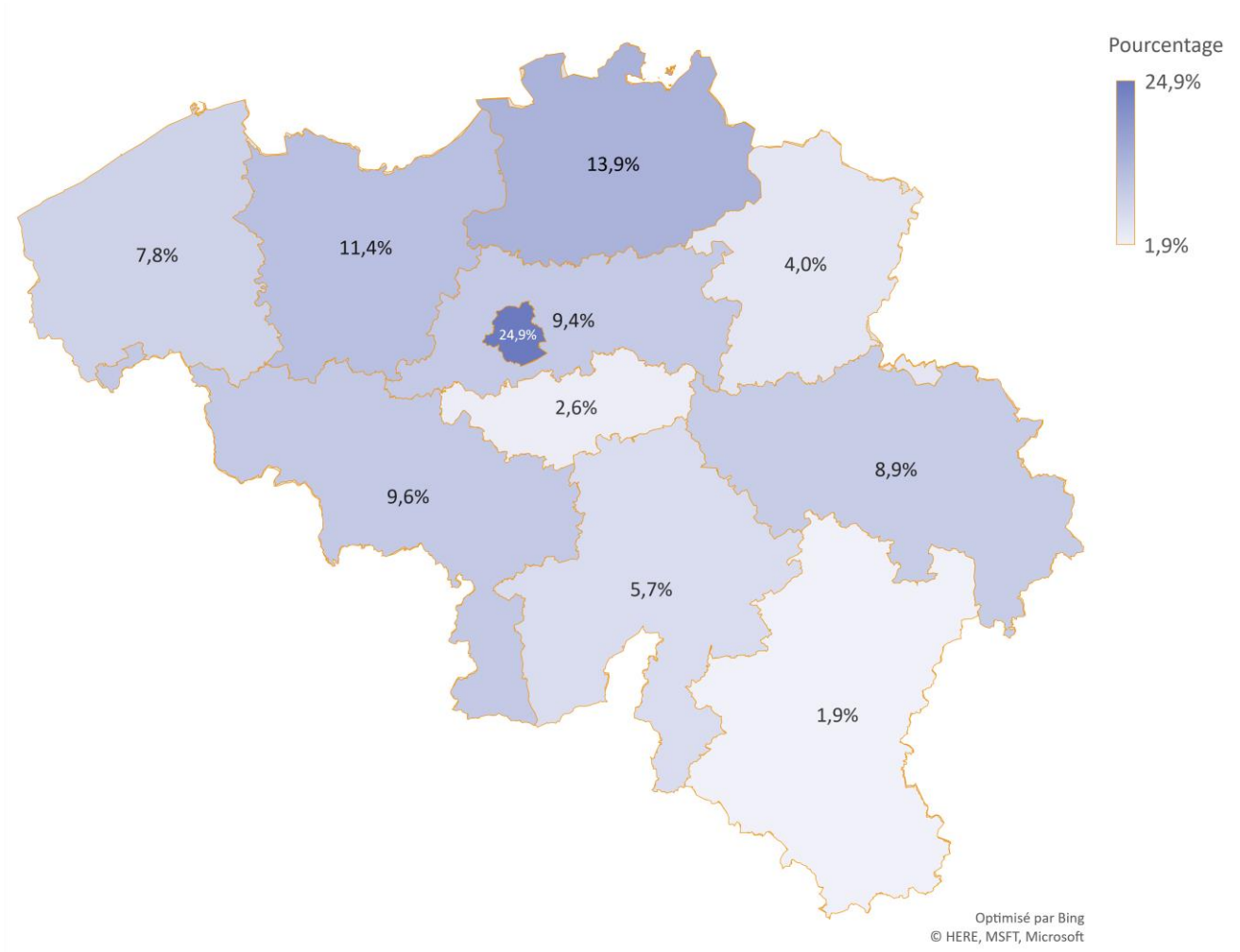




Tableau 4 : Lieu des faits (dossiers sans médias/Internet) par domaine en 2019 (n=1 997)



	Total	%	Région Bruxelles-Capitale	Anvers	Flandre Orientale	Hainaut	Brabant Flamand	Liège	Flandre Occidentale	Namur	Limbourg	Brabant Wallon	Luxembourg	Pas localisable
Total	1 997		454	231	191	174	162	162	124	106	69	49	33	242
%			22,7	11,6	9,6	8,7	8,1	8,1	6,2	5,3	3,5	2,5	1,7	12,1
Travail et emploi	657	32,9	235	78	40	58	51	45	25	26	12	9	6	72
Biens et services	641	32,1	102	60	78	56	46	51	51	33	22	16	11	115
Enseignement	308	15,4	53	32	22	44	20	41	15	27	14	18	9	13
Activités diverses	127	6,4	18	25	14	6	15	6	14	6	4	2	1	16
Vie en société	125	6,3	22	19	22	5	14	7	9	10	8	1	2	6
Police et justice	81	4,1	22	13	11	1	10	7	5	1	5	2	1	3
Protection sociale	27	1,4	1	1		3	4	3	2	2	2			9
Autre/pas clair	31	1,6	1	3	4	1	2	2	3	1	2	1	3	8

Tableau 5 : Lieu des faits (dossiers sans médias/Internet) par critère de discrimination en 2019 (n=2 509)



	Total	%	Région Bruxelles-Capitale	Anvers	Flandre Orientale	Brabant Flamand	Hainaut	Liège	Flandre Occidentale	Namur	Limbourg	Brabant Wallon	Luxembourg	Pas localisable
Total	2 509		508	290	229	194	189	173	159	115	77	48	34	493
%			20,2	11,6	9,1	7,7	7,5	6,9	6,3	4,6	3,1	1,9	1,4	19,6
Critères dits « raciaux »	951	37,9	176	131	119	93	37	44	56	24	38	7	9	217
Handicap	614	24,5	119	61	39	45	92	56	40	41	12	28	12	69
Conviction religieuse ou philosophique	336	13,4	95	37	21	17	9	14	24	11	13	6	5	84
Fortune	168	6,7	23	15	21	8	22	27	9	19	4	1	6	13
Etat de santé	156	6,2	46	17	7	8	11	12	9	9	4	2	1	30
Orientation sexuelle	133	5,3	25	15	10	10	11	11	6	8	2	3	1	31
Autres critères	151	6,0	24	14	12	13	7	9	15	3	4	1		49

4.4 Dossiers désagrégés par genre

Tableau 6 : Nouveaux dossiers « Unia compétent » ouverts en 2019 selon le genre du requérant (sauf personne morale) – par domaine

	Homme	Femme	Autre ⁵	Total
Travail et emploi	343	296	2	641
Biens et services	305	314	2	621
Médias	201	123	8	332
Enseignement	73	223	1	297
Activités diverses	58	56	2	116
Vie en société	68	46		114
Police et justice	46	30		76
Protection sociale	13	13		26
Autre/pas clair	15	16		31
Total	1122	1117	15	2 254

Tableau 7 : Nouveaux dossiers « Unia compétent » ouverts en 2019 selon le genre du requérant (sauf personne morale) – par critère

	Homme	Femme	Autre	Total
Critères "raciaux"	418	483	8	909
Handicap	352	243	1	596
Conviction religieuse ou philosophique	189	123	2	314
Fortune	94	72	1	167
Etat de santé	76	76		152
Âge	61	80		141
Orientation sexuelle	34	91	1	126
Autres critères	56	90	2	148
Total	1280	1258	15	2 553

⁵ La personne qui nous contacte ne s'auto-identifie pas en tant que femme, homme ou personne morale.

5 Analyse des nouveaux dossiers par domaine

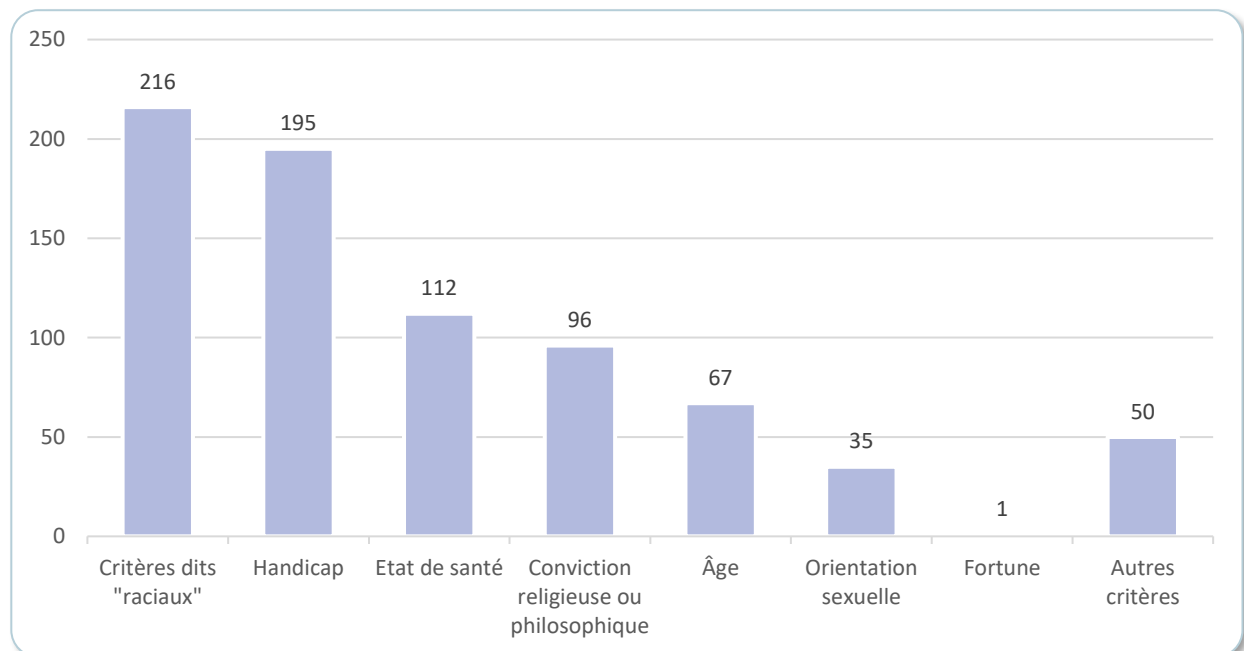
5.1 Emploi : 657 dossiers

Unia a ouvert 657 nouveaux dossiers dans le domaine de l'emploi en 2019 (soit 27,4% des dossiers). Il s'agit d'une hausse assez notable par rapport à la moyenne de ces cinq dernières années (+41,8%) et une augmentation de 28,8% par rapport à l'année 2017.

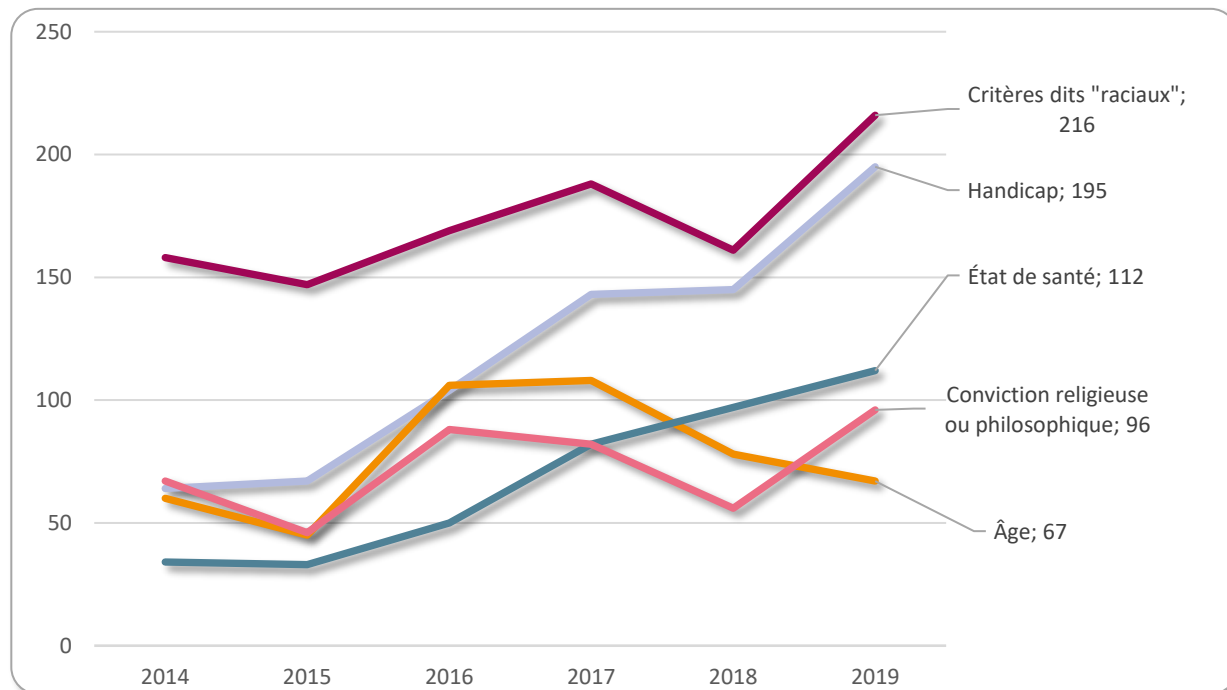
Les critères principalement concernés sont les critères dits « raciaux » (28,0%), le handicap (25,3%), l'état de santé (14,5%), les convictions religieuses ou philosophiques (12,4%) et l'âge (8,7%). Il est important de noter que le critère de l'état de santé continue à augmenter et reste en troisième position des critères les plus souvent évoqués dans les dossiers de discrimination dans l'emploi (+89,2% par rapport à la moyenne sur 5 ans). Tandis que les dossiers relatifs à la discrimination sur base de l'âge tendent à diminuer (-14,1% par rapport à 2018 et -15,6% par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années). Signalons également qu'Unia est trois fois plus sollicité pour des discriminations liées au handicap que pour l'année 2014 et un peu moins de 2 fois plus de dossiers que pour la moyenne de ces 5 dernières années. Enfin, les dossiers conviction religieuse ou philosophique sont également à en hausse de 71,4% par rapport à 2018 et de 41,6% par rapport à la moyenne sur les 5 dernières années.

Environ 28,5% des dossiers emploi touchent à la problématique de l'embauche, 24,8% à l'organisation et aux conditions de travail, 20,1% à des cas de licenciement et 15,5% aux relations professionnelles et au harcèlement et 4,1% à l'accès à des promotions ou des formations. Cette répartition par problématique reste relativement stable par rapport à l'année 2018.

Graphique 22 : Nouveaux dossiers - emploi par critère de discrimination en 2019 (n=772)

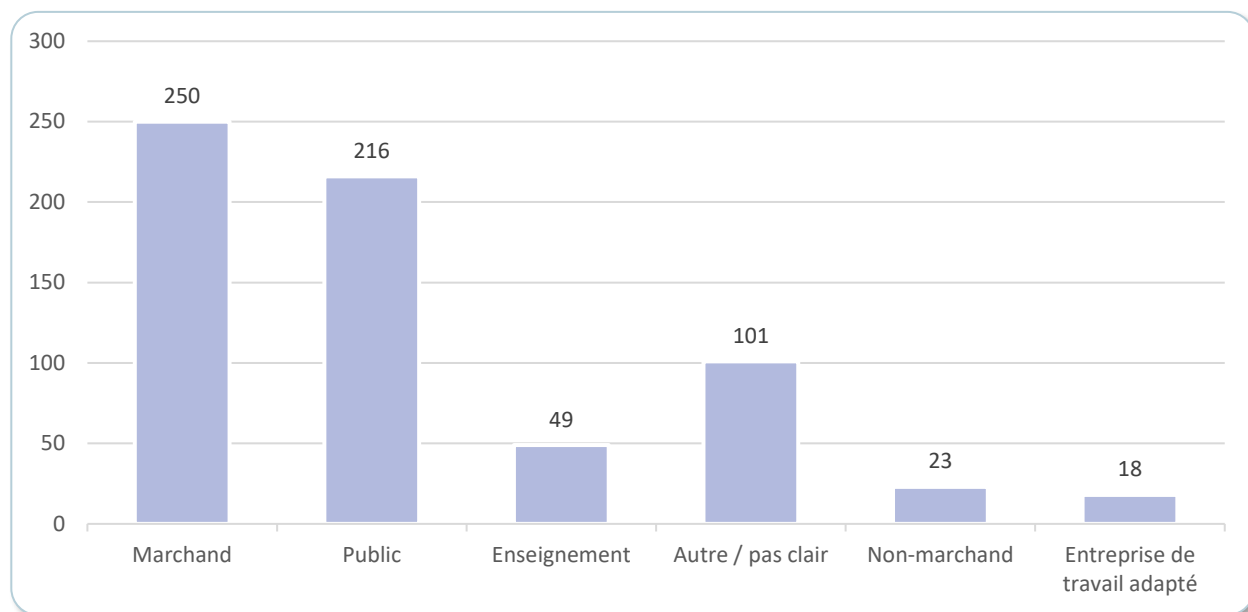


Graphique 23 : Évolution du nombre de dossiers - emploi par critère depuis 2014 (principaux critères)



Détails

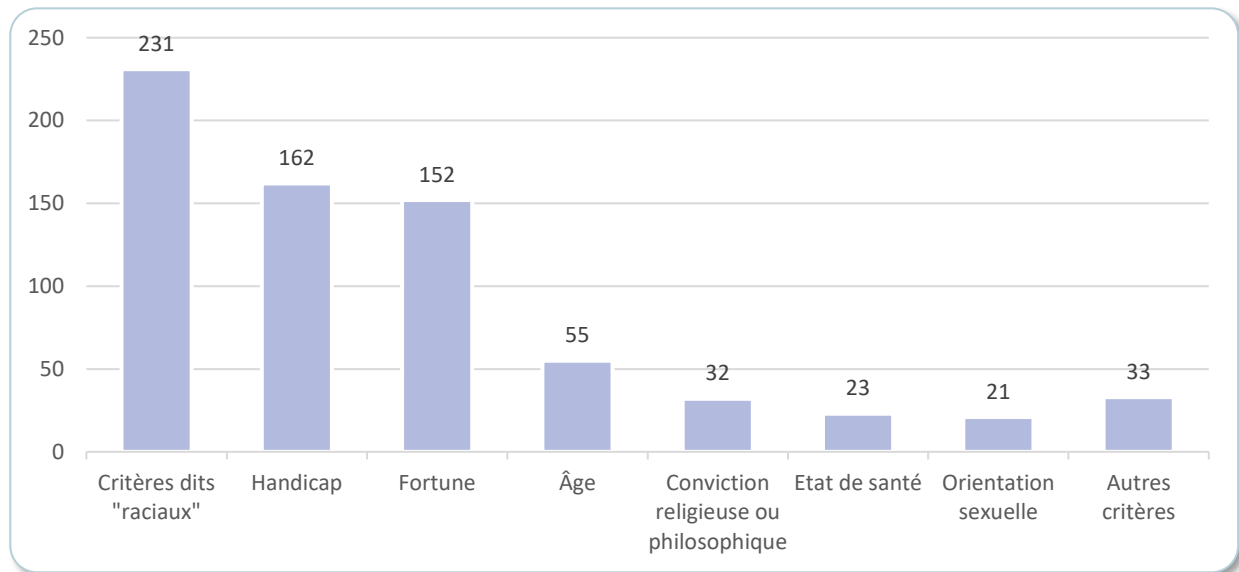
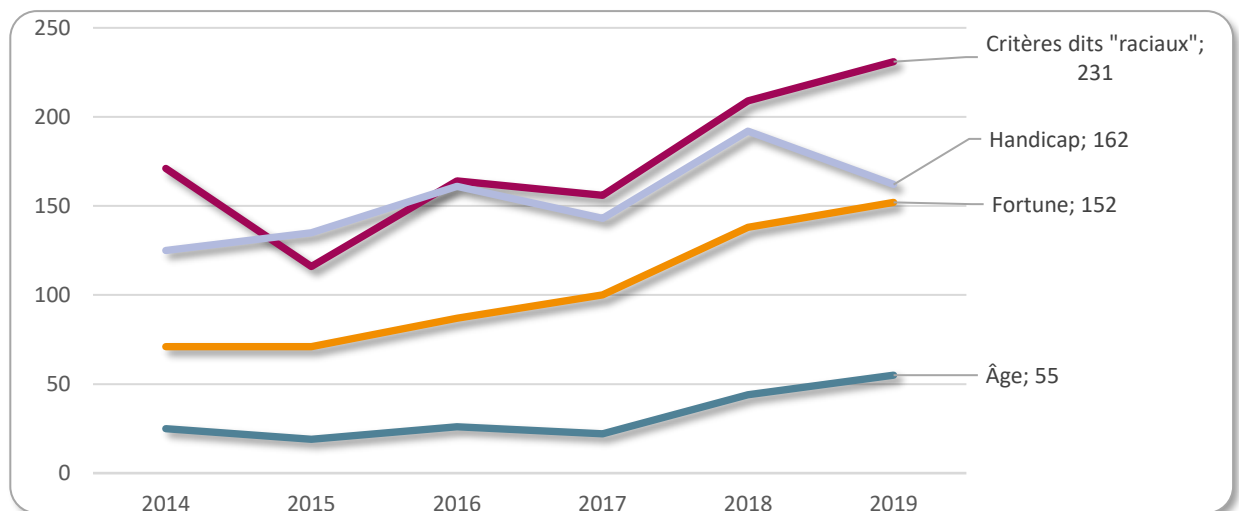
Critères	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	158	147	169	188	161	216
Handicap	64	67	104	143	145	195
Âge	60	45	106	108	78	67
Conviction religieuse ou philosophique	67	46	88	82	56	96
État de santé	34	33	50	82	97	112
Orientation sexuelle	20	13	20	17	19	35
Autres (compétent)	25	19	38	70	88	51
Total	428	370	575	690	644	772

Graphique 24 : Nouveaux dossiers - emploi par secteur (n=772)

5.2 Biens et services : 641 dossiers

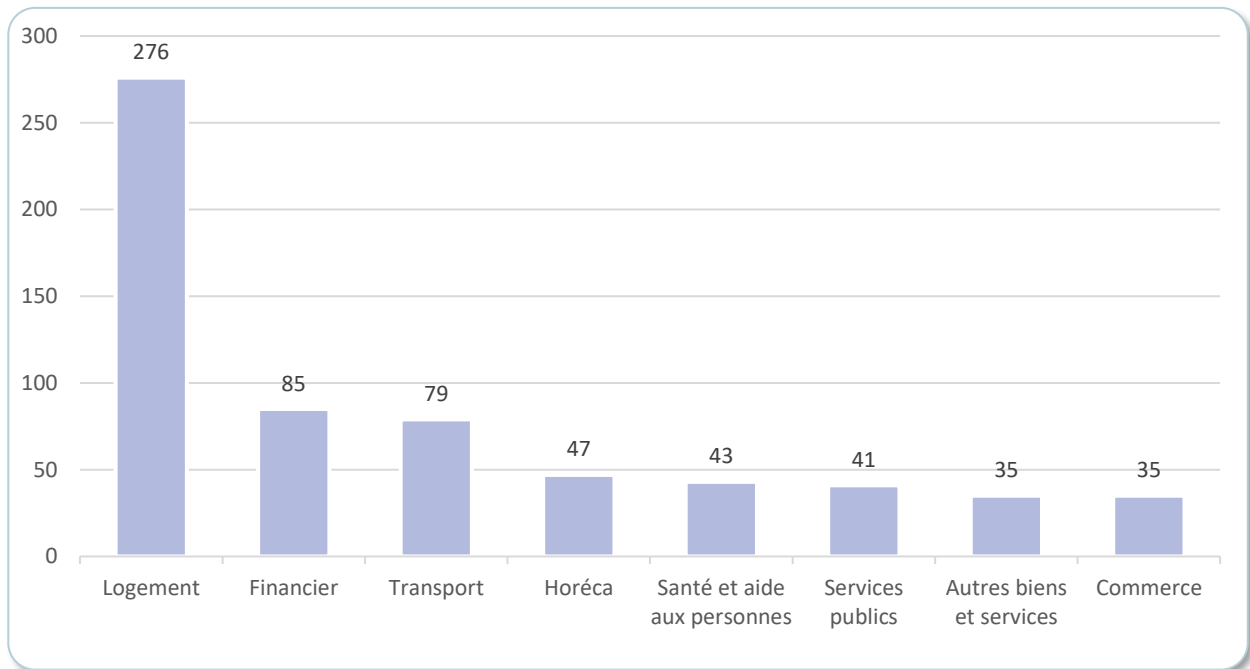
Cette année, le nombre de dossiers ouverts est assez stable avec une augmentation de 4,4% par rapport à l'année 2018. Le nombre total atteint un niveau jamais atteint depuis la création d'Unia. On parle d'une augmentation de 34,3% par rapport à la moyenne de ces cinq dernières années. Comme chaque année, c'est le logement qui se paie la part du lion avec un total de 276 dossiers, précisément le même nombre qu'en 2018. Le graphique évolutif ci-dessous met en évidence la progression du nombre de dossiers dans ce secteur (+42% par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années). Viennent ensuite les discriminations dans le secteur des finances et des transports qui ensemble représentent un quart des saisines dans ce domaine. Ces deux secteurs affichent une augmentation non négligeable depuis 5 ans (+49,1% dans le secteur des finances et +33,4% au niveau des transports). Ce sont les critères dits « raciaux », le handicap et la fortune pour lesquels nous sommes le plus régulièrement sollicités. La hausse la plus importante concerne le critère de l'âge, avec un peu plus du double de dossiers par rapport aux cinq années qui précèdent.

Si l'on regarde de plus près les dossiers logement, on observe que près de la moitié relèvent du critère de l'état de fortune (42,7%). Viennent ensuite les critères dits « raciaux » (27,2%) et le critère du handicap (13,9%). La majorité des dossiers concernent le logement privé (81,5%), avec (48,9%) ou sans (32,6%) l'intervention d'une agence immobilière. Il s'agit principalement de refus de visite, de location ou de vente (56,9%). Notons que dans 9,4% des dossiers logement, l'annonce immobilière mentionne ouvertement un des critères de discrimination concernés. D'autres faits concernent la fiche à remplir par le candidat locataire, qui pose question (8,7%). Enfin, dans 6,9% des cas, il s'agit d'un problème lié au comportement inapproprié de l'agent immobilier ou du propriétaire.

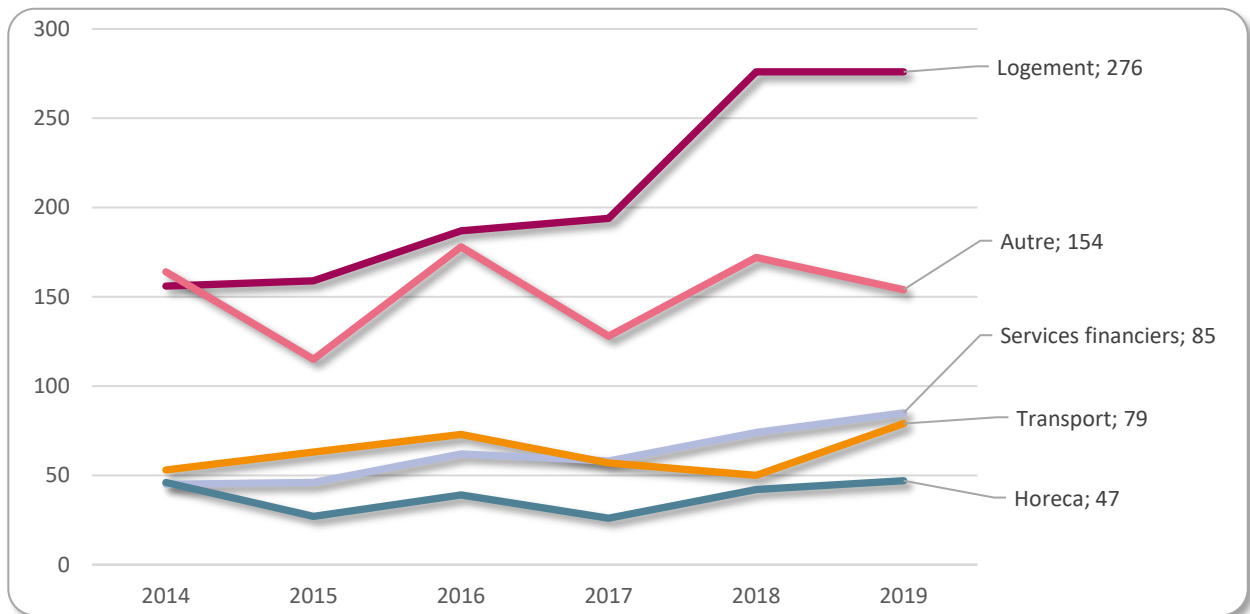
Graphique 25 : Nouveaux dossiers - biens et services par critère de discrimination (n=709)**Graphique 26 : Évolution du nombre de dossiers - biens et services par critère depuis 2014 (principaux critères)****Détails**

Critères	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	171	116	164	156	209	231
Handicap	125	135	161	143	192	162
Fortune	71	71	87	100	138	152
Âge	25	19	26	22	44	55
État de santé	16	28	19	27	30	23
Conviction religieuse ou philosophique	16	18	45	33	39	32
Orientation sexuelle	16	13	16	8	17	21
Autres (compétent)	14	14	18	20	33	33

Graphique 27 : Nouveaux dossiers - biens et services (n=641)



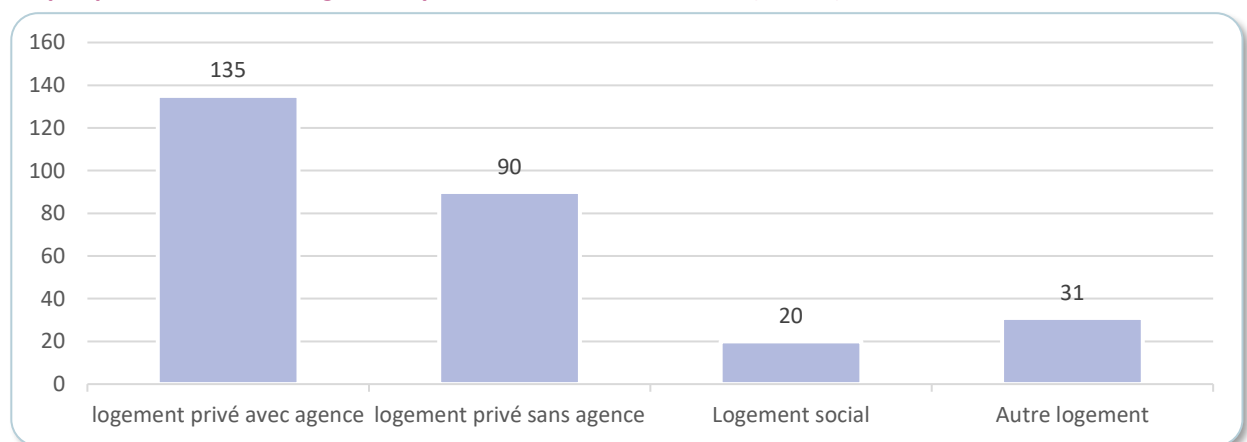
Graphique 28 : Évolution du nombre de dossiers - biens et services depuis 2014 (principaux secteurs)



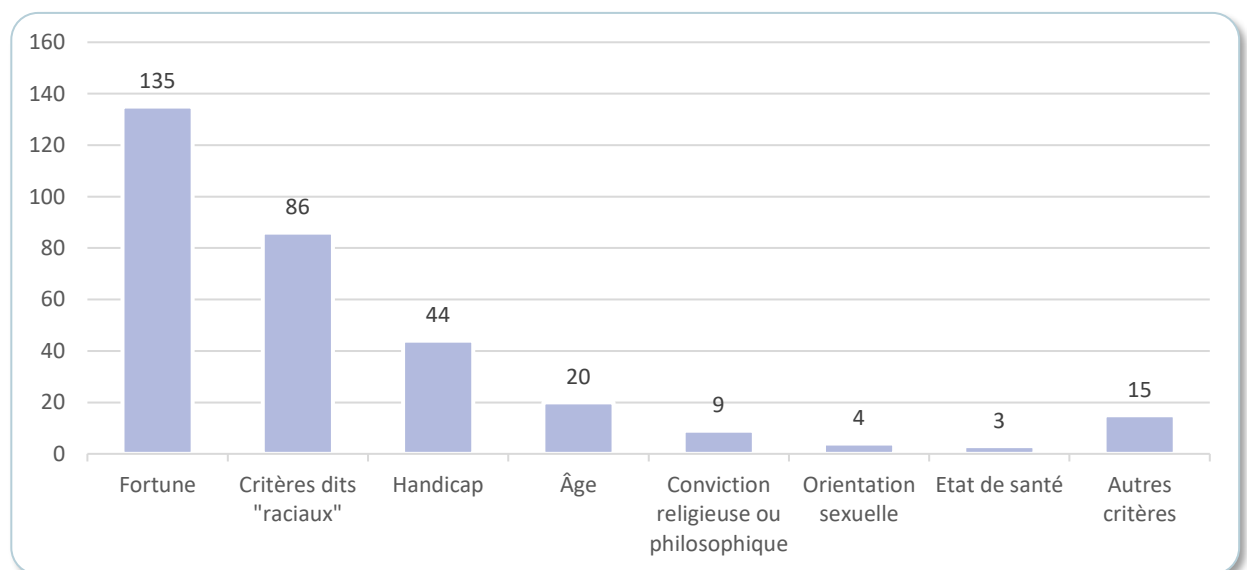
Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Logement	156	159	187	194	276	276
Financier	45	46	62	58	74	85
Transport	53	63	73	57	50	79
Horeca	46	27	39	26	42	47
Santé et aide aux personnes	34	38	42	31	58	43
Commerce	32	19	51	38	54	35
Services publics	5	4	8			41
Autres biens et services	47	27	38	33	60	35

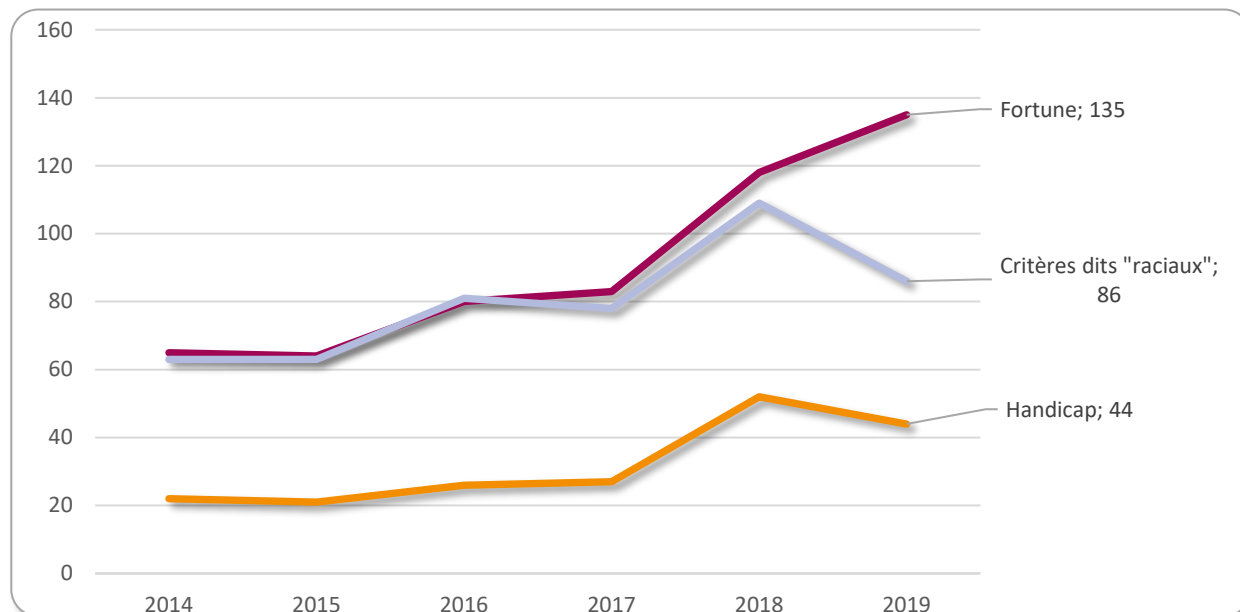
Graphique 29 : Dossiers logement par sous-domaine en 2019 (n=276)



Graphique 30 : Dossiers logement par critère en 2019 (n=316)

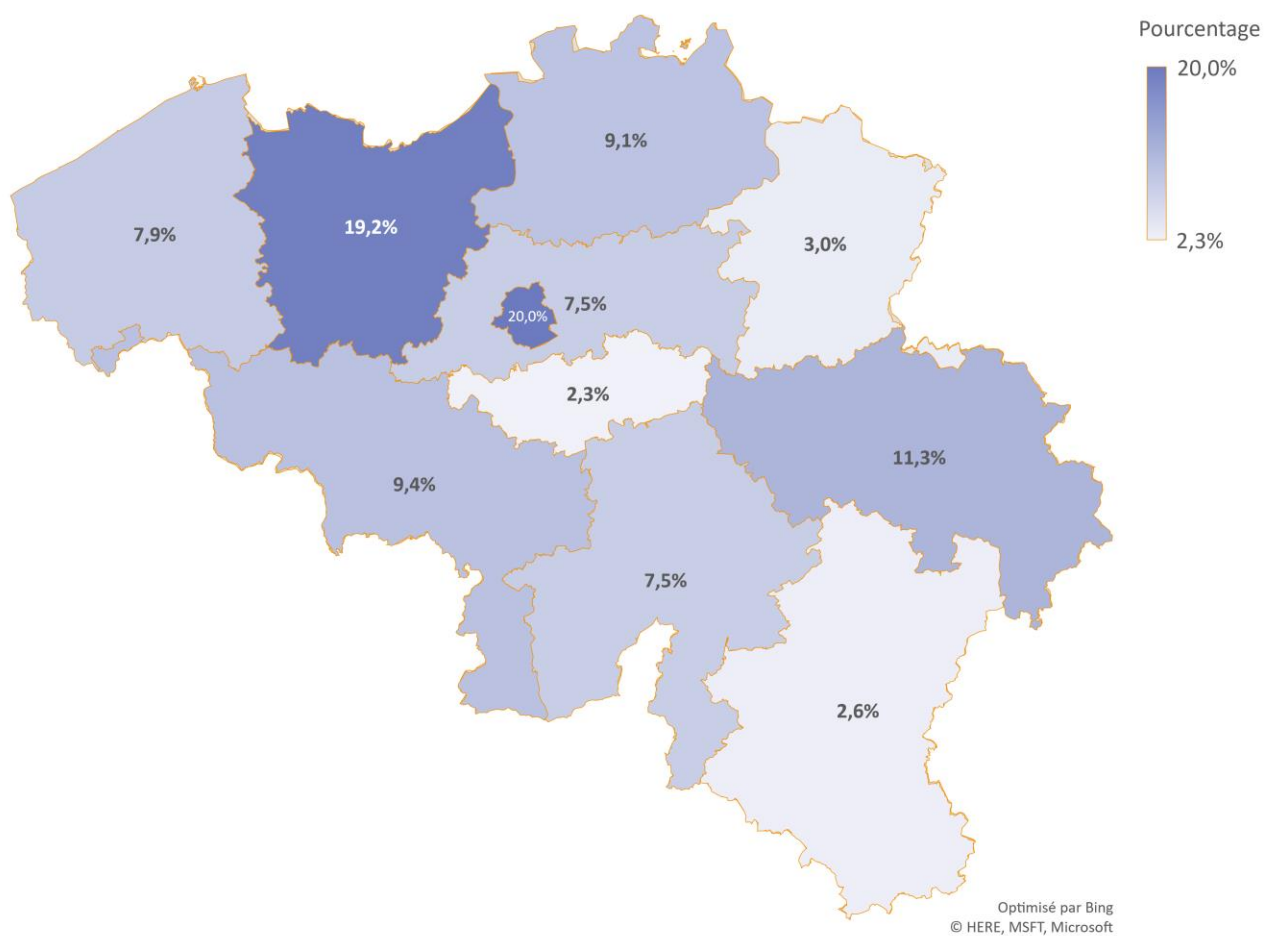


Graphique 31 : Évolution du nombre de dossiers logement - par critère de discrimination depuis 2014 (principaux critères)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fortune	65	64	80	83	118	135
Critères dits "raciaux"	63	63	81	78	109	86
Handicap	22	21	26	27	52	44
Autres critères (compétent)	30	29	25	28	57	51

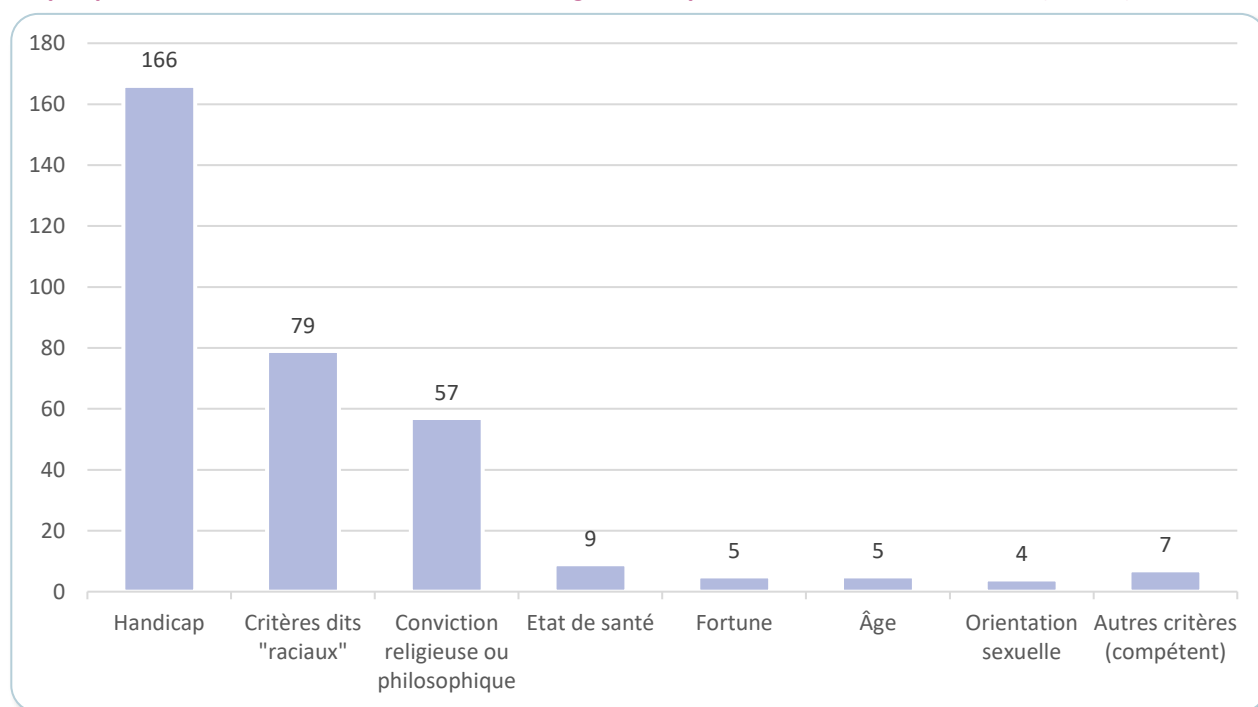
Graphique 32 : Répartition des dossiers logement 2019 par province

5.3 Enseignement : 308 dossiers

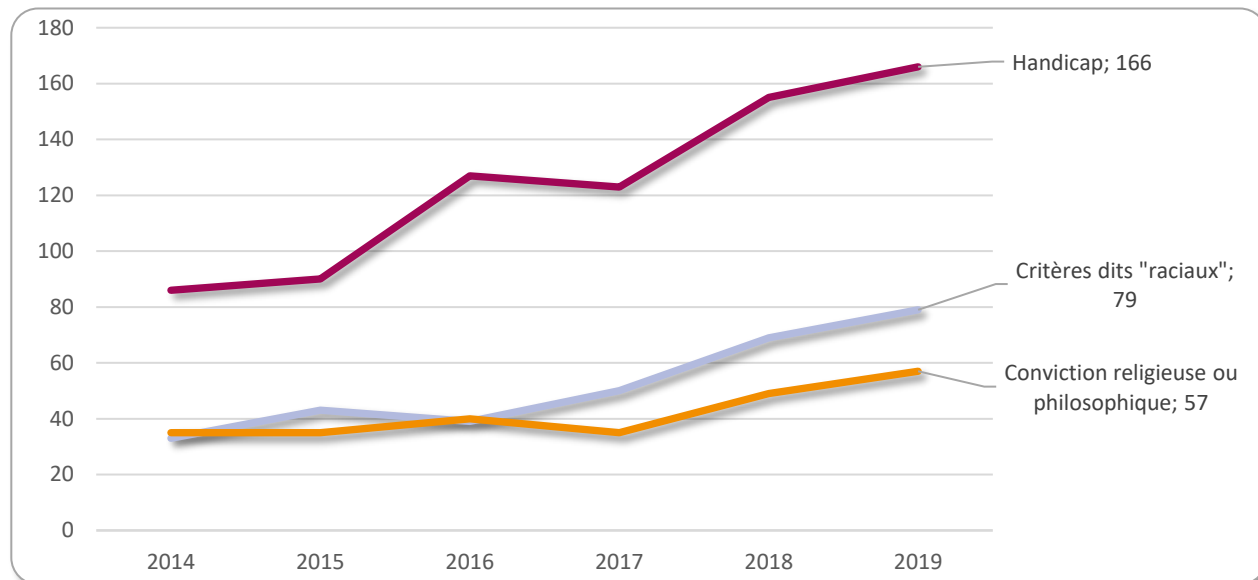
En 2019, Unia a ouvert 308 dossiers concernant des problèmes dans le domaine de l'enseignement. Si l'on compare de chiffre avec la moyenne de ces cinq dernières années, on constate une augmentation de 45,1%. À l'instar de l'emploi et des biens et services, la courbe d'augmentation est assez constante. Les tendances entre les entités fédérées sont stables, mais si on les compare avec la moyenne ces deux dernières années, la tendance reste à la hausse en Fédération Wallonie-Bruxelles (+28,9%). 34,4% des dossiers concernent l'enseignement secondaire, 27,9% l'enseignement fondamental et 14,6% également l'enseignement supérieur. Les formes de discrimination les plus rencontrées sont les refus d'aménagements raisonnables pour des élèves en situation de handicap (40,6%) ; les problèmes de discrimination directe ou indirecte, par exemple des refus d'inscription, des exclusions... (39,6%) ; puis les situations de harcèlement à l'école (13,9%). Au niveau des critères, celui du handicap (68,9% des dossiers) est le plus représenté dans ce domaine et connaît une augmentation particulièrement marquée (+42,9% par rapport à la moyenne sur 5 ans). Les dossiers fondés sur un des critères dits « raciaux » (23,8% des dossiers) sont en augmentation constante depuis plusieurs années (+68,8% par rapport à la moyenne des 5 dernières années), ainsi que ceux liés à la conviction religieuse ou philosophique (+46,9% par rapport à la moyenne des 5 dernières années).

Enfin, si l'on croise la problématique et le critère, on peut observer, au niveau du handicap, que nos dossiers concernent la pédagogie et le manque de soutien (82 dossiers), ensuite les problèmes liés aux examens et aux résultats (25 dossiers) et enfin les exclusions d'écoles (16 dossiers). Au niveau des critères dits « raciaux », ce sont les examens et résultats qui posent question et ensuite les relations entre l'élève et l'école (soit respectivement 18 et 16 dossiers). Enfin, la moitié des dossiers ouverts pour le critère de la conviction religieuse ou philosophique concerne le code vestimentaire (31 dossiers).

Graphique 33 : Nouveaux dossiers 2019 - enseignement par critère de discrimination (n=332)



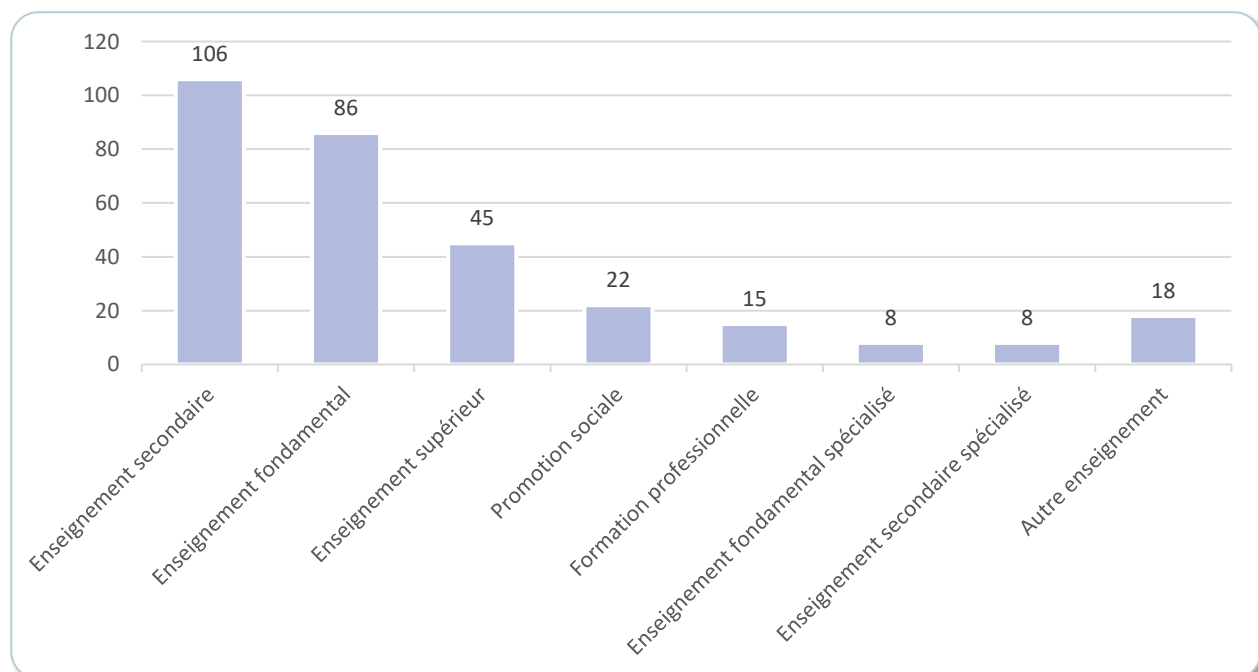
Graphique 34 : Évolution du nombre de dossiers enseignement par critère depuis 2014 (principaux critères)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Handicap	86	90	127	123	155	166
Critères dits "raciaux"	33	43	39	50	69	79
Conviction religieuse ou philosophique	35	35	40	35	49	57
Autres (compétent)	18	10	16	33	36	30

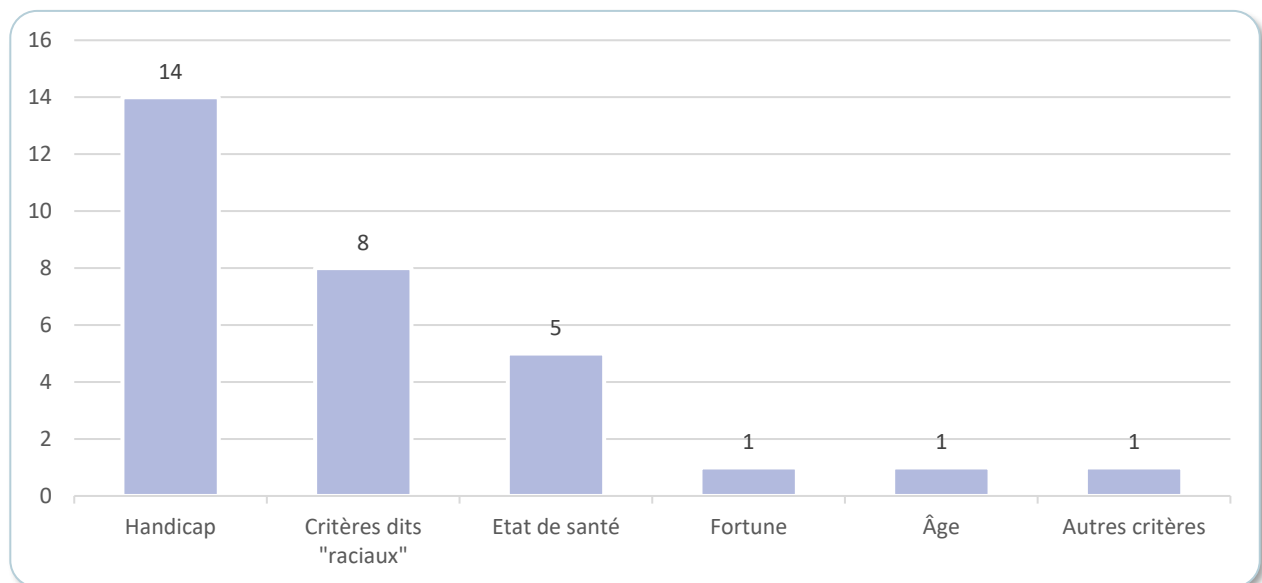
Graphique 35 : Nouveaux dossiers - par niveau d'enseignement 2019 (n=308)



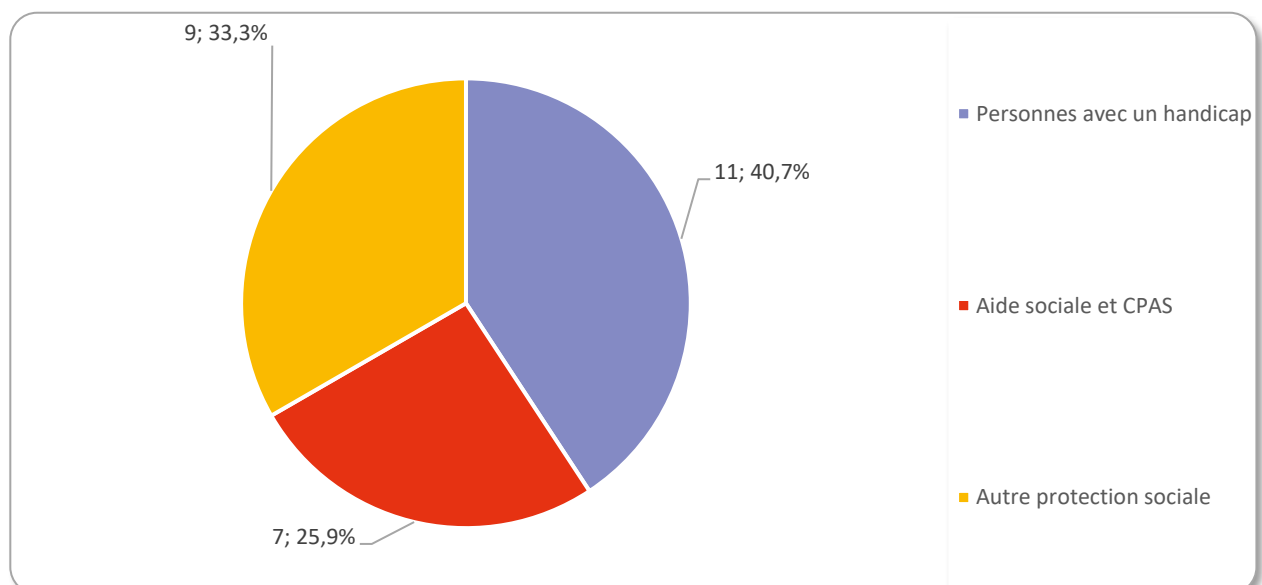
5.4 Protection sociale : 27 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 27 nouveaux dossiers relatifs à la protection sociale (1,2% des dossiers). 11 dossiers concernent les allocations pour personnes en situation de handicap. Nous avons également ouvert 7 dossiers concernant l'aide sociale et le CPAS. Le handicap est par conséquent le premier critère protégé concerné (46,7%), suivi des critères dits "raciaux" (26,7%).

Graphique 36 : Nouveaux dossiers - protection sociale par critère de discrimination (n=30)



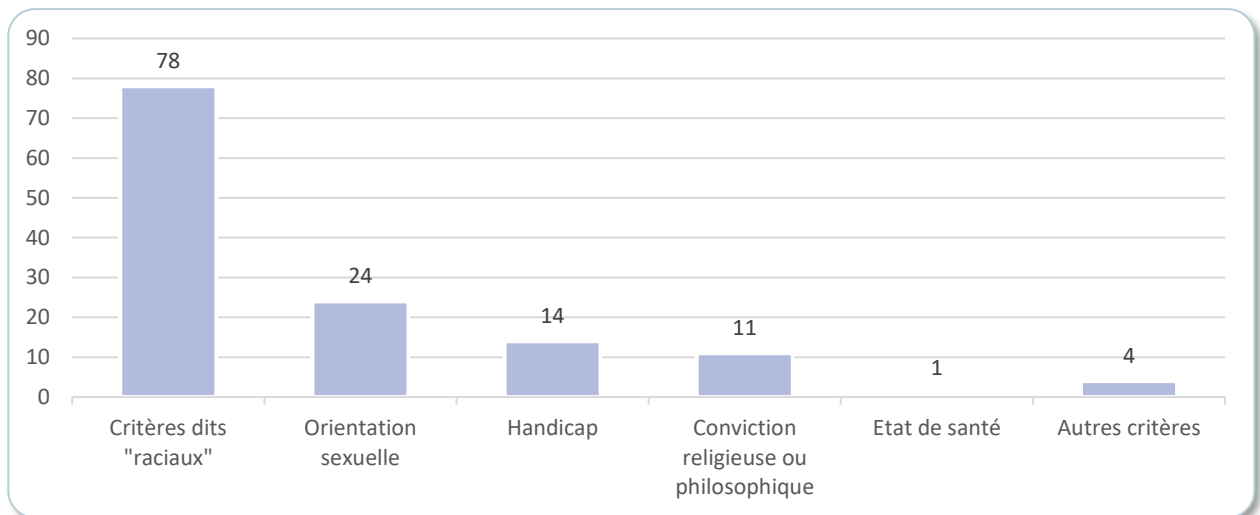
Graphique 37 : Nouveaux dossiers - protection sociale en 2019 par sous-domaine (n= 27)



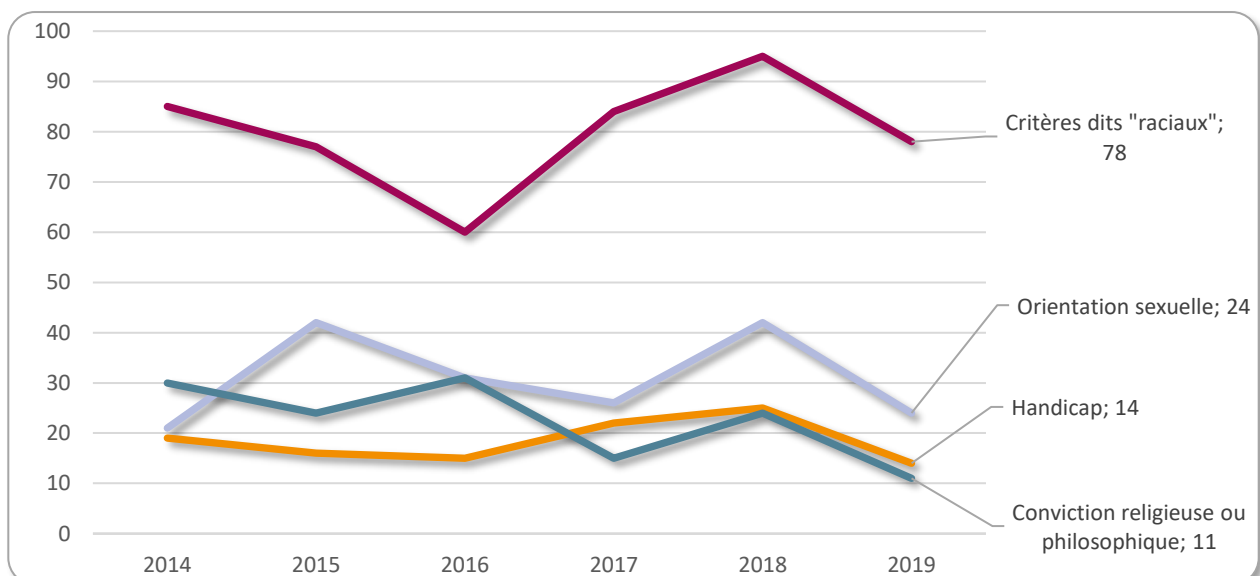
5.5 Vie en société : 125 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 125 dossiers dans le domaine vie en société, qui tend à baisser de 19,3% par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années. Il s'agit principalement de conflits dans l'espace public (77,6%) et de conflits de voisinage (12%). Un tiers des dossiers concerne des propos d'incitation à la haine, principalement liés aux critères dits « raciaux ». En ce qui concerne les coups et blessures avec motif potentiellement discriminatoire, nous avons ouvert 31 dossiers en 2019 (8 de moins qu'en 2018). Les critères principalement concernés sont les critères dits "raciaux" (59,1% des dossiers), suivis de l'orientation sexuelle (18,2%), du handicap (10,6%) et des convictions religieuses ou philosophiques (8,3%). Au niveau des critères dits "raciaux", presque un cas sur deux relève d'un problème d'incitation à la haine, discrimination ou violence. Des coups et blessures sont présents dans 15 dossiers ouverts relevant de ce critère.

Graphique 38 : Nouveaux dossiers - vie en société par critère de discrimination en 2019 (n= 132)



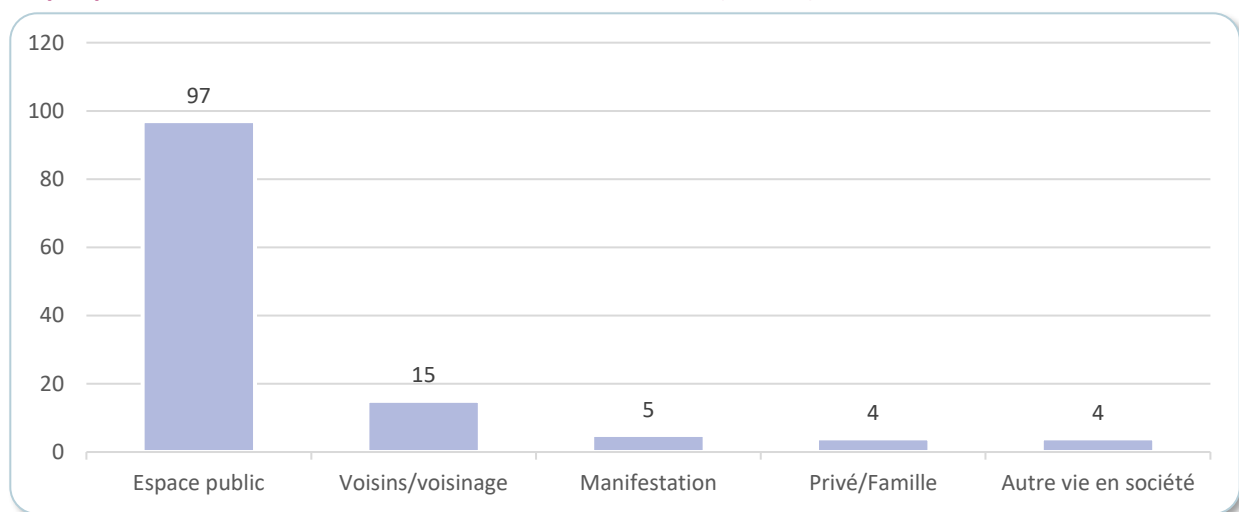
Graphique 39 : Évolution du nombre de dossiers vie en société - par critère depuis 2014 (principaux critères)



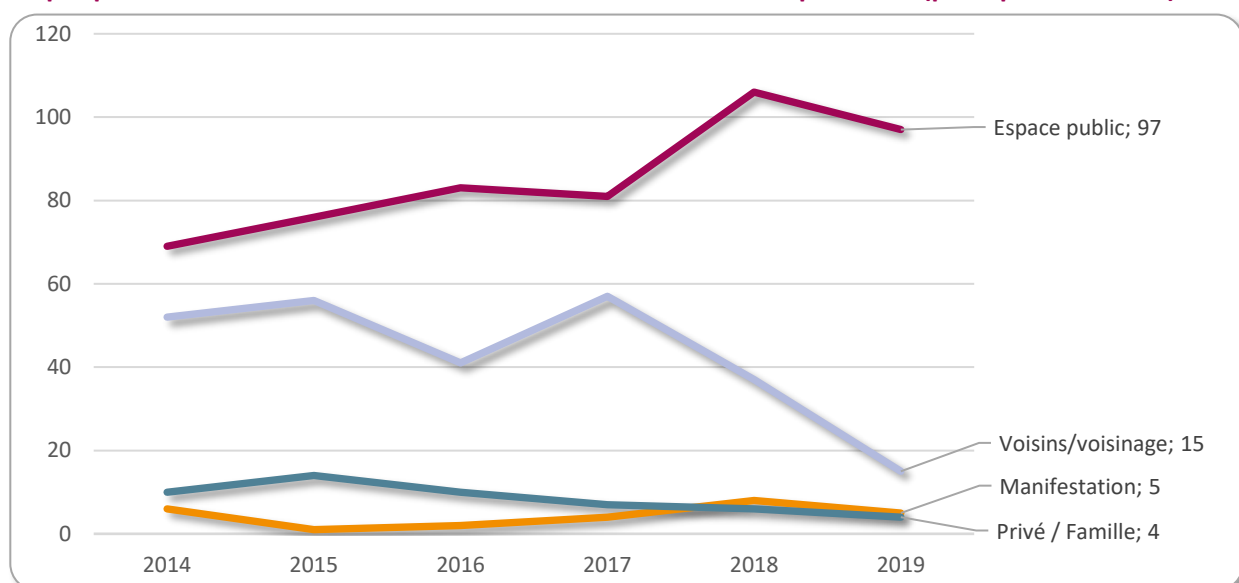
Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	85	77	60	84	95	78
Orientation sexuelle	21	42	31	26	42	24
Handicap	19	16	15	22	25	14
Conviction religieuse ou philosophique	30	24	31	15	24	11
Autres (compétent)	5	2	12	14	14	5

Graphique 40 : Nouveaux dossiers - vie en société en 2019 (n= 125)



Graphique 41 : Évolution du nombre de dossiers vie en société depuis 2014 (principaux secteurs)



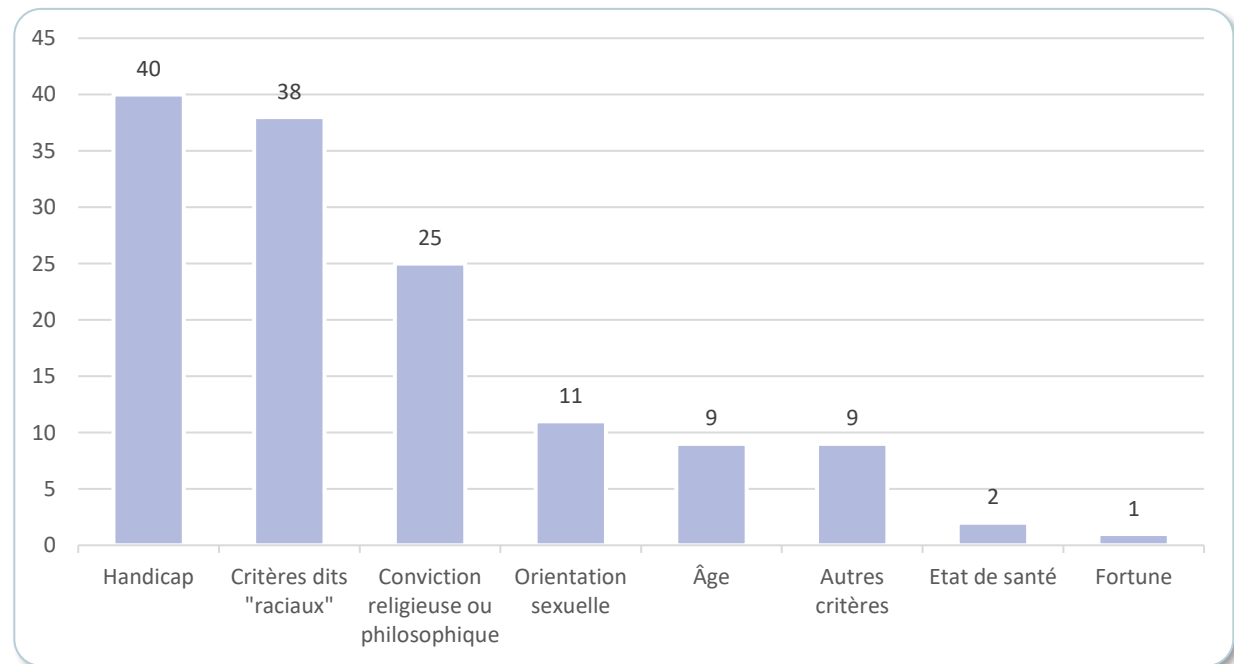
Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Espace public	40	69	76	83	81	106
Voisins/voisinage	38	52	56	41	57	37
Privé / Famille	8	10	14	10	7	6
Autre / pas clair	6	9	7	6	9	17
Manifestation	1	6	1	2	4	8

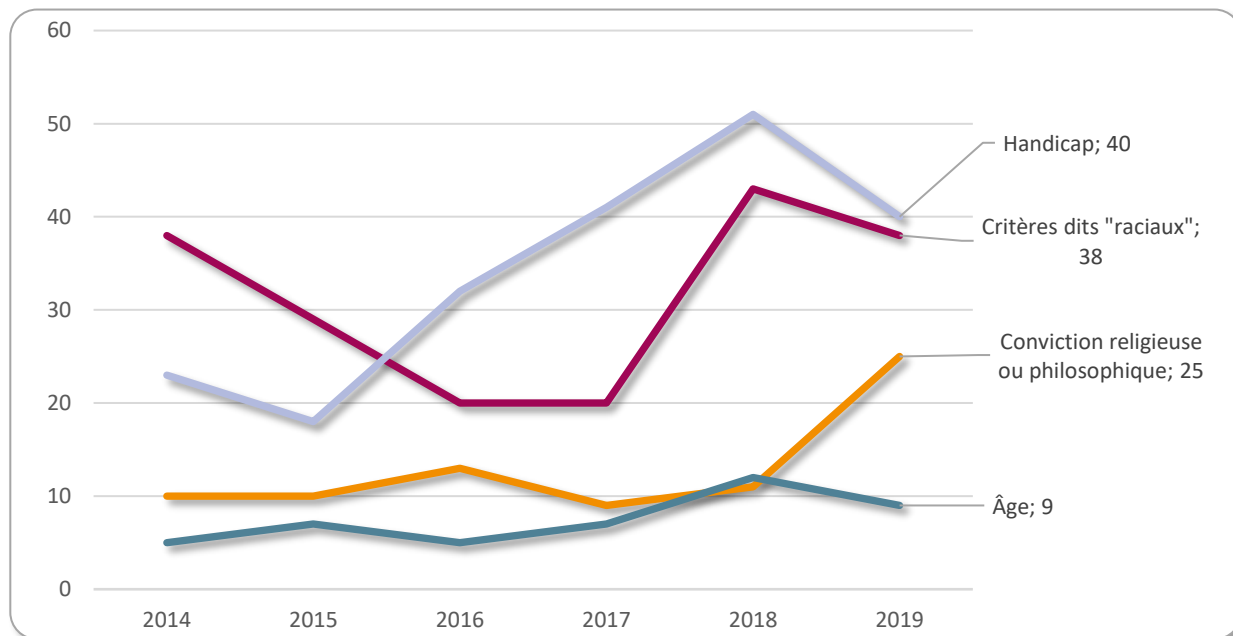
5.6 Activités diverses : 127 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 127 dossiers activités diverses (5,4% des dossiers). Il s'agit principalement de dossiers liés à des activités socioculturelles et sportives (84,3%). Le critère du handicap est le premier concerné (44,4% des dossiers), c'est un peu moins qu'en 2018, mais cela représente une augmentation de 21,2% par rapport à la moyenne sur 5 ans. Un dossier sur trois concerne les pratiques sportives au sein desquelles ce sont les critères dits raciaux (23 dossiers) et la conviction religieuse ou philosophique (12 dossiers) qui posent le plus question. Enfin, concernant le critère du handicap, nous avons ouvert 7 dossiers relatifs aux activités pour les jeunes (17,5% des dossiers handicap dans ce secteur).

Graphique 42 : Nouveaux dossiers - activités diverses par critère de discrimination en 2019 (n=135)



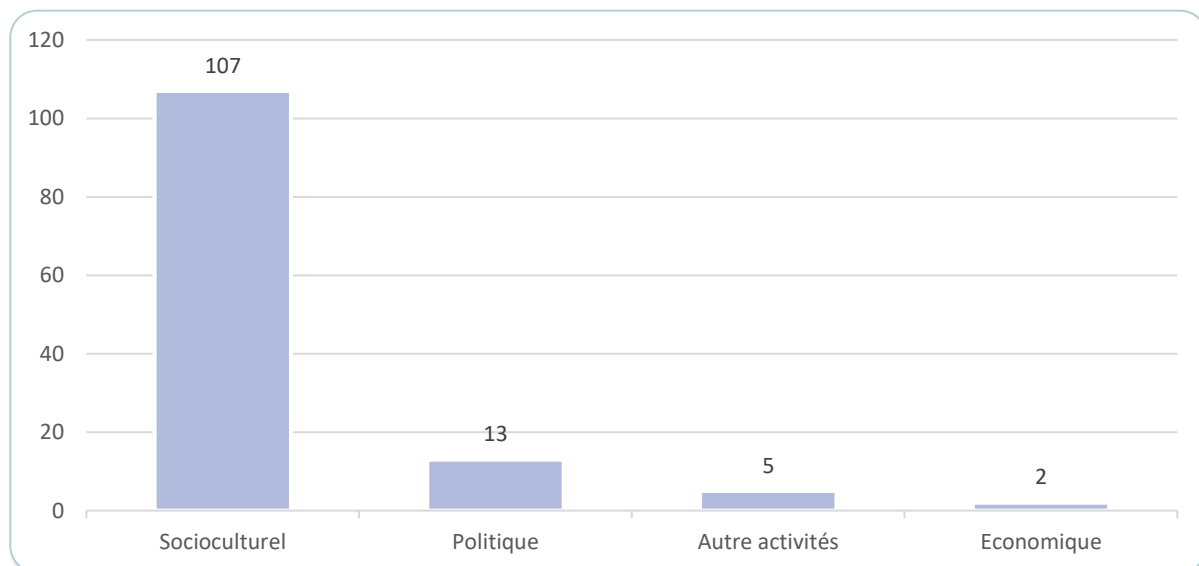
Graphique 43 : Évolution du nombre de dossiers activités diverses- par critère depuis 2014 (principaux critères)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	38	29	20	20	43	38
Handicap	23	18	32	41	51	40
Conviction religieuse ou philosophique	10	10	13	9	11	25
Âge	5	7	5	7	12	9
Autres (compétent)	6	6	10	13	20	23

Graphique 44 : Nouveaux dossiers – activités diverses par sous-domaine en 2019 (n=127)



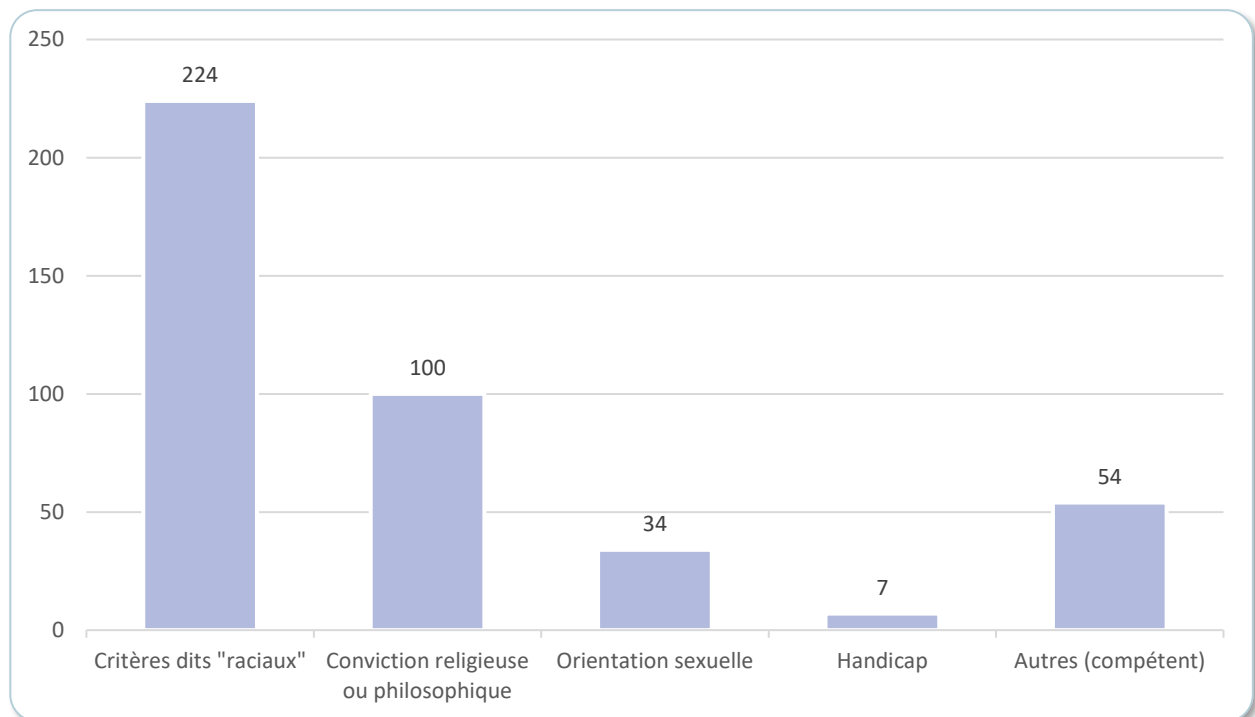
5.7 Médias/internet : 346 dossiers

Le nombre total de dossiers Médias représente 14,8% de l'ensemble des dossiers de l'année 2019. On peut parler de stabilité dans ce secteur dans la mesure où la progression par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années est de 2,1%. 8 dossiers sur 10 concernent des médias en ligne au sein desquels les réseaux sociaux sont fortement représentés (76% des dossiers internet). Rien que pour Facebook, un total de 160 dossiers ont été ouverts durant cette année. Et si l'on regarde les réseaux sociaux par rapport à l'ensemble des dossiers sur internet, ils auront bientôt remplacé complètement le phénomène des e-mails en chaîne et affichent une progression de + de 50,9% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

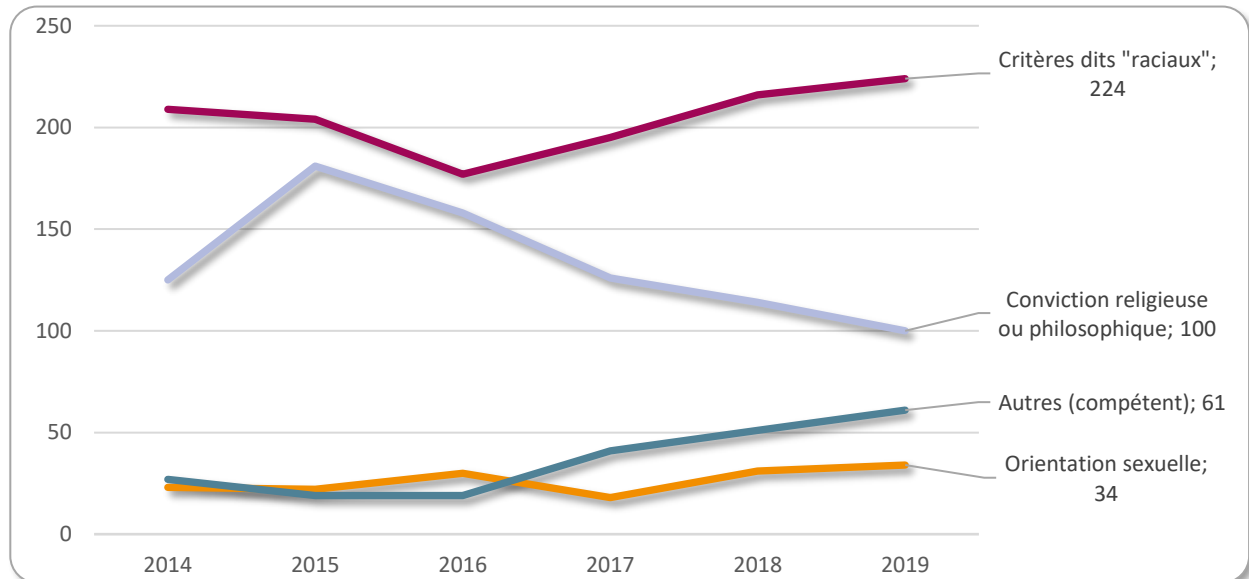
Cette stabilité n'est pas à considérer comme un signe positif d'une plus grande tolérance sur la toile. L'essor des réseaux sociaux nous démontre qu'il est aujourd'hui relativement simple pour une personne de rejoindre des groupes haineux et de partager ensuite du matériel haineux à son tour.

Les trois quarts des dossiers dans ce secteur ont trait à des faits de racisme (53,5% des dossiers) ou en lien avec la conviction religieuse ou philosophique (23,9% des dossiers). L'orientation sexuelle est le troisième critère pour lequel nous avons ouvert des dossiers dans ce domaine (8,1% des dossiers). Si l'on observe les tendances au regard de la moyenne de ces 5 dernières années, on observe une diminution du nombre total de dossiers conviction religieuse (-29,0%).

Graphique 45 : Nouveaux dossiers – médias par critère de discrimination en 2019 (n= 419)



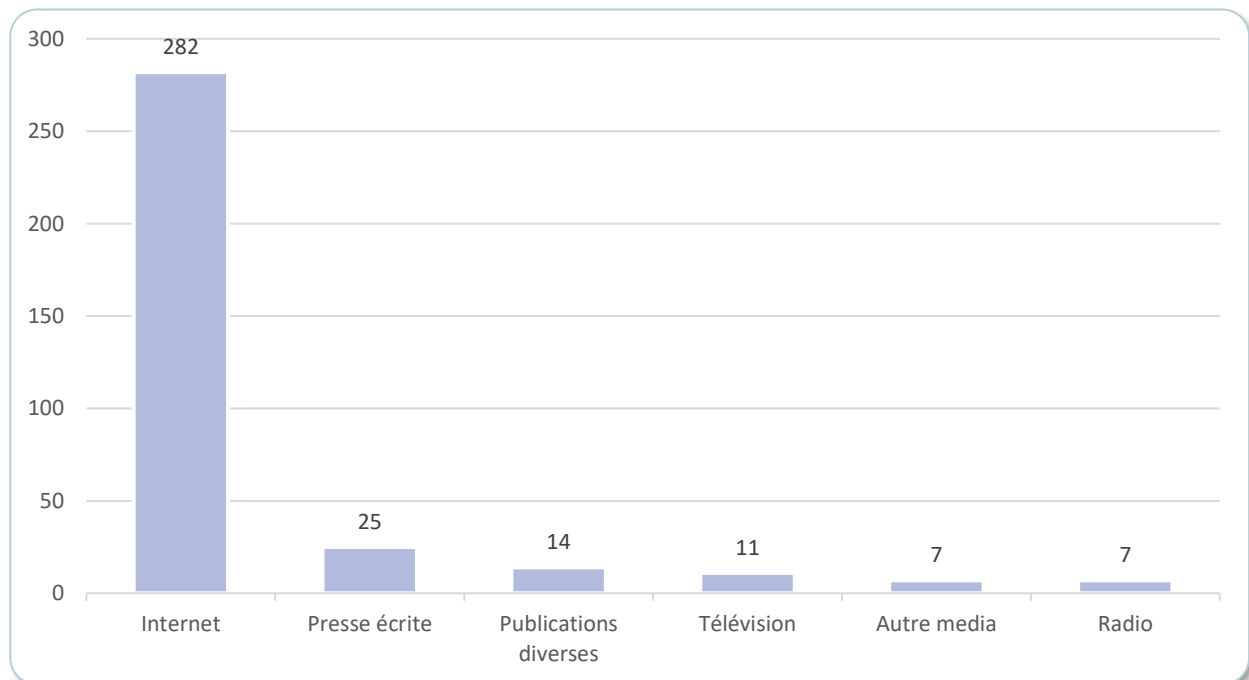
Graphique 46 : Évolution du nombre de dossiers médias/internet par critère depuis 2014 (principaux critères)

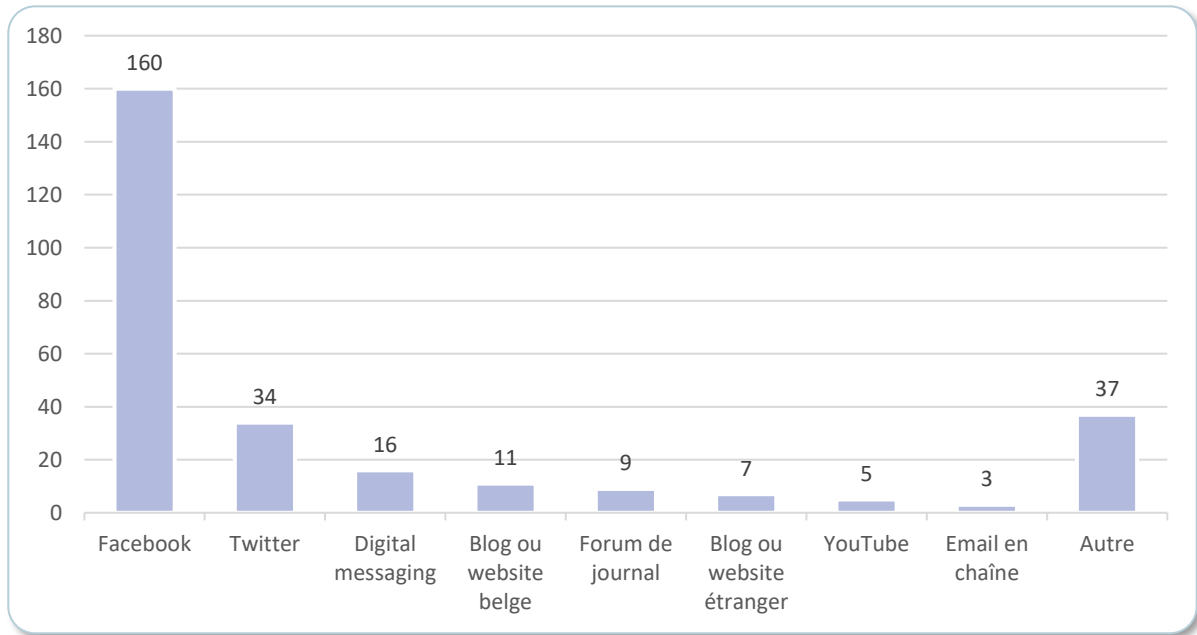


Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	209	204	177	195	216	224
Conviction religieuse ou philosophique	125	181	158	126	114	100
Orientation sexuelle	23	22	30	18	31	34
Autres (compétent)	27	19	19	41	51	61

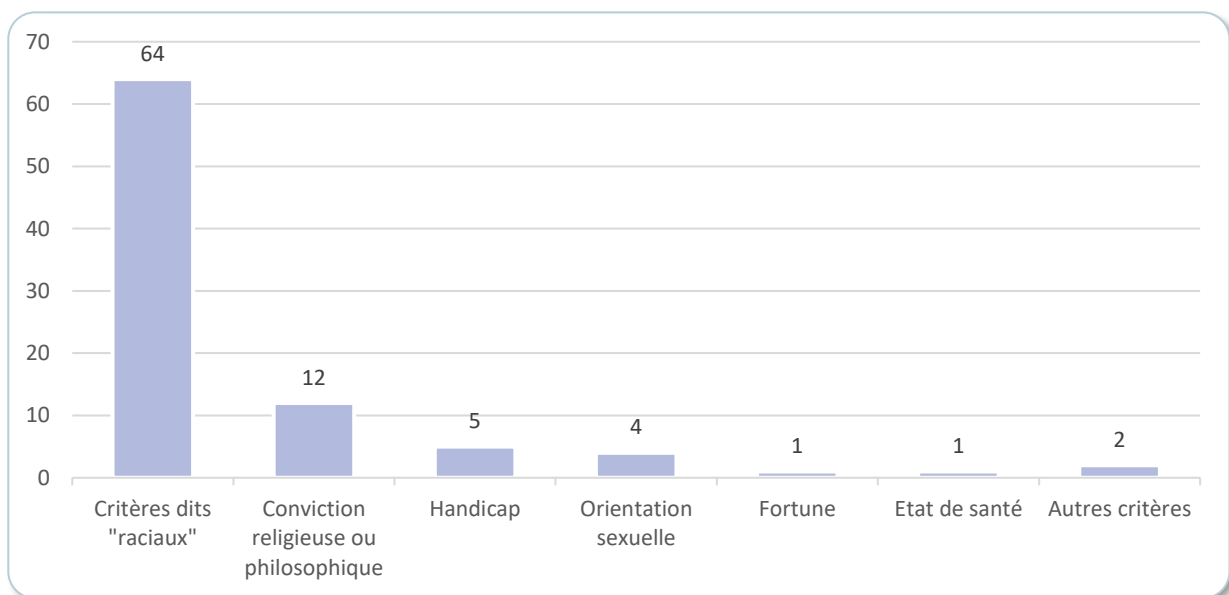
Graphique 47 : Nouveaux dossiers – médias, focus internet par type de média en 2019(n=346)



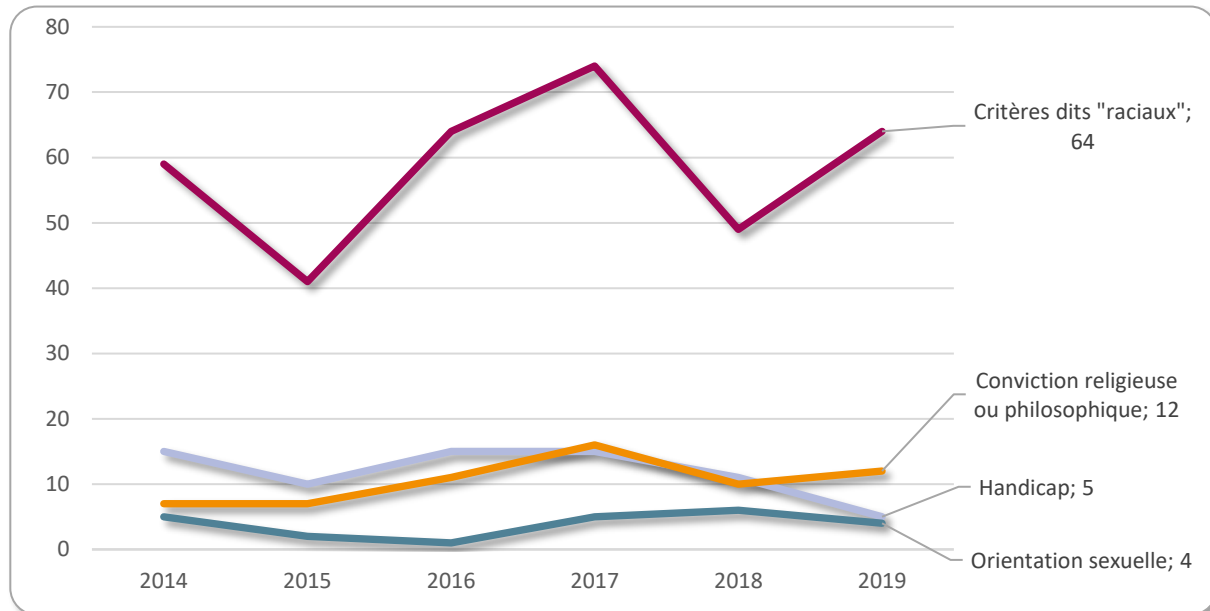
Graphique 48 : Nouveaux dossiers - détails internet en 2019 (n= 282)

5.8 Police et justice : 81 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 81 dossiers dans le domaine police et justice, soit 9 dossiers de plus (+3,5%) qu'en 2018. 77,8% de ces dossiers concernent la police, 7,4% la justice et 7,4% les lieux de détention. 71,9% des dossiers concernent les critères dits « raciaux », 13,5% la conviction religieuse ou philosophique et 5,6% le handicap. Le nombre de dossiers par critère est assez stable depuis quelques années et les différences annuelles ne dépassent pas plus de 10 dossiers.

Graphique 49 : Nouveaux dossiers - police et justice par critère de discrimination en 2019 (n= 89)

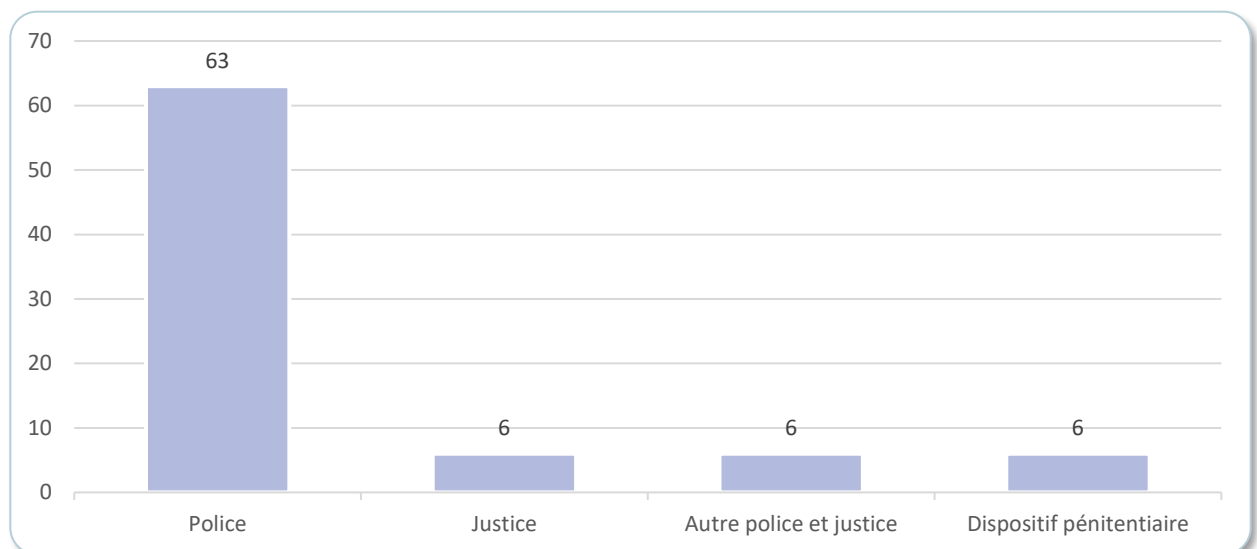
Graphique 50 : Évolution du nombre de dossiers police et justice par critère depuis 2014 (principaux critères)



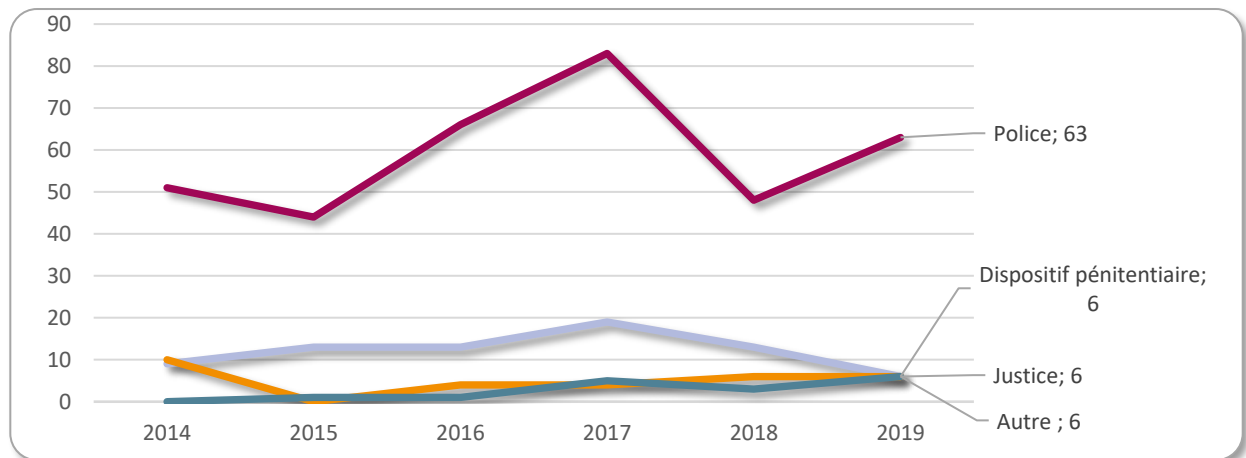
Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Critères dits "raciaux"	59	41	64	74	49	64
Handicap	15	10	15	15	11	5
Conviction religieuse ou philosophique	7	7	11	16	10	12
Orientation sexuelle	5	2	1	5	6	4
Autres critères (compétent)	4	2	7	8	2	4

Graphique 51 : Nouveaux dossiers - police et justice en 2019 (n=81)



Graphique 52: Évolution du nombre de dossiers police et justice par sous-domaine depuis 2014 (principaux sous-domaines)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Police	51	44	66	83	48	63
Justice	9	13	13	19	13	6
Dispositif pénitentiaire	10	0	4	4	6	6
Parquet	1	1	3	4	1	0
Internement	12	2	4	2	1	0
Autre	0	1	1	5	3	6

6 Analyse des nouveaux dossiers par critère de discrimination

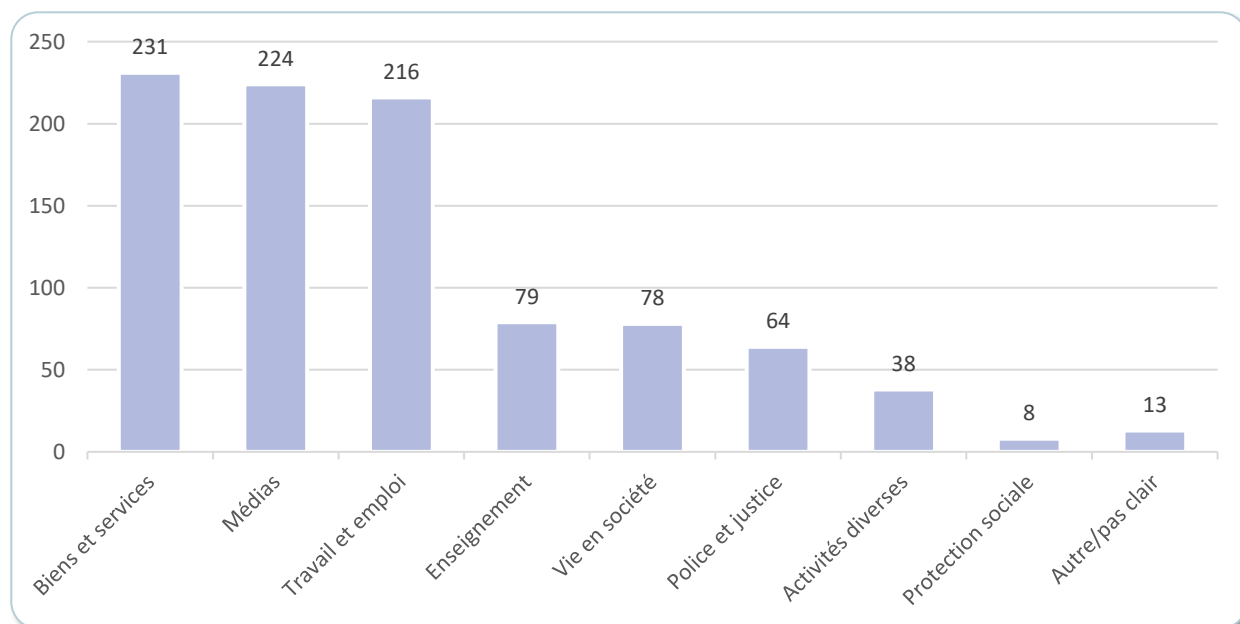
6.1 Critères dits « raciaux » : 951 dossiers

Unia a ouvert 951 dossiers concernant les critères dits « raciaux » en 2019, ce qui représente 35,9% de l'ensemble des dossiers. Si l'on regarde ces chiffres en comparant avec l'année 2018 on remarque une augmentation de l'ordre de 9,8% et de 26,3% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les principaux domaines concernés sont les biens et services, les médias et l'emploi respectivement (24,3% ; 23,6% et 22,7% des dossiers).

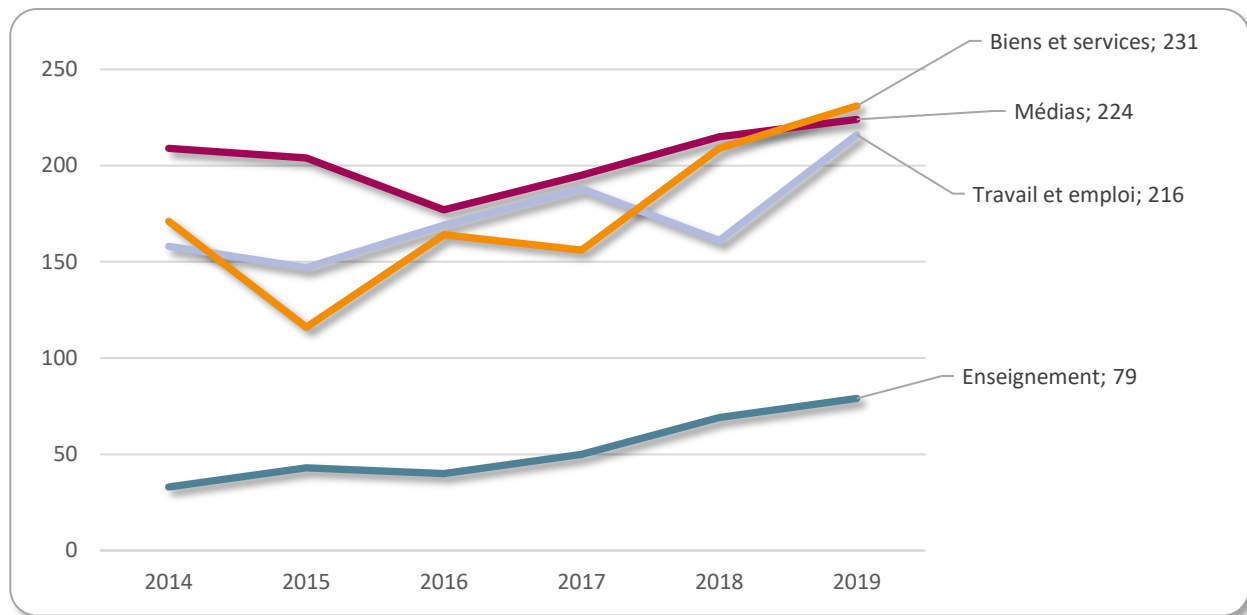
Au niveau des biens et services, c'est l'accès au logement qui pose le plus souvent question (86 dossiers). Viennent ensuite les problèmes dans les transports en commun (41 dossiers). Au niveau des médias, c'est essentiellement au travers des réseaux sociaux que se répandent les nombreux discours à caractère raciste (55,2% sur Facebook et 13% sur Twitter). Dans l'emploi, ce sont principalement les relations avec le chef, les collègues ou les clients qui posent question (34,7% des situations). On observe aussi de nombreux cas de refus d'embauche en lien avec ce critère, qu'ils soient fondés ou non (28,2% des dossiers). Viennent ensuite les cas de licenciement (14,4%) et ceux liés à l'organisation du travail (13,9%).

Plus grave encore, nous avons ouvert 38 dossiers relatifs à des coups et blessures, 12 d'entre eux où la police étant en cause et 2 situations dans la sphère de l'enseignement. Enfin, nous avons malheureusement dû ouvrir deux dossiers pour des cas de tentatives d'homicide avec un motif abject fondé sur un des critères dits « raciaux ».

Graphique 53 : Nouveaux dossiers - par critères dits "raciaux" par domaine en 2019 (n=951)



Graphique 54 : Évolution du nombre de dossiers critères dits “raciaux” - par domaine depuis 2014 (principaux secteurs)



Détails

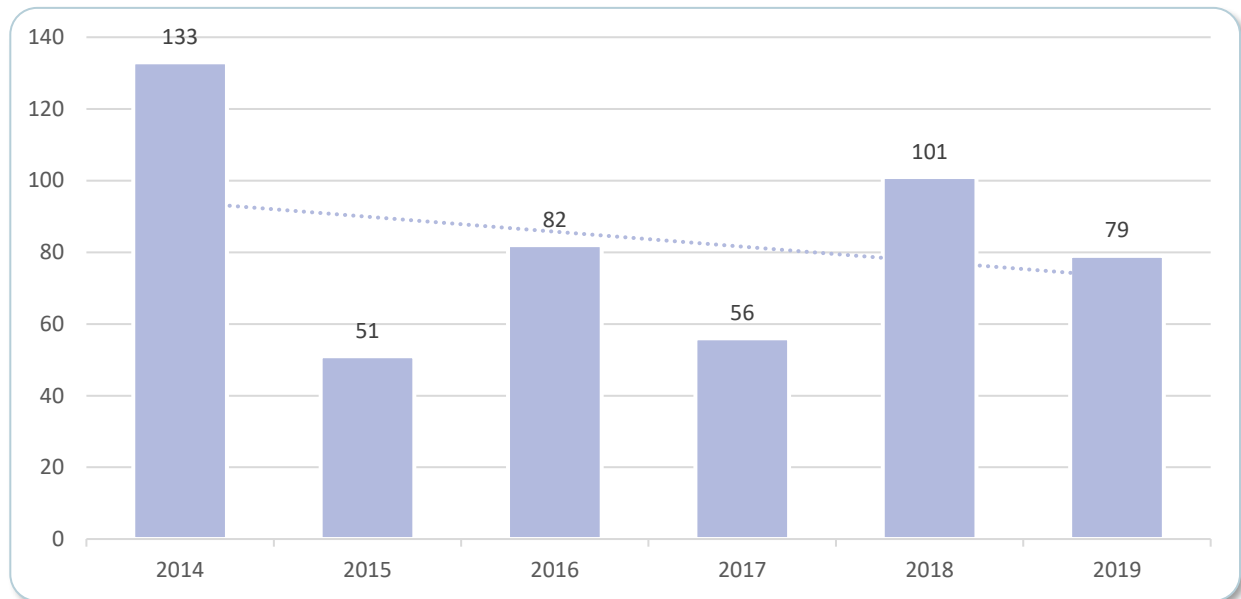
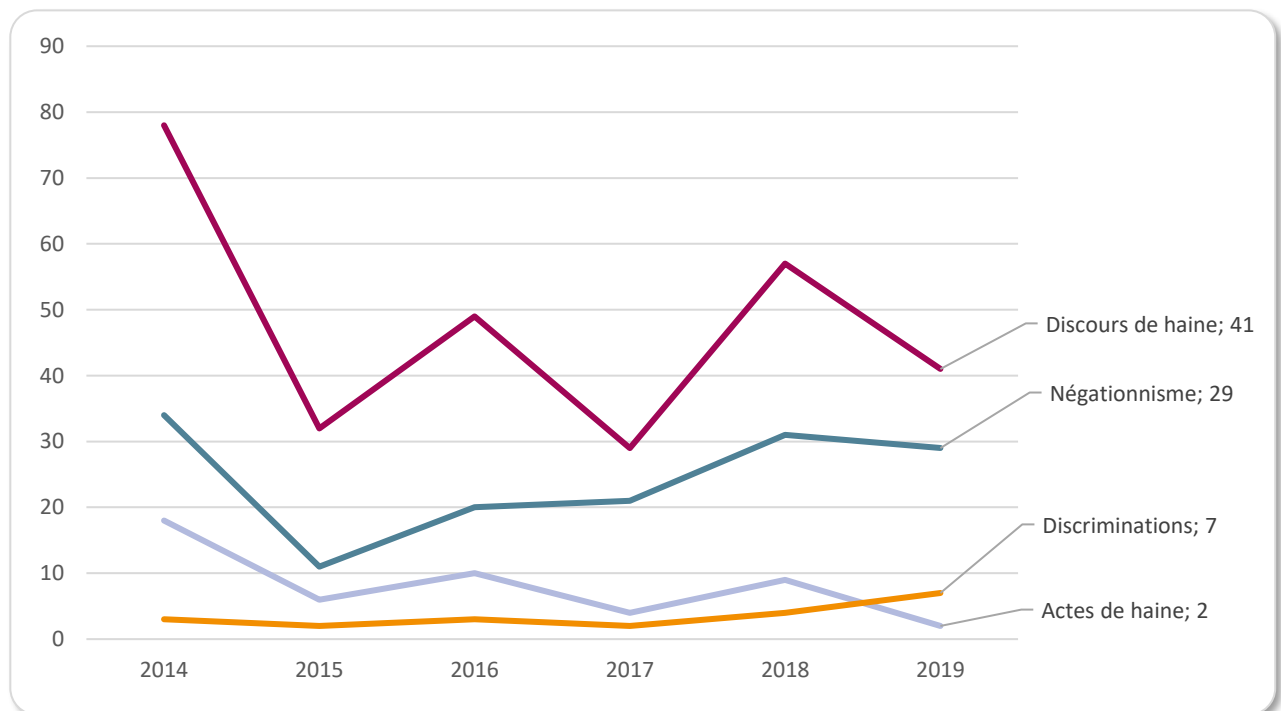
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Médias	209	204	177	195	215	224
Travail et emploi	158	147	169	188	161	216
Biens et services	171	116	164	156	209	231
Vie en société	85	77	60	84	95	78
Police et justice	59	41	64	74	49	64
Enseignement	33	43	40	50	69	79
Activités diverses	23	18	20	20	43	38
Protection sociale	13	8	2	10	5	8
Autre / pas clair	7	7	2	5	19	13

6.1.1 Antisémitisme et négationnisme

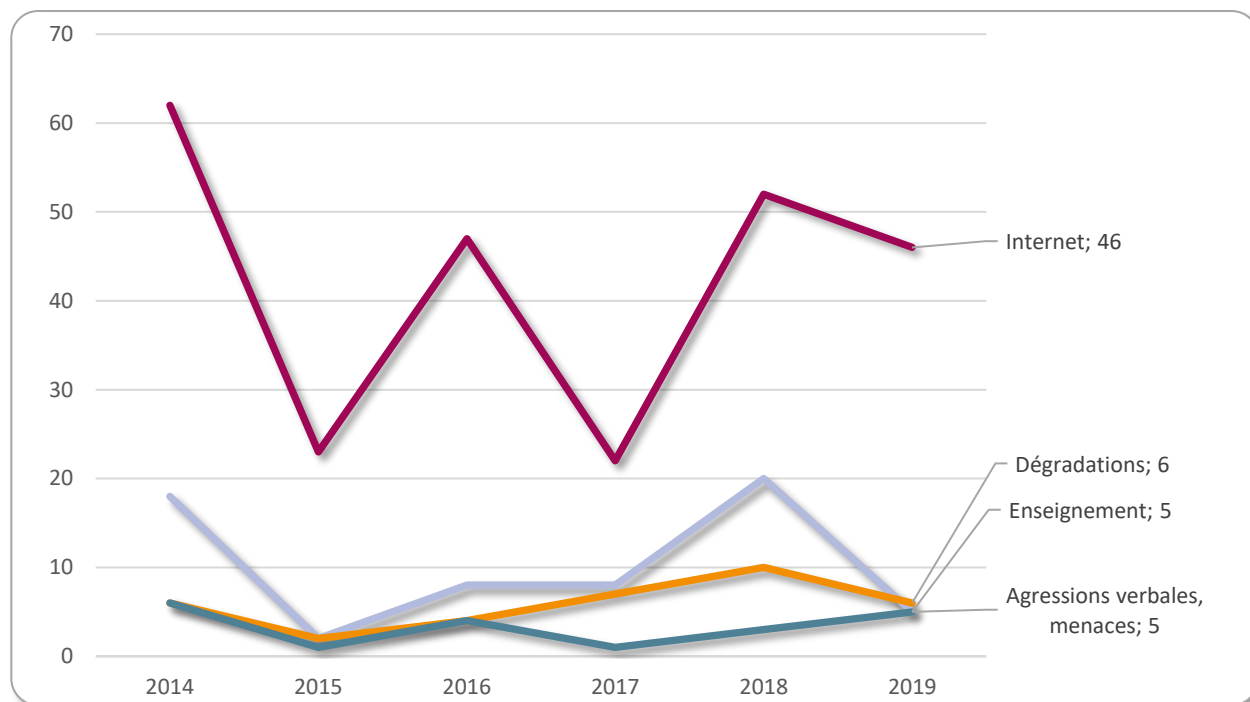
Durant l’année 2019 le nombre d’incidents atteint un total de 79 faits d’antisémitisme et/ou de négationnisme. Soit une diminution de 21% par rapport à 2018 et une différence de -7% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

58,2% concernaient des faits d’antisémitisme ayant été commis sur le web. 6 faits signalés concernent des dégradations/destructions dans l’espace public, il s’agit bien souvent de graffitis. Ensuite, nous avons enregistré 5 cas d’agressions verbales ou de menaces. On observe également 5 faits d’antisémitisme dans le secteur de l’enseignement. Enfin, un fait de coups et blessures nous a été signalé cette année.

Dans 51,9% des faits rapportés à Unia, il s’agit d’un problème de discours haineux, bien souvent sur les réseaux sociaux. 36,7% des incidents signalés concernent des discours négationnistes, soit des propos qui justifient ou approuvent le génocide des Juifs commis par le régime nazi. Les cas de discrimination directe ou indirecte en lien avec de l’antisémitisme représentent 8,9% de l’ensemble des faits signalés.

Graphique 55 : « Antisémite » : évolution du nombre total d'incidents depuis 2014**Graphique 56 : Antisémite : évolution du nombre total d'incidents depuis 2014 selon la qualification légale**

Graphique 57 : Antisémisme : évolution du nombre total d'incidents depuis 2014 selon le type d'actes (principaux comportements)



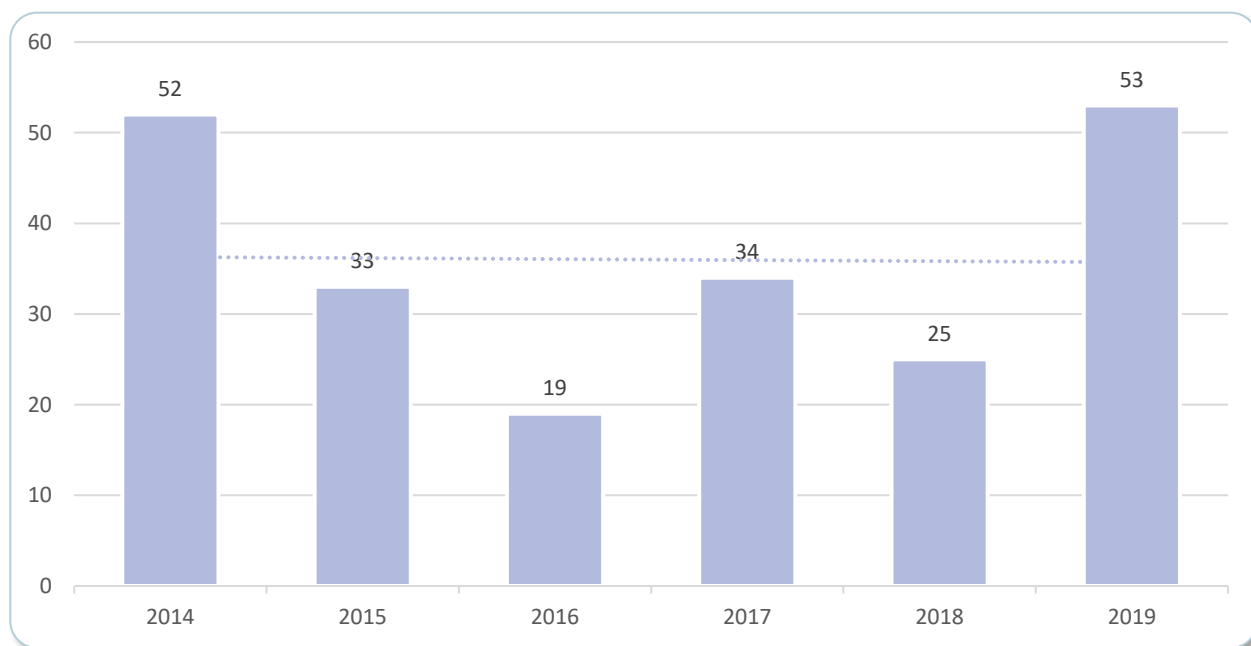
Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Internet	62	23	47	22	52	46
Agressions verbales, menaces	18	2	8	8	20	5
Dégradations	6	2	4	7	10	6
Enseignement	6	1	4	1	3	5
Harcèlement	5	7	3	6	4	0
Presse écrite, audio-visuelle	10	6	6	6	4	2
Coups et blessures	7	3	4	1	0	1
Lieu de travail						4
Autres	19	7	6	5	8	10

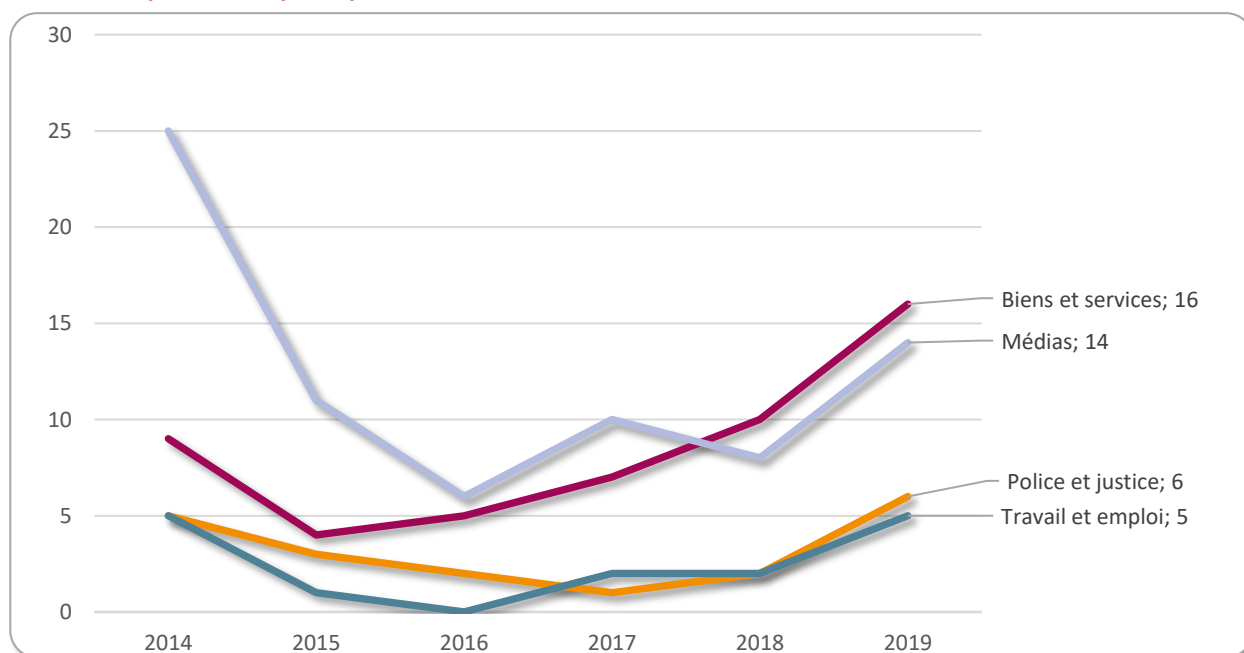
6.1.2 Populations Roms et Gens du voyage

En 2019, le nombre d'incidents pour des faits de discrimination à l'égard des populations Roms et/ou Gens du voyage atteint un total de 53, soit un peu plus du double par rapport à l'année précédente. Les données ci-dessous ont été corrigées pour les années 2017 et 2018 car elles contenaient une erreur. Les chiffres sont en hausse par rapport à moyenne sur les cinq dernières années avec un différence de +62,6%. On observe une augmentation du nombre de situations dans l'accès aux biens et services avec un total de 16 dossiers ouverts.

Graphique 58 : évolution des incidents signalés relatifs aux discriminations des populations Roms et Gens du voyage depuis 2014



Graphique 59 : évolution des incidents signalés relatifs aux populations roms et Gens du voyage par domaine depuis 2014 (principaux domaines)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Biens et services	9	4	5	7	10	16
Médias	25	11	6	10	8	14
Police et justice	5	3	2	1	2	6
Travail et emploi	5	1	0	2	2	5
Vie en société	2	4	5	10	1	4
Activités diverses	1	2	1	2	0	3
Autre/pas clair	4	2	0	0	2	3
Protection sociale	0	3	0	1	0	1
Enseignement	1	3	0	1	0	1

6.2 Handicap : 614 dossiers

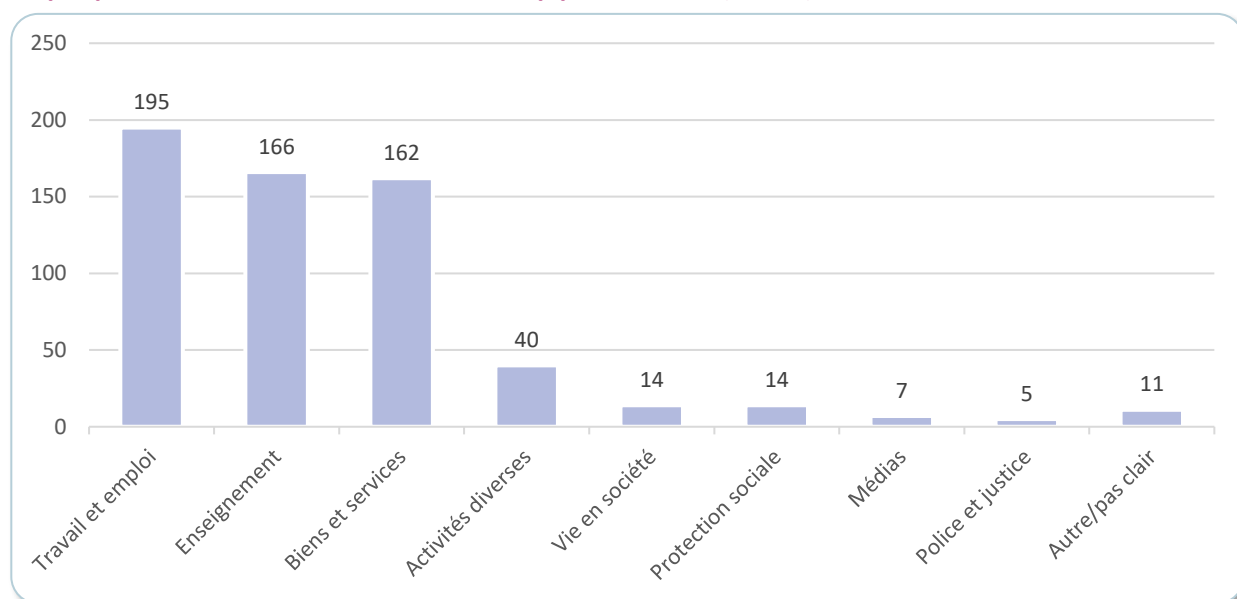
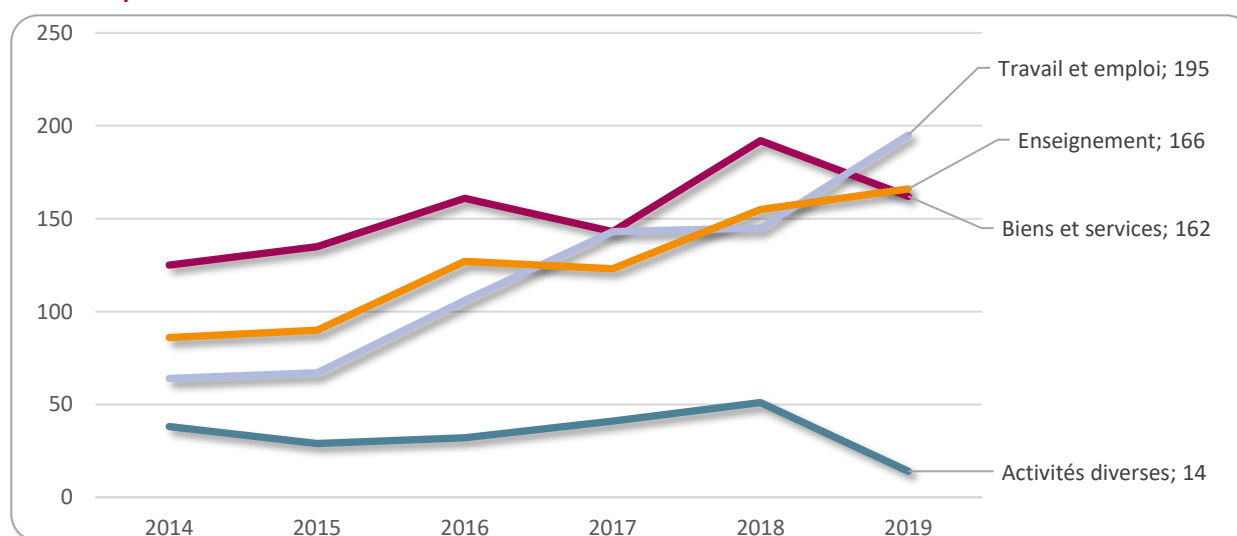
En 2019 Unia a créé 614 nouveaux dossiers se rapportant au critère du handicap, soit 23,2% du total des nouveaux dossiers. Ce chiffre est relativement stable par rapport à 2018 car on relève une augmentation de 1,7%. Par contre, la tendance par rapport aux cinq dernières années est en augmentation avec 30% de dossiers en plus par rapport à la moyenne. Les trois principaux domaines sont l'emploi, l'enseignement et les biens et services.

La majeure partie des dossiers emploi ouverts concernent les services publics (29,2%). Ils concernent surtout l'organisation et les conditions de travail (44,1% des dossiers emploi/handicap), des cas de licenciement (24,1% des dossiers emploi/handicap) et des cas de discrimination présumée à l'embauche (20,5% des dossiers emploi/handicap). Au niveau de l'emploi, dans la plupart des dossiers, des aménagements raisonnables étaient possibles, mais n'ont pas été pris en considération.

Au niveau de l'enseignement, les dossiers concernent surtout l'enseignement fondamental et secondaire (tous les deux représentent 36,1% des dossiers enseignement/handicap). Ces dossiers relèvent principalement de défauts d'aménagements raisonnables, dont plus de la moitié a trait à un manque de soutien pédagogique. Nous observons également des problèmes de refus d'inscription dans des écoles, des exclusions ou encore des refus d'accès aux voyages scolaires.

Au niveau des biens et services, sont principalement concernés les problèmes d'accessibilité dans le logement (27,2% des dossiers biens et services/handicap), les transports (23,5%), l'accès aux services publics (12,3%) et la santé et les soins aux personnes (12,3%).

Globalement, les handicaps concernés sont majoritairement des handicaps physiques (35,2%), suivis de troubles autistiques (9,6%) ou de troubles de l'apprentissage (8,8%). Certaines particularités sont à noter en fonction du secteur concerné. Dans les biens et services, plus de la moitié des dossiers concernent l'accessibilité physique (52,5%). Tandis que dans le secteur de l'enseignement, la majorité des dossiers concernent des troubles d'apprentissage (29,5%) et divers troubles psychiques (34,9%). Dans l'emploi, c'est le handicap physique le plus souvent concerné (30,3%).

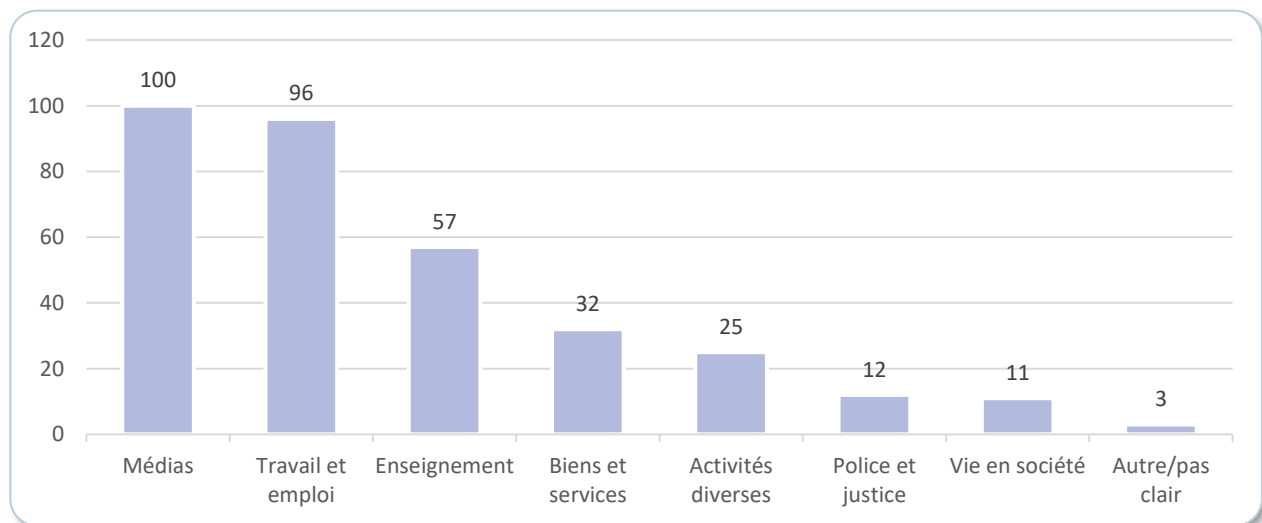
Graphique 60 : Nouveaux dossiers - handicap par domaine (n=614)**Graphique 61 : Évolution du nombre de dossiers critère Handicap par domaine depuis 2014 (principaux domaines)****Détails**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Biens et services	125	135	161	143	192	162
Travail et emploi	64	67	106	143	145	195
Enseignement	86	90	127	123	155	166
Protection sociale	12	32	17	18	11	14
Activités diverses	38	29	32	41	51	40
Police et justice	15	10	15	15	11	5
Vie en société	19	16	15	22	25	14
Médias	6	2	9	9	6	7
Autre / pas clair	6	3	5	2	8	11

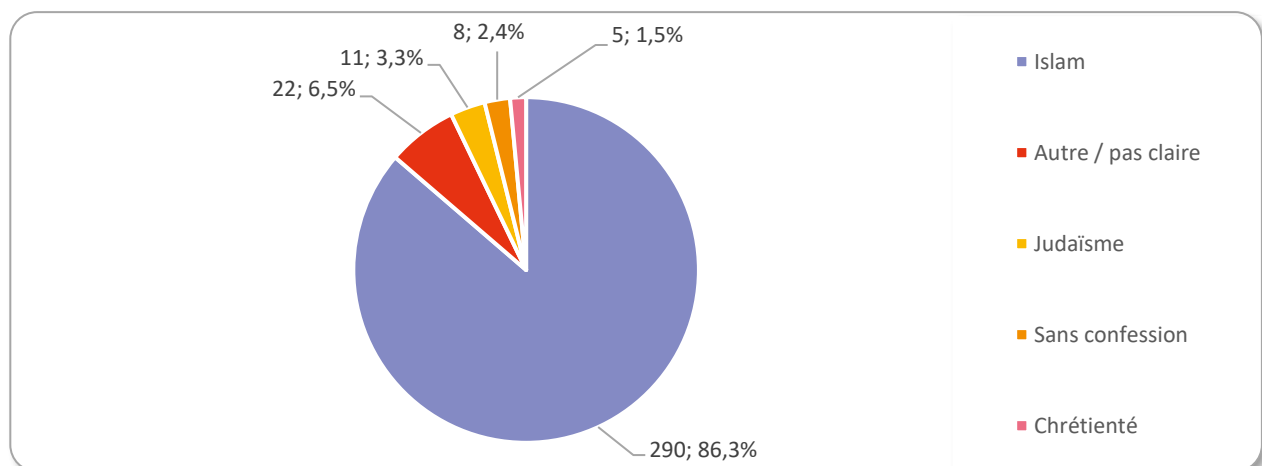
6.3 Convictions religieuses ou philosophiques : 307 dossiers

Unia clôture l'année 2019 en ayant ouvert 336 dossiers relatifs à de la discrimination liée au critère de la conviction religieuse (12,7% de l'ensemble des dossiers). C'est 29 dossiers de plus qu'en 2018, mais la tendance est relativement stable par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années (+2,3%). Les médias sont à nouveau en haut de la liste concernant ce critère (29,8%), viennent ensuite l'emploi (28,6%) et l'enseignement (17%). L'islam est la religion la plus représentée au niveau des dossiers ouverts pour ce critère (86,3% des dossiers conviction religieuse ou philosophique). Au niveau de l'islam, les principales victimes de ce type de discriminations sont les femmes, elles représentent 59,7% des personnes qui nous sollicitent. Dans les médias, les problèmes relatés ont été publiés principalement via Facebook (54%). Dans le secteur de l'emploi, c'est l'accès à un travail qui pose bien souvent question (40,6%), le code vestimentaire (15,6%) et les relations avec le chef ou les collègues (15,6%). Dans l'enseignement, la problématique principale est l'imposition de restrictions spécifiques au niveau du code vestimentaire, ces dernières visent essentiellement le foulard (54,4%). Au niveau des tendances sur les cinq dernières années, le nombre de dossiers dans les activités diverses a doublé en 2019. L'emploi et l'enseignement sont en augmentation avec respectivement +41,6% et +47,7% par rapport à la moyenne.

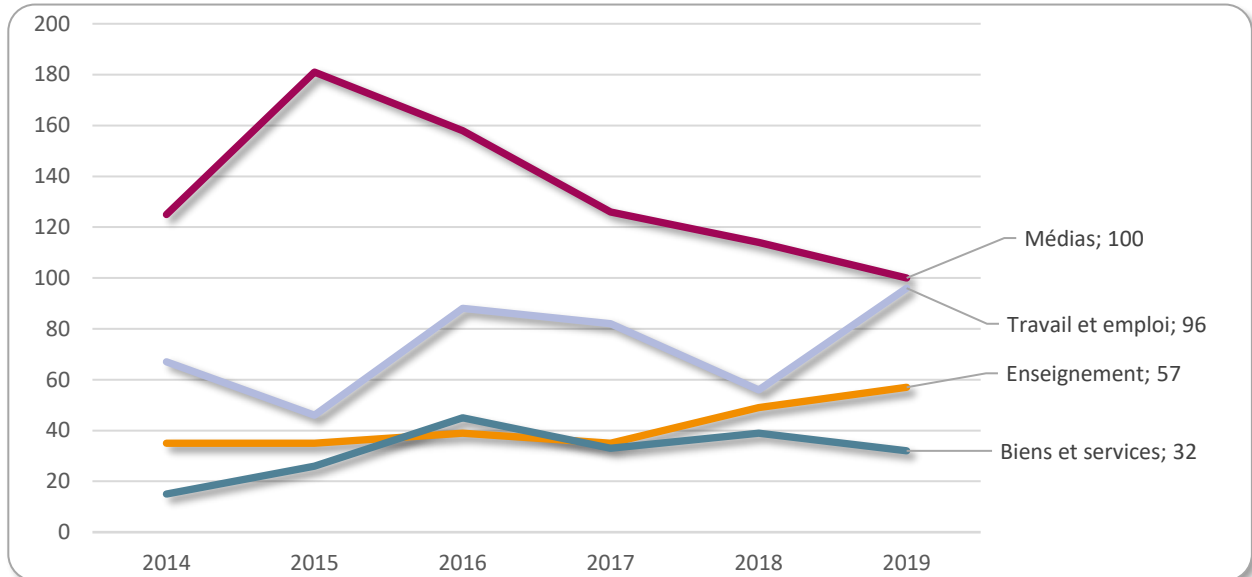
Graphique 62 : Nouveaux dossiers conviction religieuse ou philosophique - par domaine en 2019 (n=336)



Graphique 63 : Nouveaux dossiers conviction religieuse ou philosophique - par type de conviction en 2019 (n=307)



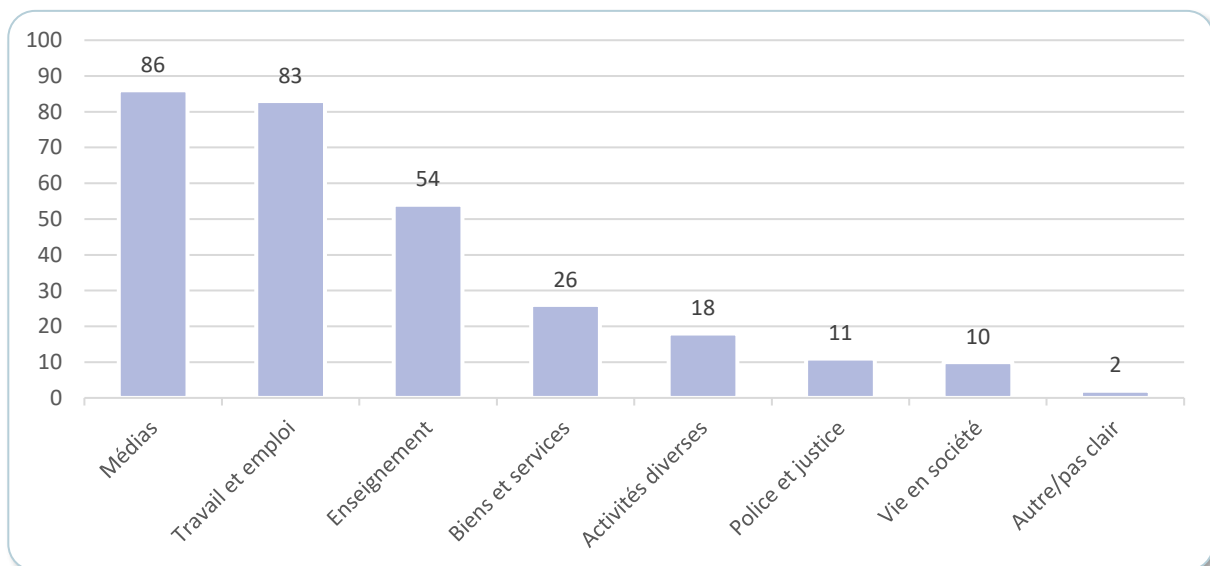
Graphique 64 : Évolution du nombre de dossiers critère conviction religieuse ou philosophique - par domaine depuis 2014 (principaux domaines)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Médias	125	181	158	126	114	100
Travail et emploi	67	46	88	82	56	96
Enseignement	35	35	39	35	49	57
Biens et services	15	26	45	33	39	32
Vie en société	30	24	31	15	24	11
Activités diverses	10	10	13	9	11	25
Police et justice	7	7	11	16	10	12
Protection sociale	3	0	4	3	1	0

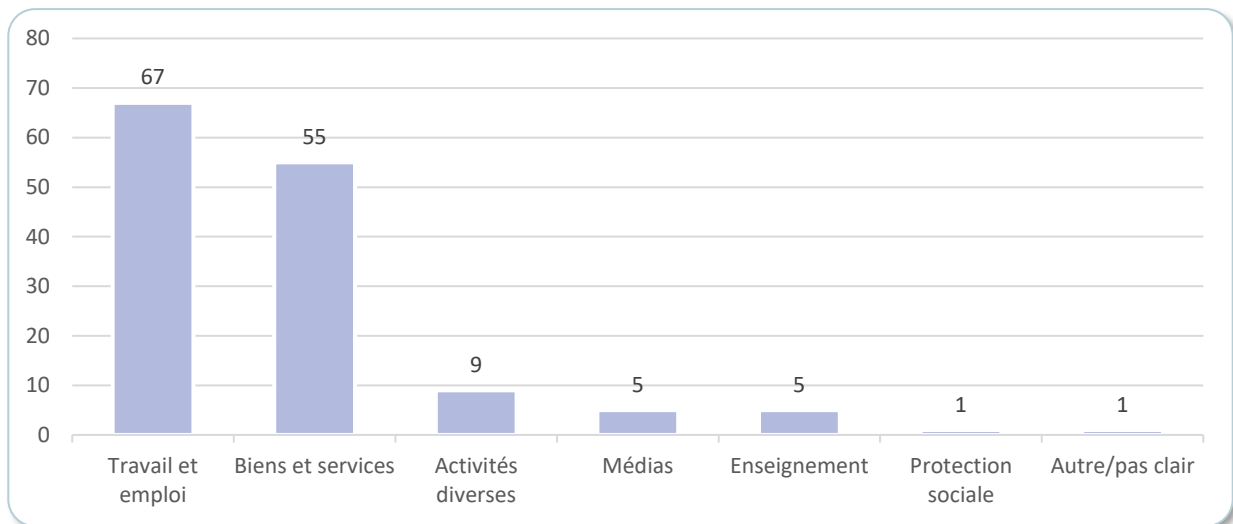
Graphique 65 : Nouveaux dossiers conviction religieuse ou philosophique : islam - par domaine (n=290)



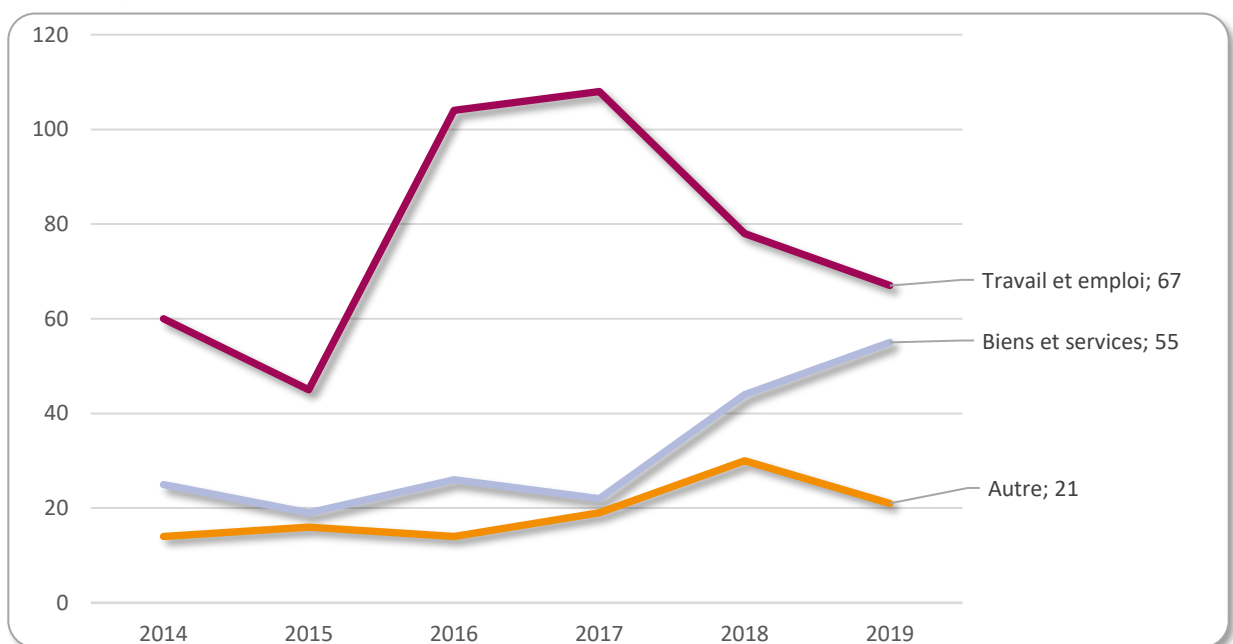
6.4 Âge : 143 dossiers

Cette année, la tendance est à la baisse par rapport à 2018, mais la courbe reste en augmentation par rapport à la moyenne sur 5 ans (+14,6%). Ce critère reste donc prédominant par rapport aux critères de l'orientation sexuelle ou encore de l'état de santé. Un peu moins de la moitié des dossiers ouverts concernent l'emploi (46,9%) puis les biens et services (38,5%). Dans l'emploi, c'est au stade de l'embauche que les problèmes surviennent le plus souvent (58,2%). C'est la catégorie des 45-54 ans qui est la plus concernée (28,4%) puis les 55-64 ans (19,4%). Dans les biens et services, les catégories d'âge les plus représentées sont les moins de 25ans et les personnes âgées de 65 ans ou plus. C'est l'accès au logement pour les jeunes qui pose le plus souvent question et l'accès aux services des banques et assurances pour les personnes plus âgées (essentiellement pour des questions de refus d'assurances ou de primes d'assurance trop élevées).

Graphique 66 : Nouveaux dossiers - âge par domaine (n=143)



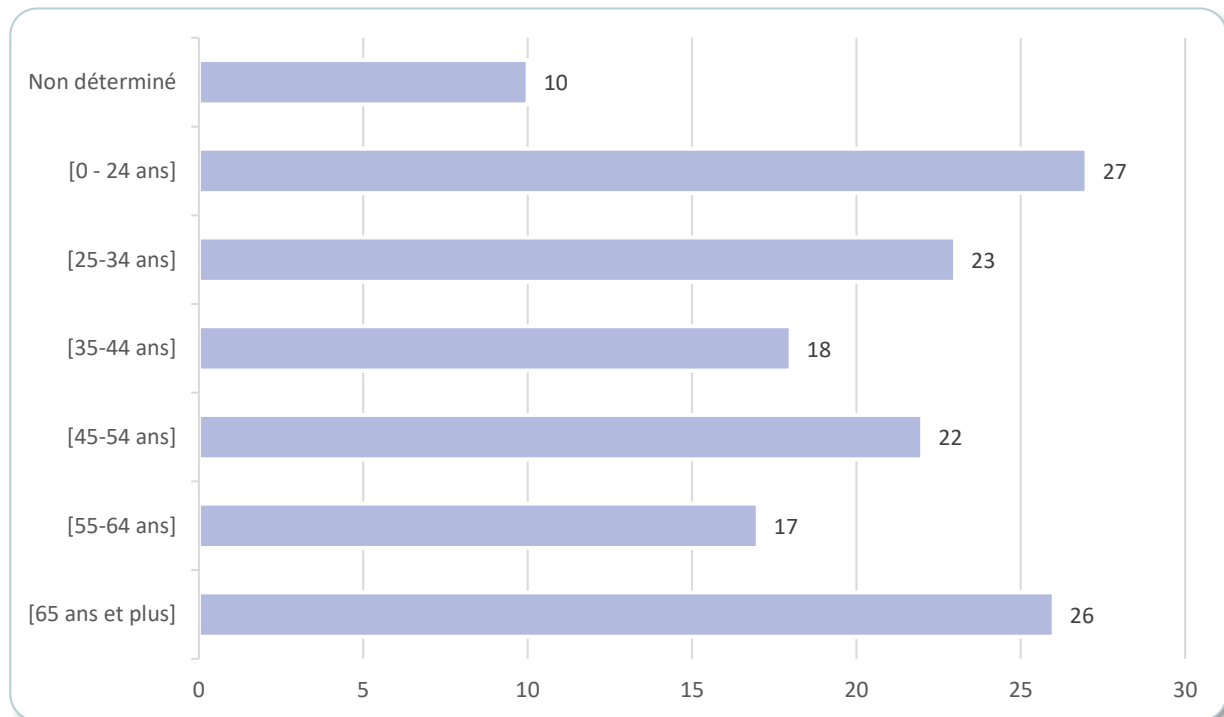
Graphique 67 : Évolution du nombre de dossiers critère âge - par domaine depuis 2013 (principaux domaines)



Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Travail et emploi	60	45	104	108	78	67
Biens et services	25	19	26	22	44	55
Autre	14	16	14	19	30	21

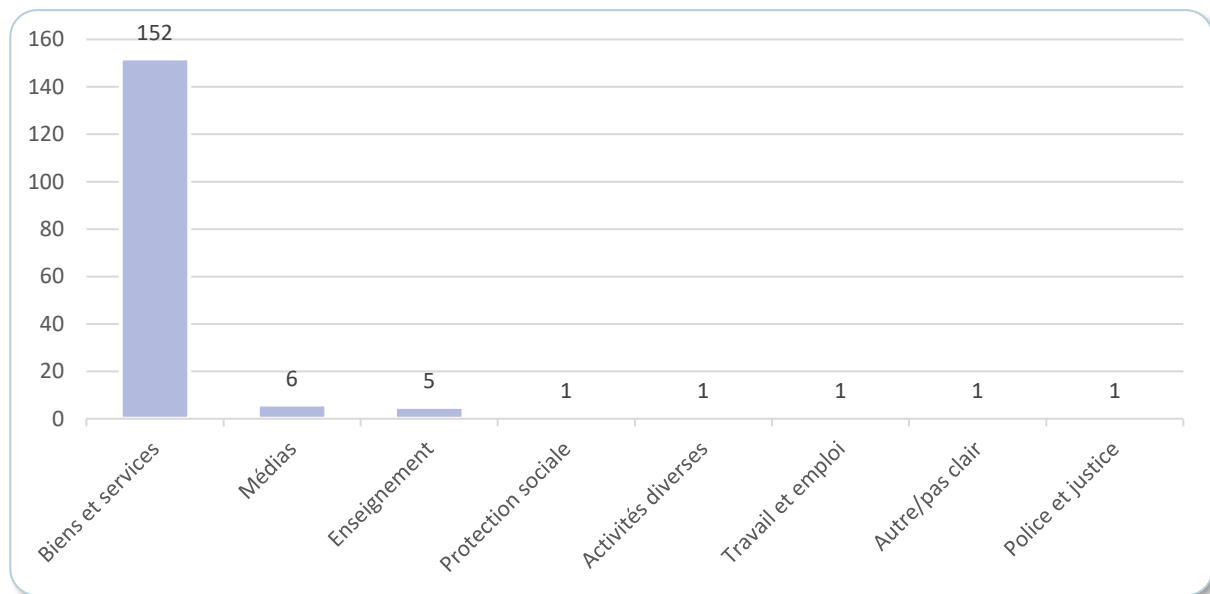
Graphique 68 : Nouveaux dossiers - âge par tranche d'âge (n=143)



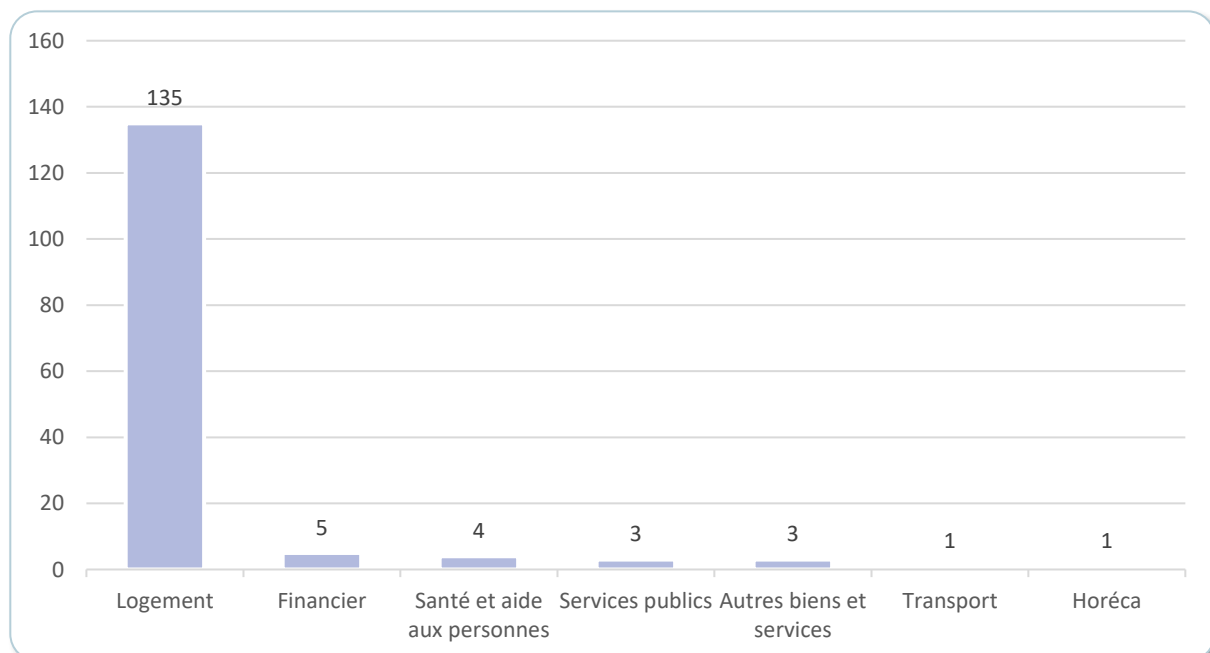
6.5 Fortune : 168 dossiers

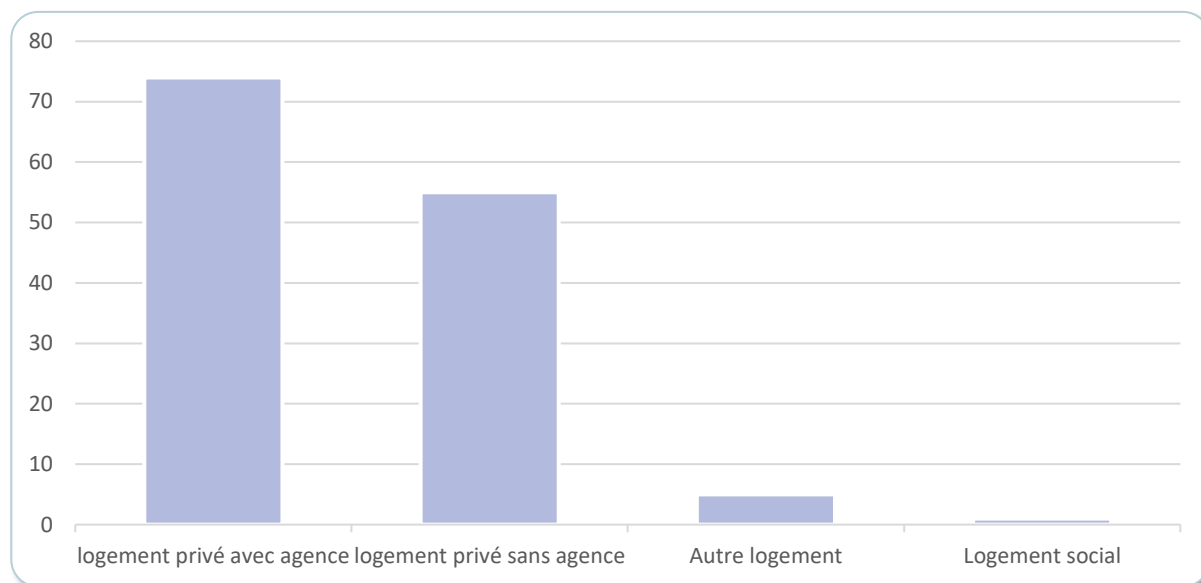
Le quatrième critère pour lequel Unia est le plus souvent sollicité en 2019 est le critère fortune, qui représente 6,3% de l'ensemble des dossiers. C'est 8 dossiers de plus qu'en 2018. Les principales situations relatées auprès de nos services sont des refus de location liés à l'origine ou à la nature des revenus d'une personne (88,8%). La plupart des refus de location se sont déroulés par l'intermédiaire d'une agence immobilière (54,8%). Dans la majeure partie des dossiers, un contrat de travail est exigé (26,2%), viennent ensuite les refus liés à l'origine des revenus : les allocations du CPAS (24,4%), les allocations chômage (10,7%) ou de personnes handicapées (8,9%).

Graphique 69 : Nouveaux dossiers - fortune par domaine en 2019 (n=168)



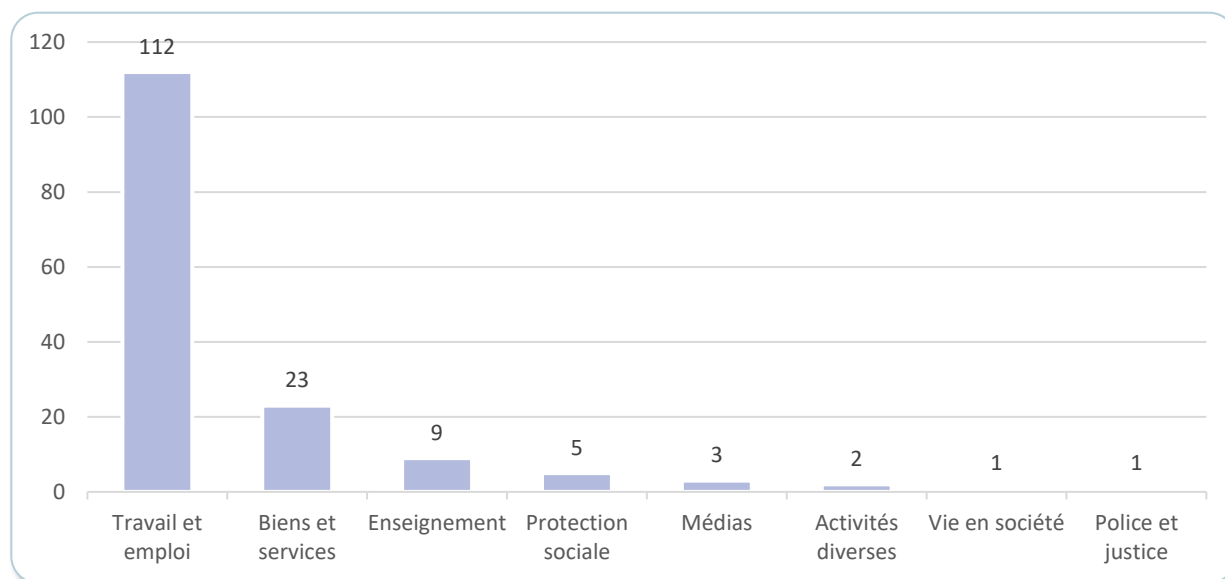
Graphique 70 : Nouveaux dossiers - fortune dans l'accès aux biens et services en 2019 (n=152)



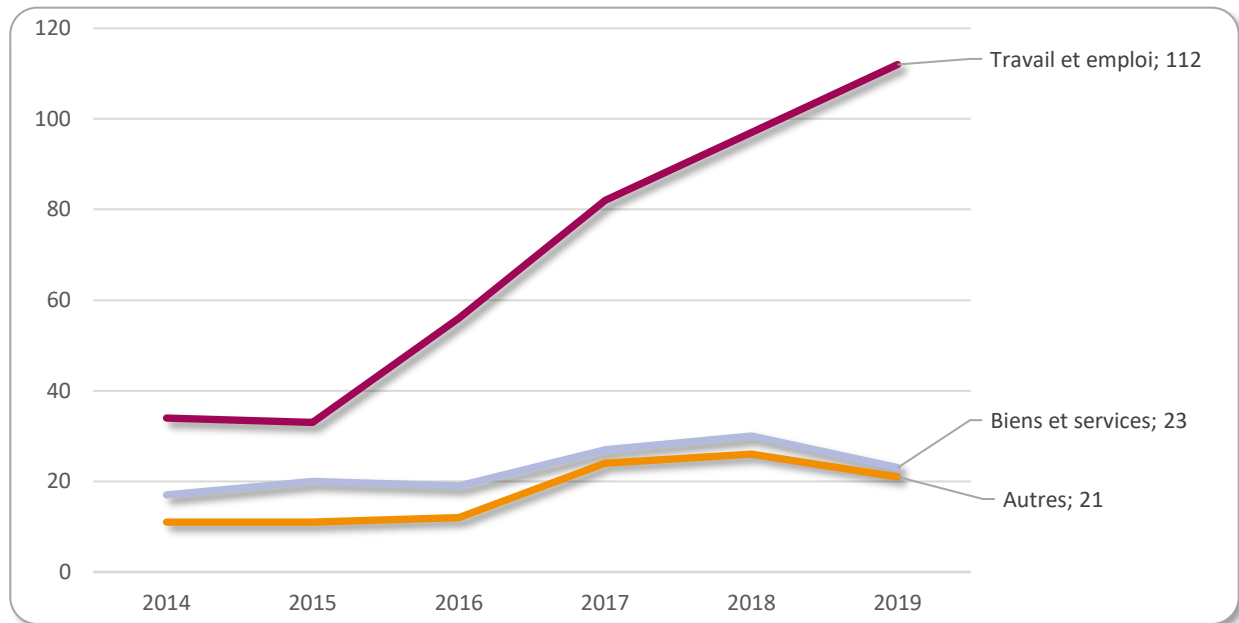
Graphique 71 : Nouveaux dossiers - Fortune dans l'accès au logement en 2019 (n=135)

6.6 État de santé : 156 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 156 nouveaux dossiers relatifs au critère de l'état de santé, soit 5,9% du nombre total de nouveaux dossiers. Chiffre assez stable par rapport à 2018 (+2%), mais qui reste toutefois en augmentation par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années (+56,3%). Les dossiers concernent principalement le domaine emploi (71,8%), suivi de biens et services (14,7%), puis de l'enseignement (5,8%). Dans 56,3% des dossiers emploi, Unia est contacté suite à un licenciement pour des absences fréquentes en raison d'une maladie, et dans 23,2% des cas, pour des problèmes liés à l'organisation ou aux conditions de travail. Environ 45,5% des cas concernent l'état physique (maladie, accident...), parmi lesquels 7,1% sont liés au cancer, 3,8% au virus du SIDA et 2,6% au diabète. Enfin, 17,9% des dossiers concernent les affections psychiques.

Graphique 72 : Nouveaux dossiers - état de santé par domaine en 2019 (n=156)

Graphique 73 : Évolution du nombre de dossiers critère état de santé - par domaine depuis 2013 (principaux domaines)

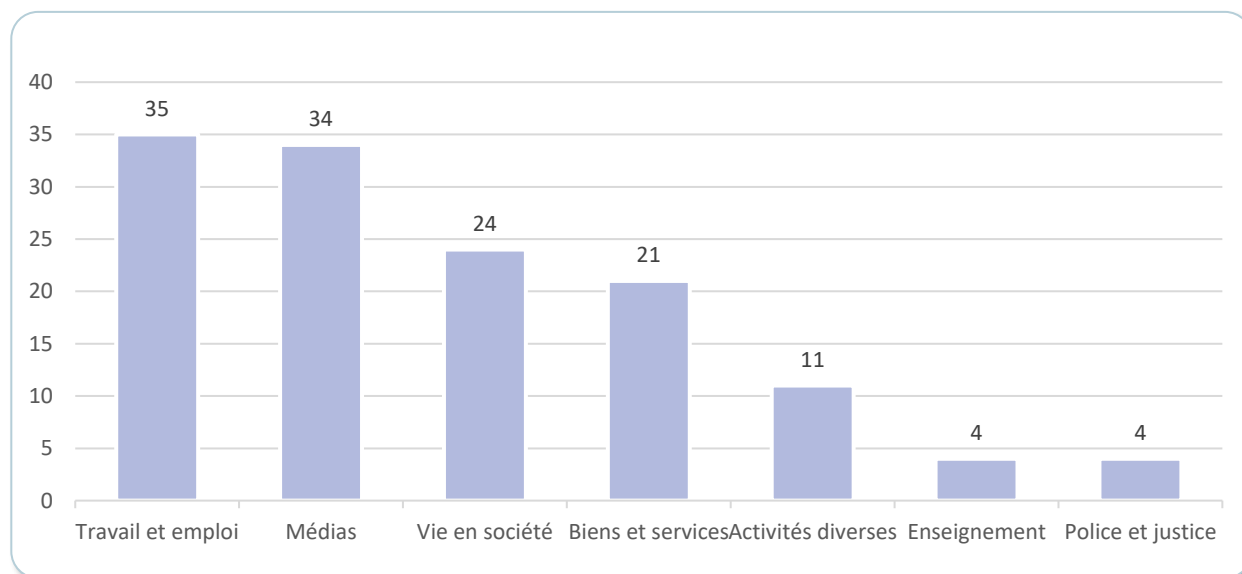
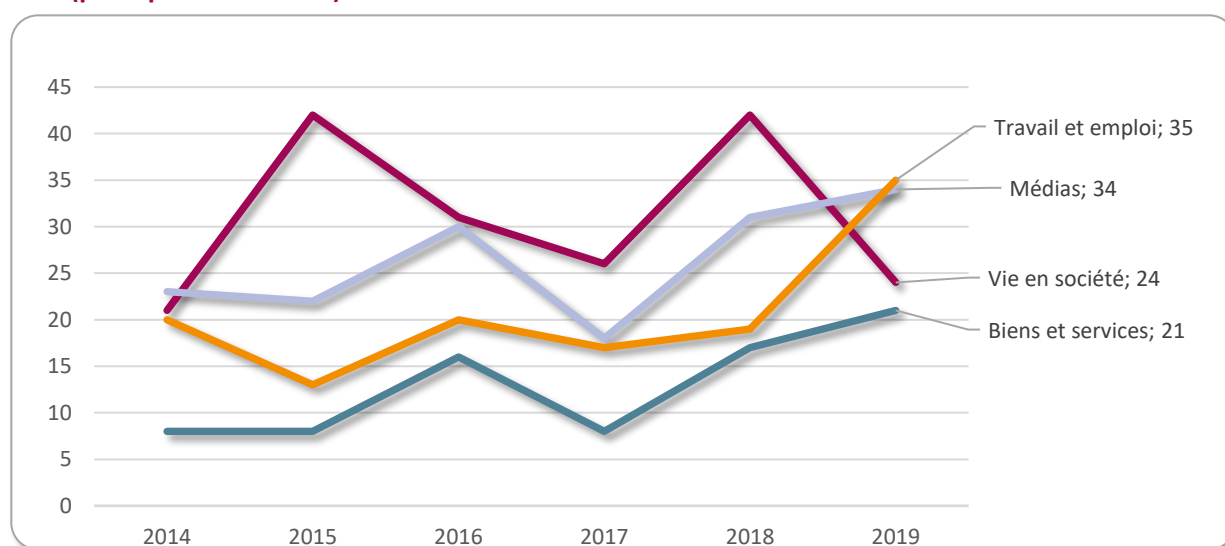


Détails

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Travail et emploi	34	33	56	82	97	112
Biens et services	17	20	19	27	30	23
Autres	11	11	12	24	26	21

6.7 Orientation sexuelle : 133 dossiers

Le nombre de nouveaux dossiers ouverts pour le critère de l'orientation sexuelle atteint cette année un total de 133 dossiers, soit 5% de l'ensemble des dossiers. Nous avons donc ouvert 8 dossiers de plus qu'en 2018. Cela représente une augmentation de 37,1% par rapport à la moyenne de ces 5 dernières années. Principalement dans l'emploi (26,3%) et les médias (25,6%), puis dans les faits de société (18%). Par rapport aux années précédentes, il s'agit d'un changement majeur au niveau de la répartition par domaine, le nombre total de dossiers emploi et médias se retrouvent pour la première fois au-dessus du domaine Vie en société. Au niveau de l'emploi, ce sont les relations avec les collègues ou avec le chef qui posent le plus souvent question (15 dossiers) puis l'organisation et les conditions de travail (12 dossiers). La grande majorité des dossiers (81,2%) émane d'hommes.

Graphique 74 : Nouveaux dossiers - orientation sexuelle par domaine en 2019 (n=133)**Graphique 75 : Évolution du nombre de dossiers pour le critère orientation sexuelle par domaine depuis 2014 (principaux domaines)****Détails**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Vie en société	21	42	31	26	42	24
Médias	23	22	30	18	31	34
Travail et emploi	20	13	20	17	19	35
Biens et services	8	8	16	8	17	21
Police et justice	5	2	1	5	6	4
Enseignement	1	2	3	3	3	4
Activités diverses	2	1	3	5	5	11
Autre / pas clair	0	1	0	0	2	0

7 Comportements interdits

Nous pouvons classer nos dossiers selon une ventilation liée au type de comportement :

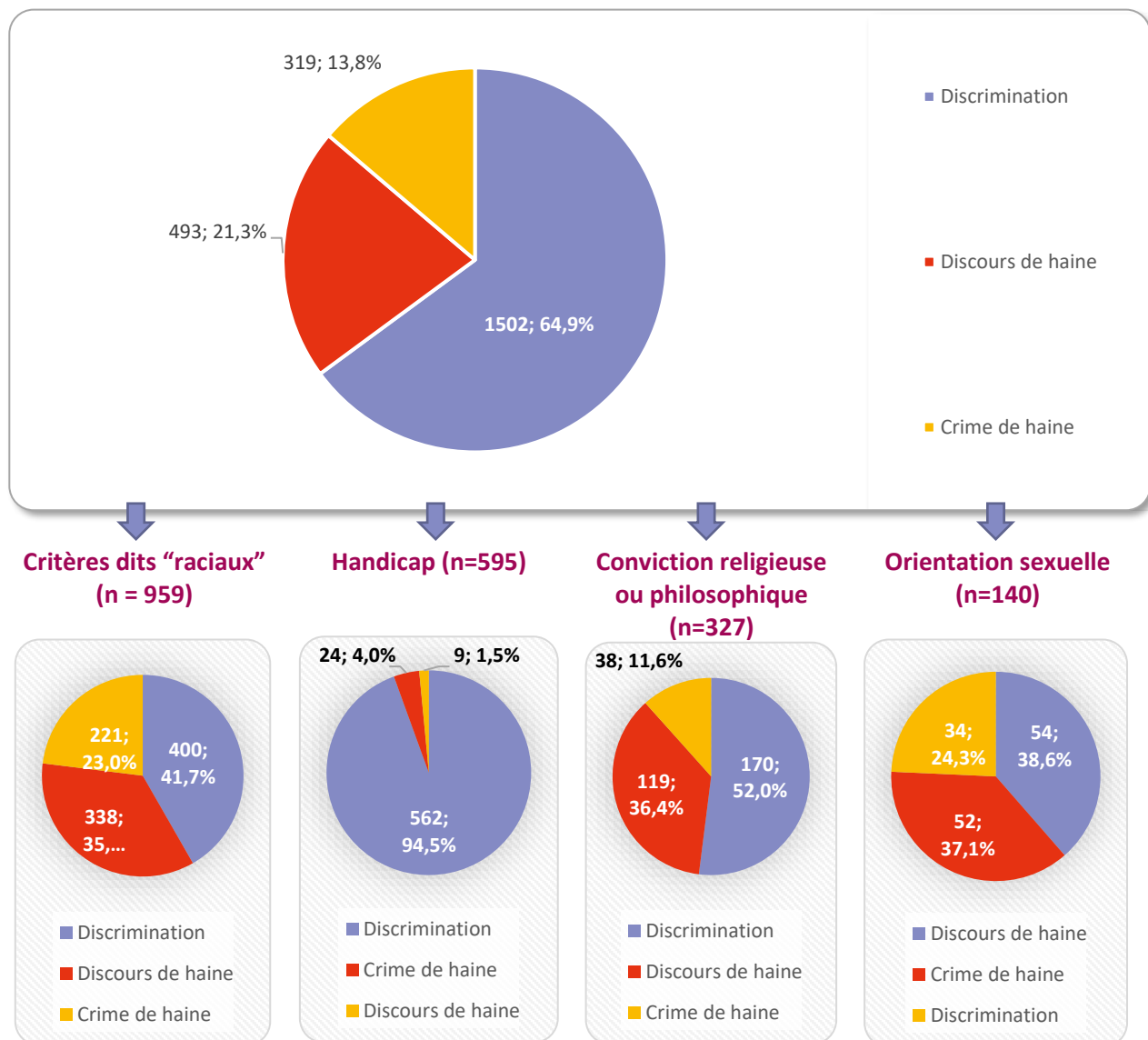
La **discrimination** : directe, indirecte, par association, par un fonctionnaire, le refus d'aménagement raisonnable, l'injonction de discriminer.

Les **discours de haine** (*hate speech*) : l'incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence, les insultes verbales et non verbales, les menaces, le négationnisme, la diffamation, l'abus de moyens de communication...

Les **actes de haine** (*hate crime*) : l'homicide, le harcèlement, les coups et blessures, les graffitis et dégradations mobilières ou immobilières, atteinte à la liberté et à l'inviolabilité du domicile, l'abus d'autorité⁶...

Remarque : La déclinaison par critère ci-dessous ne concerne que les principaux critères de discrimination.

Graphique 76 : Répartition des dossiers selon le type de comportement interdit en 2019 (n=2314) :

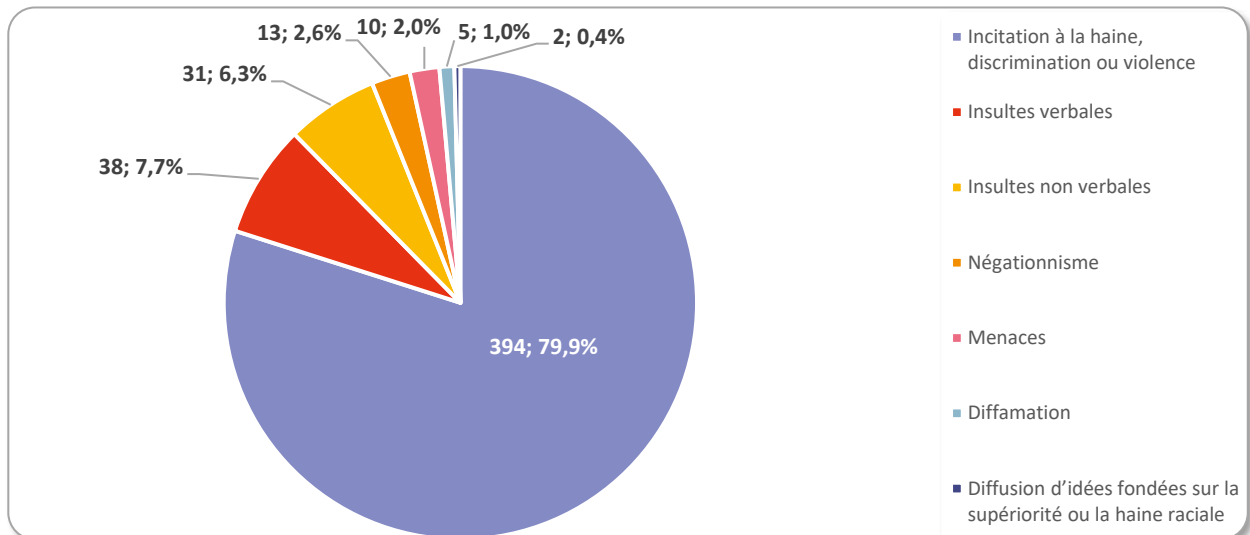


⁶ Liste non exhaustive.

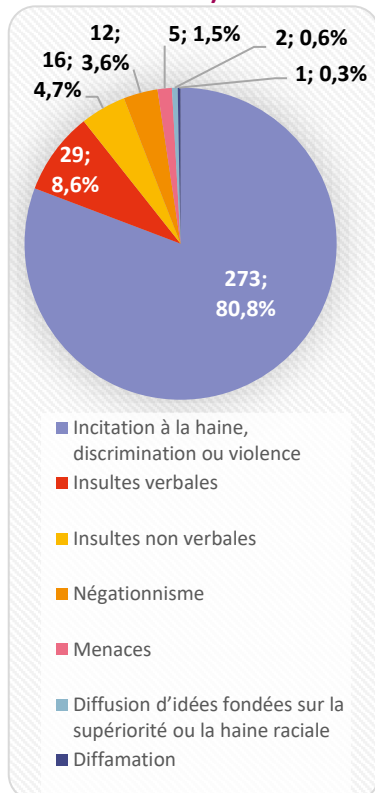
7.1 Discours de haine

Remarque : La déclinaison par critère ci-dessous ne concerne que les principaux critères de discrimination.

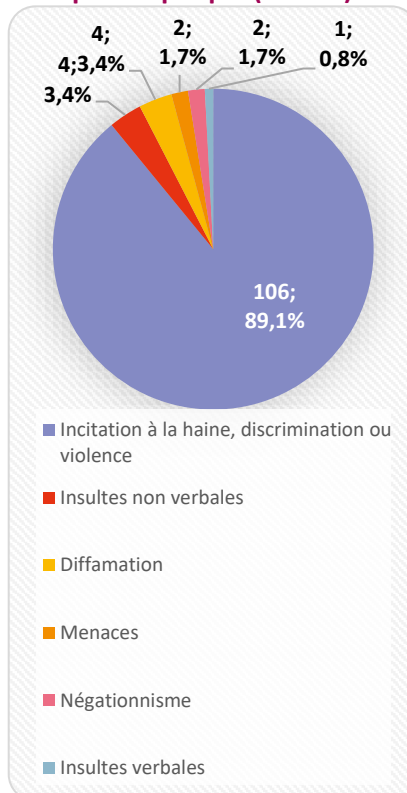
Graphique 77 : Nombre de comportements interdits selon le type de comportement en 2019 – discours de haine (n=493) :



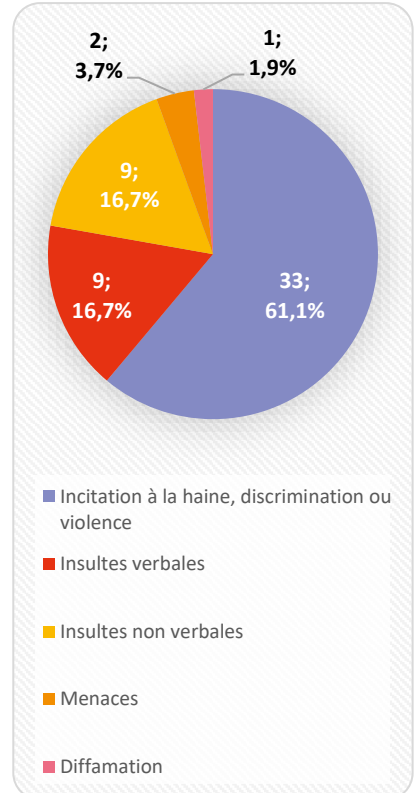
Critères dits « raciaux » (n= 338)



Conviction religieuse ou philosophique (n= 119)



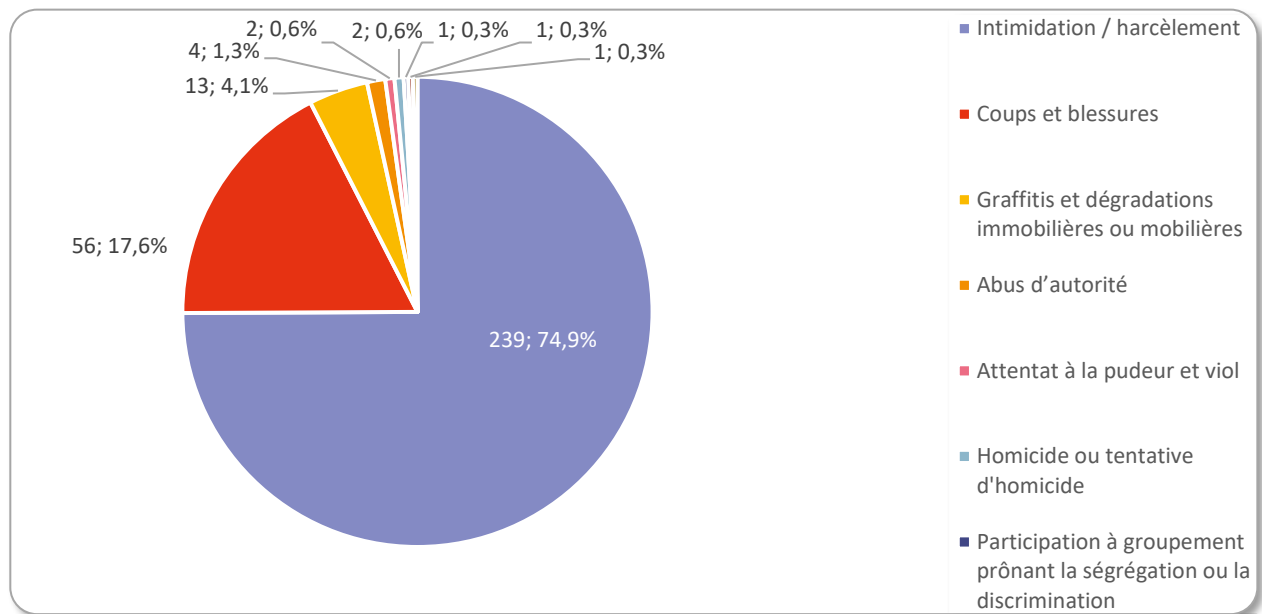
Orientation sexuelle (n= 54)



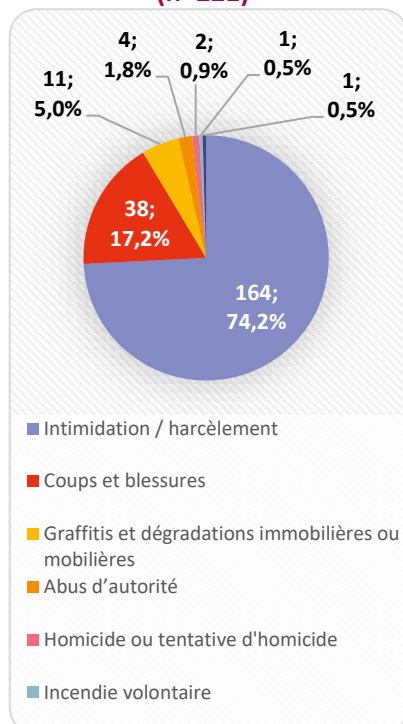
7.2 Actes de haine

Remarque : La déclinaison par critère ci-dessous ne concerne que les principaux critères de discrimination.

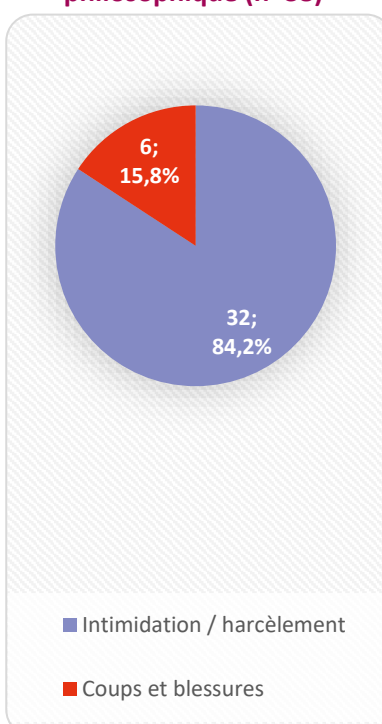
Graphique 78 : Nombre de comportements interdits selon le type de comportement en 2019 – actes de haine (n=319)



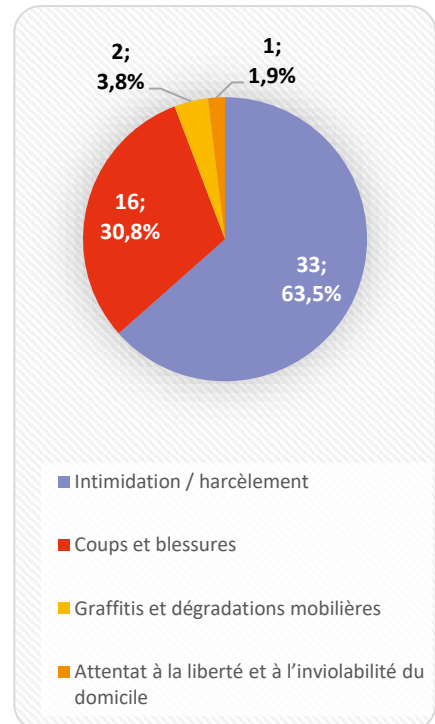
Critères dits « raciaux » (n=221)



Conviction religieuse ou philosophique (n=38)



Orientation sexuelle (n=52)



8 Entités fédérées

En tant qu'institution interfédérale, Unia est compétent pour veiller à l'application de la législation antidiscrimination, ce qui comprend les lois fédérales et les différents textes adoptés par les entités fédérées pour lutter contre les discriminations dans les matières relevant de leurs compétences. Nous présentons, dans ce chapitre, différents chiffres.

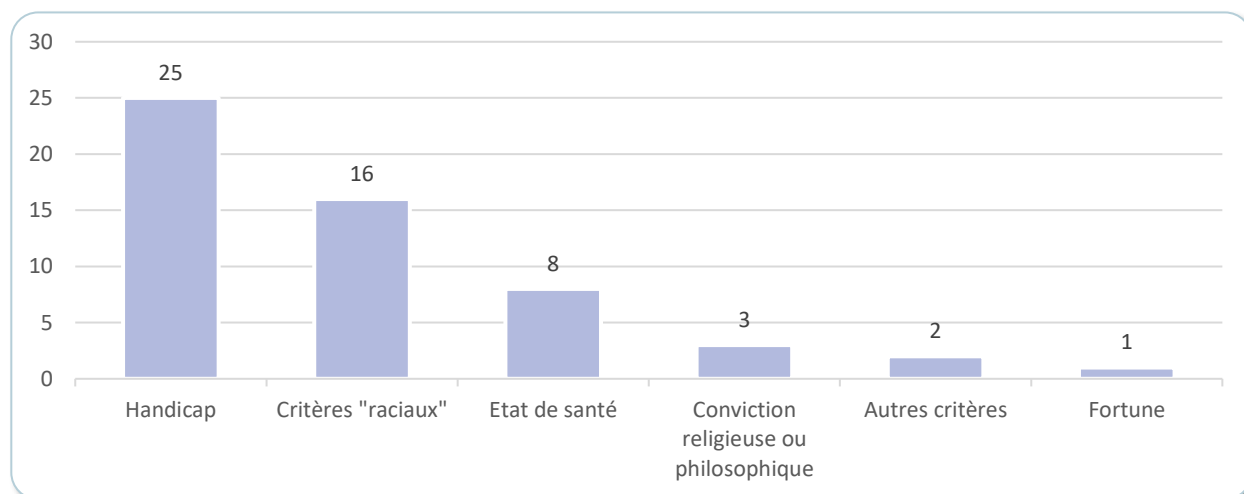
Il s'agit d'une part des dossiers dans lesquels les pouvoirs publics sont mis en cause, en fonction du niveau de pouvoir compétent (emploi dans la fonction publique, par exemple). Nous présentons d'autre part les chiffres des dossiers dans lesquels ce sont les textes des entités fédérées qui s'appliquent (les dossiers enseignement, par exemple). Enfin, s'y trouvent également les chiffres des dossiers répartis en fonction de la région dans laquelle les faits dénoncés ont eu lieu.

8.1 Fédéral

8.1.1 Emploi dans la fonction publique fédérale : 55 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 55 nouveaux dossiers concernant l'emploi dans l'administration publique fédérale. Les critères principalement concernés sont ceux du handicap et des critères dits « raciaux », avec respectivement 45,5% et 29,1%.

Graphique 79 : Nombre de dossiers " Emploi dans l'administration publique fédérale " par critère de discrimination en 2019 (n=55)



8.1.2 Transports en commun (SNCB/INFRABEL/SNCB-HOLDING) : 16 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 16 nouveaux dossiers individuels relatifs à des discriminations présumées mettant en cause la SNCB en tant que fournisseur de services de transports en commun. 8 dossiers relatifs aux critères dits « raciaux », 7 dossiers concernent le handicap et 1 dossier conviction religieuse ou philosophique.

8.1.3 Police et Justice : 81 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 81 nouveaux dossiers individuels mettant en cause la police et la justice. Nous renvoyons le lecteur à la partie Police et justice de ce rapport pour une analyse plus complète.

8.1.4 Protection sociale : 27 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 27 nouveaux dossiers individuels relatifs à la protection sociale. Nous renvoyons le lecteur à la partie Protection sociale de ce rapport pour une analyse plus complète.

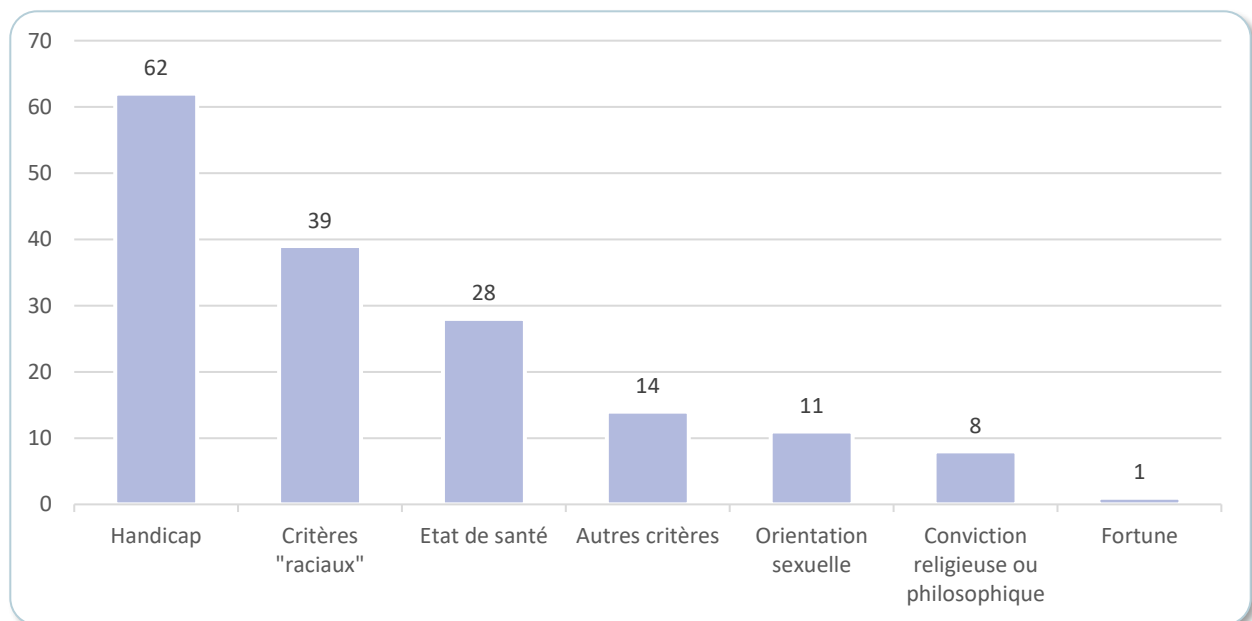
8.2 Wallonie

8.2.1 Emploi dans l'administration publique wallonne : 5 dossiers

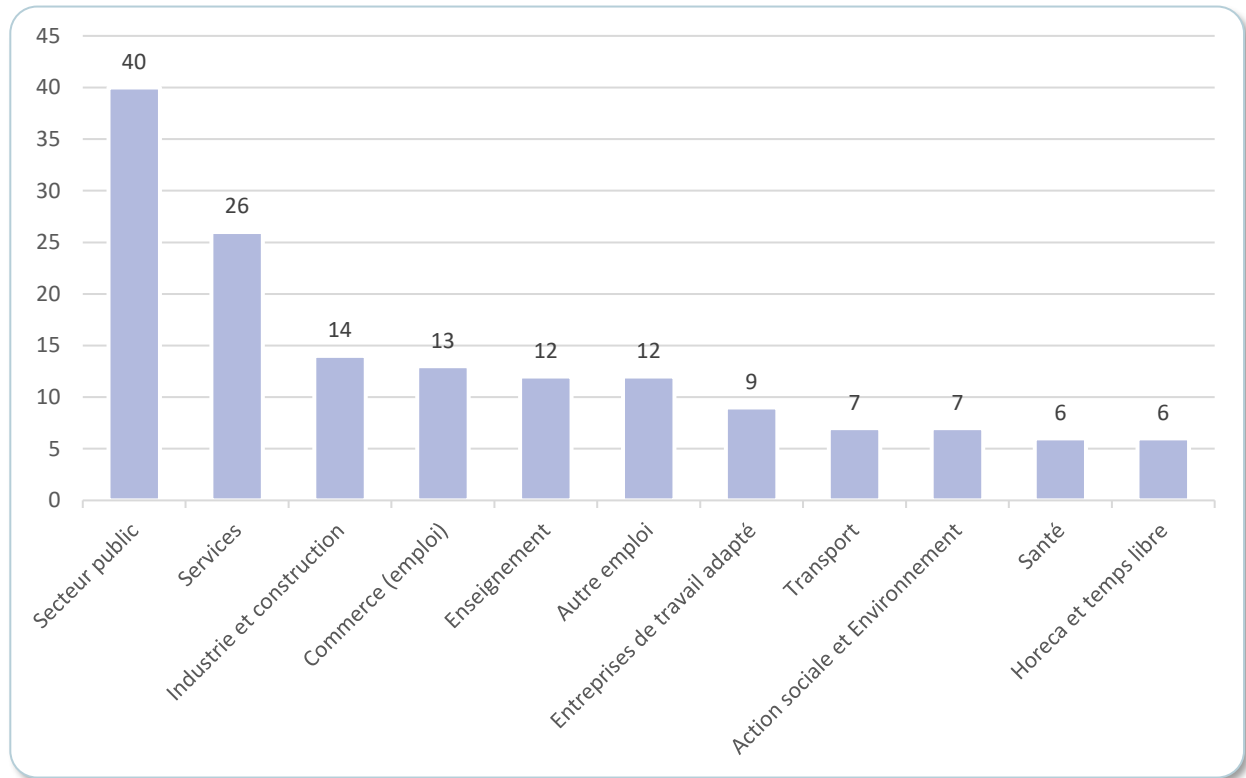
En 2019 Unia a ouvert 5 nouveaux dossiers concernant l'emploi dans l'administration publique wallonne. Nous présentons aussi, dans la partie qui suit, la répartition de l'ensemble des dossiers emploi dont le lieu des faits se situe en Wallonie. Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur de l'emploi, nous renvoyons le lecteur à la partie Emploi de ce rapport.

8.2.2 Emploi en Wallonie : 152 dossiers

Graphique 80 : Dossiers « Emploi » dont le lieu des faits se situe en Wallonie en 2019 (n=163) – par critère de discrimination



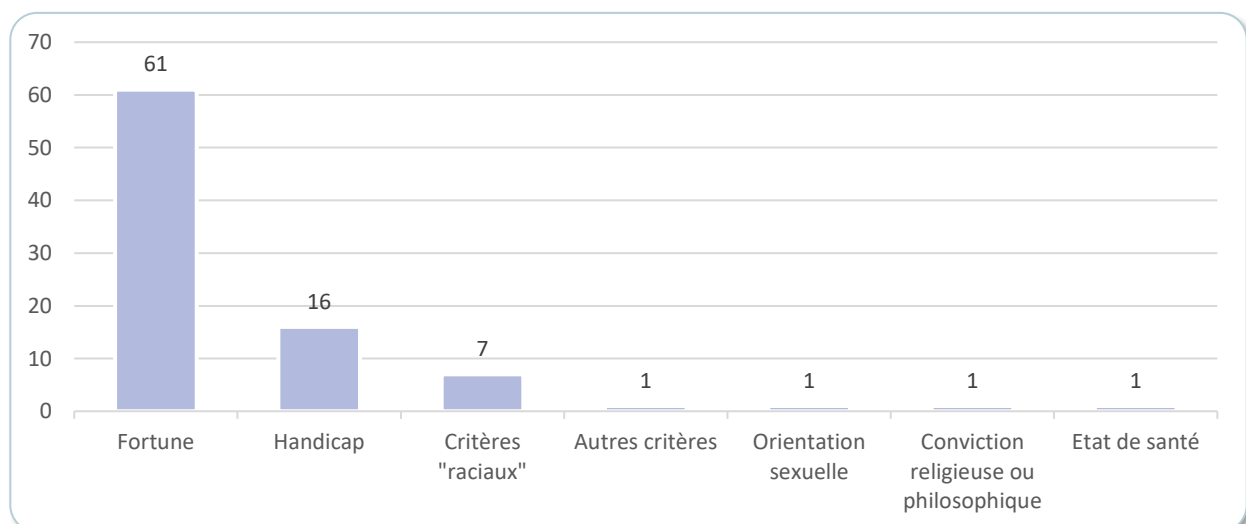
Graphique 81 : Dossiers « Emploi » dont le lieu des faits se situe en Wallonie - par secteur en 2019 (n=152)



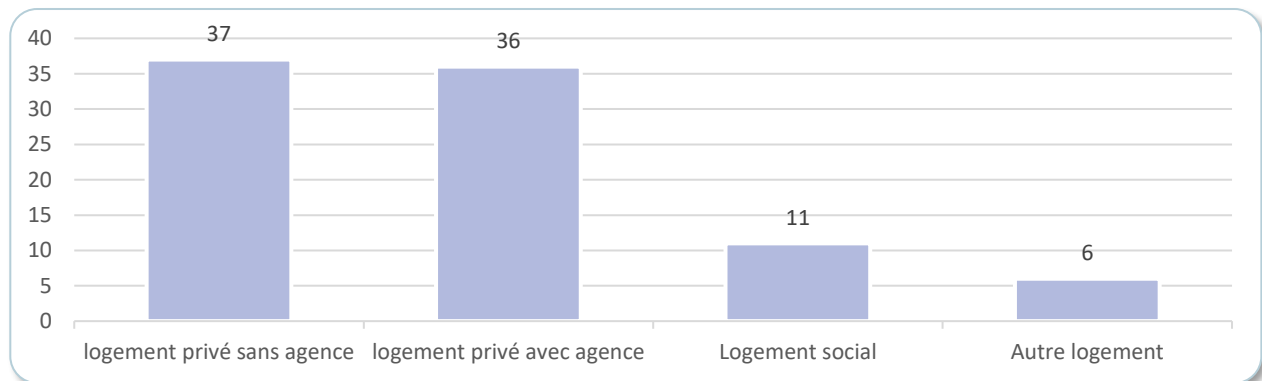
8.2.3 Logement en Wallonie : 90 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 90 nouveaux dossiers concernant le logement dont le lieu des faits se situe en Wallonie. Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur du logement, nous renvoyons le lecteur à la partie Biens et services de ce rapport pour une analyse plus complète.

Graphique 82 : Dossiers « Logement » dont le lieu des faits se situe en Wallonie en 2019 (n=88) - par critère de discrimination



Graphique 83 : Dossiers « Logement » dont le lieu des faits se situe en Wallonie - par secteur en 2019 (n=90)



8.2.4 Transports en commun (TEC) : 6 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 6 nouveaux dossiers mettant en cause le TEC en tant que fournisseur de services de transports en commun. Cinq d'entre eux concernaient un problème d'accessibilité en lien avec le handicap de la personne. Unia a ouvert également un dossier relatif aux critères dits « raciaux ».

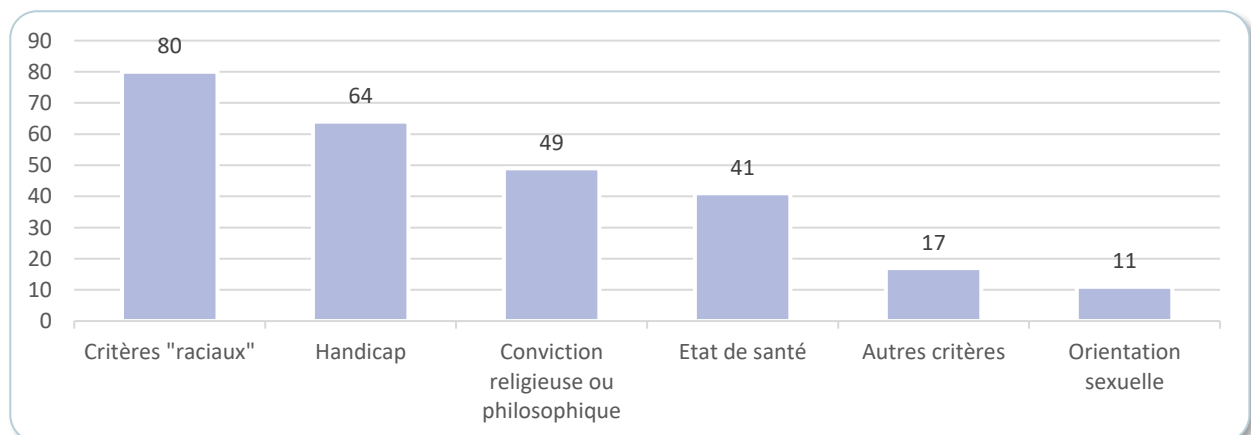
8.3 Région de Bruxelles-Capitale

8.3.1 Emploi dans l'administration publique bruxelloise : 17 dossiers

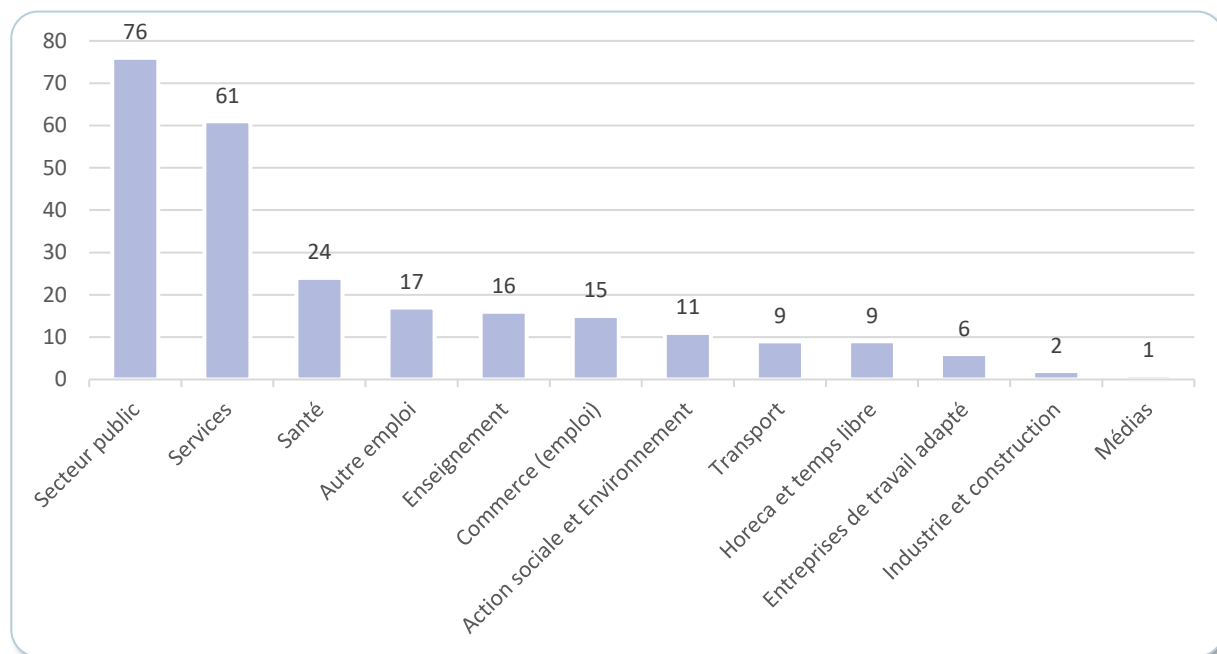
En 2019, Unia a ouvert 17 nouveaux dossiers concernant l'emploi dans l'administration publique bruxelloise. Nous présentons aussi, dans la partie qui suit, la répartition de l'ensemble des dossiers emploi dont le lieu des faits se situe en Région de Bruxelles-Capitale. Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur de l'emploi, nous renvoyons le lecteur à la partie Emploi de ce rapport.

8.3.2 Emploi en région de Bruxelles-Capitale : 184 dossiers

Graphique 84 : Dossiers « Emploi » dont le lieu des faits se situe en Région de Bruxelles-Capitale - par critère de discrimination en 2019 (n=262)



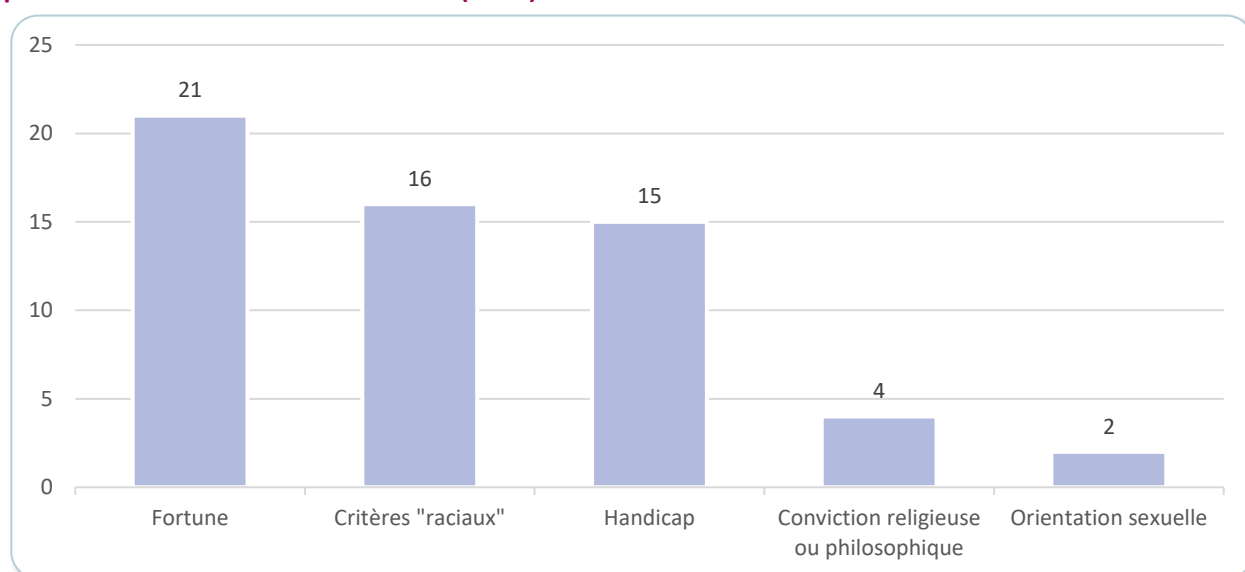
Graphique 85 : Dossiers « Emploi » dont le lieu des faits se situe en Région de Bruxelles-Capitale - par secteur en 2019 (n=247) –



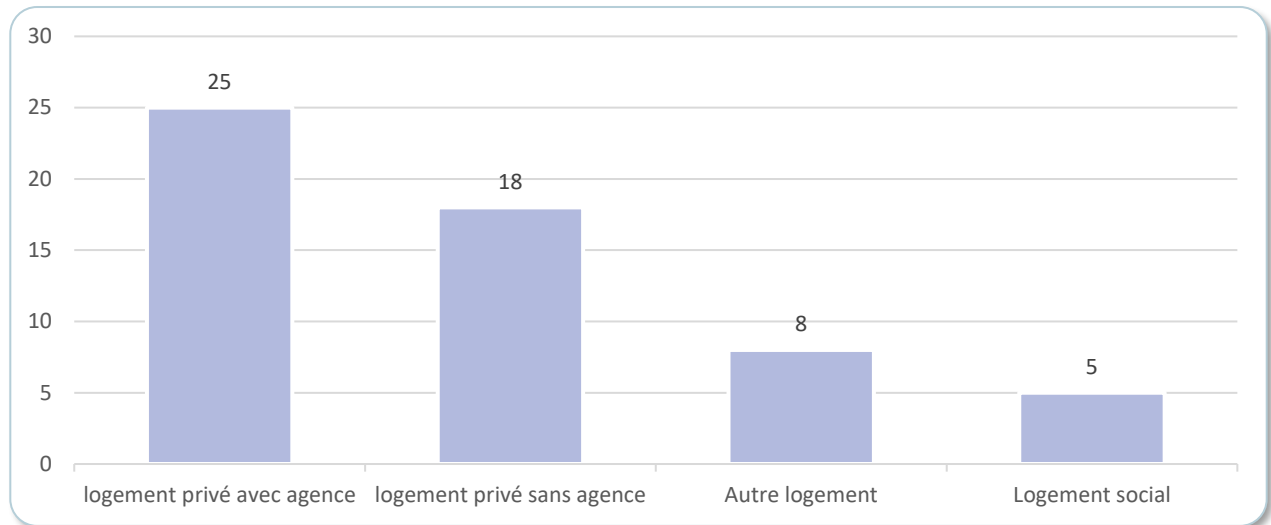
8.3.3 Logement en Région de Bruxelles-Capitale : 56 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 56 nouveaux dossiers concernant le logement dont le lieu des faits se situe en Région de Bruxelles-Capitale. Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur du logement, nous renvoyons le lecteur à la partie Biens et services de ce rapport pour une analyse plus complète.

Graphique 86 : Dossiers « Logement » dont le lieu des faits se situe en Région de Bruxelles-Capitale - par critère de discrimination en 2019 (n=58)



**Graphique 87 : Dossiers « Logement » dont le lieu des faits se situe en Région bruxelloise en 2019 (n=56)
– par secteur**



8.3.4 Transports en commun (STIB) : 6 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 6 nouveaux dossiers mettant en cause la STIB en tant que fournisseur de services de transports en commun. Trois d'entre eux concernaient un problème d'accessibilité en lien avec le handicap de la personne. Unia a ouvert également trois dossiers relatifs aux critères dits « raciaux » et un dossier relatif à l'orientation sexuelle.

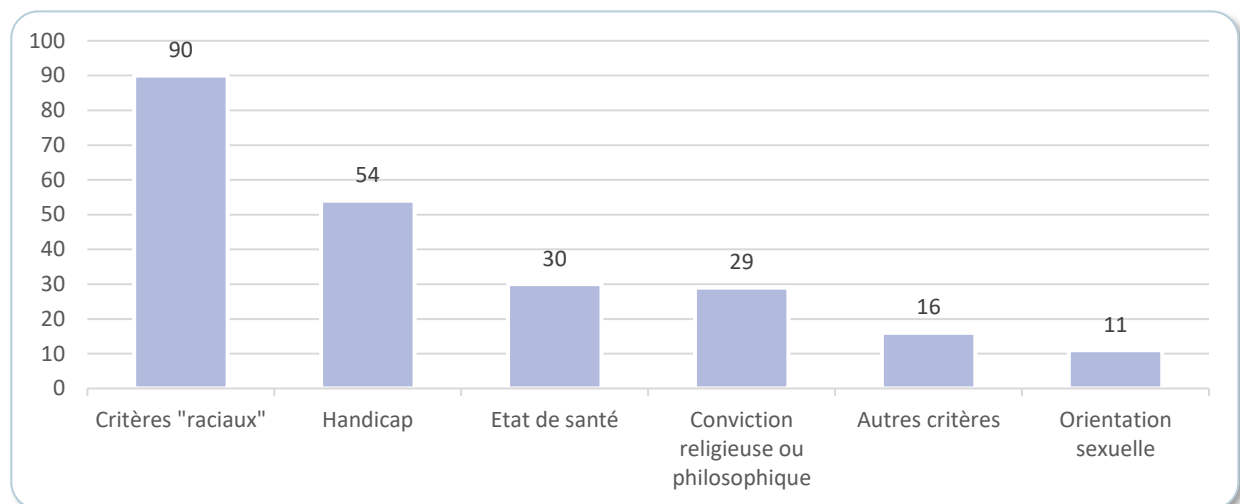
8.4 Communauté/Région flamande

8.4.1 Emploi dans l'administration : 13 dossiers

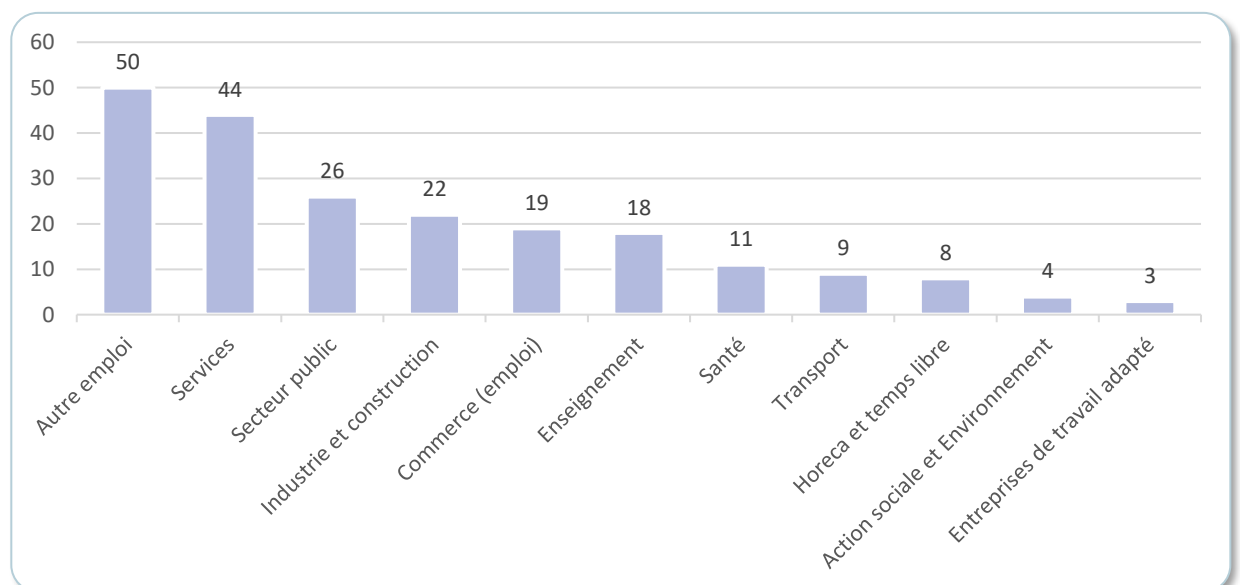
En 2019, Unia a ouvert 13 nouveaux dossiers concernant l'emploi dans l'administration publique flamande. Nous présentons aussi, dans la partie qui suit, la répartition de l'ensemble des dossiers emploi dont le lieu des faits se situe en Région flamande. Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur de l'emploi, nous renvoyons le lecteur à la partie Emploi de ce rapport pour une analyse plus complète.

8.4.2 Emploi en région flamande : 214 dossiers

Graphique 88 : Dossiers « Emploi » dont le lieu des faits se situe en Région flamande - par critère de discrimination en 2019 (n=230)



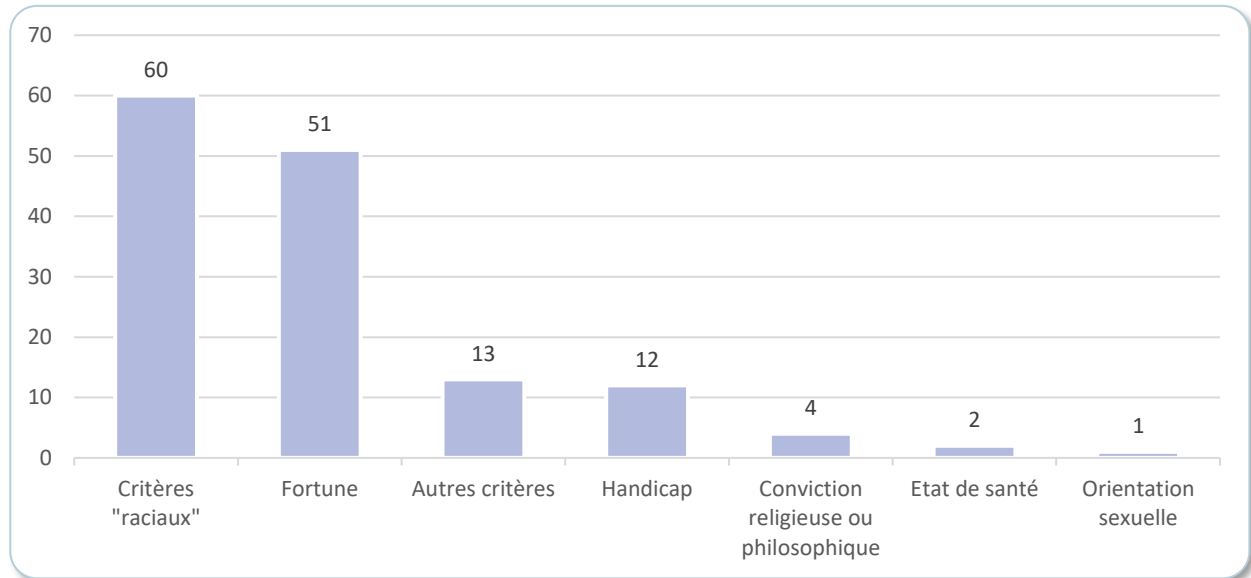
Graphique 89 : Dossiers « Emploi » dont le lieu des faits se situe en Région flamande - par secteur en 2019 (n=214)



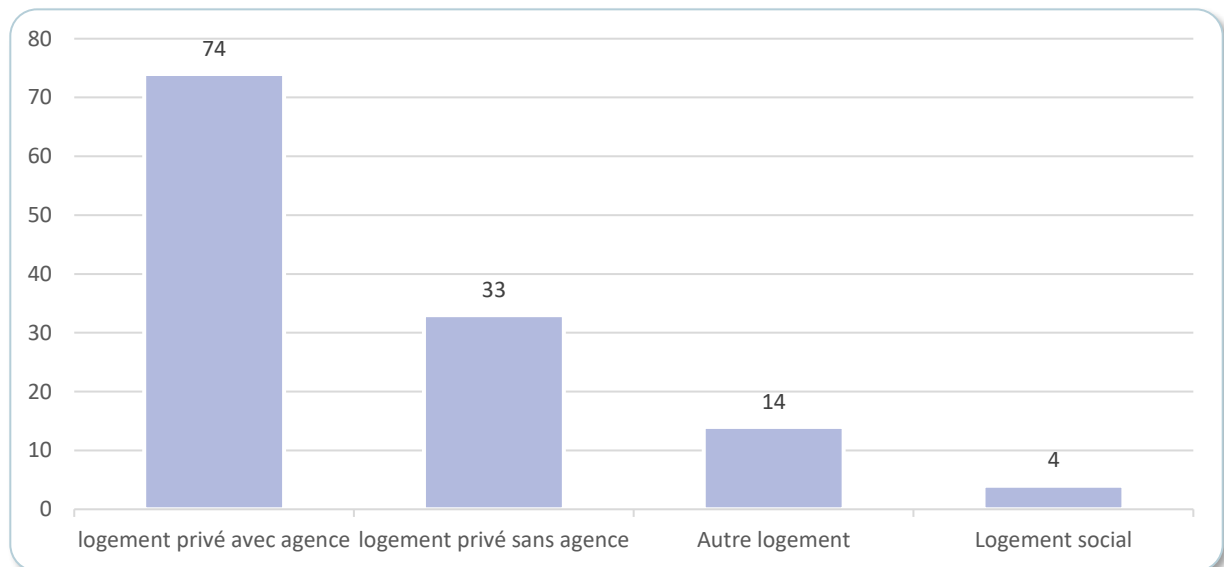
8.4.3 Logement en région flamande : 125 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 125 nouveaux dossiers concernant le logement dont le lieu des faits se situe en Région flamande. Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur du logement, nous renvoyons le lecteur à la partie Biens et services de ce rapport pour une analyse plus complète.

Graphique 90 : Dossiers « Logement » dont le lieu des faits se situe en Région flamande – par critère de discrimination en 2019 (n=143)



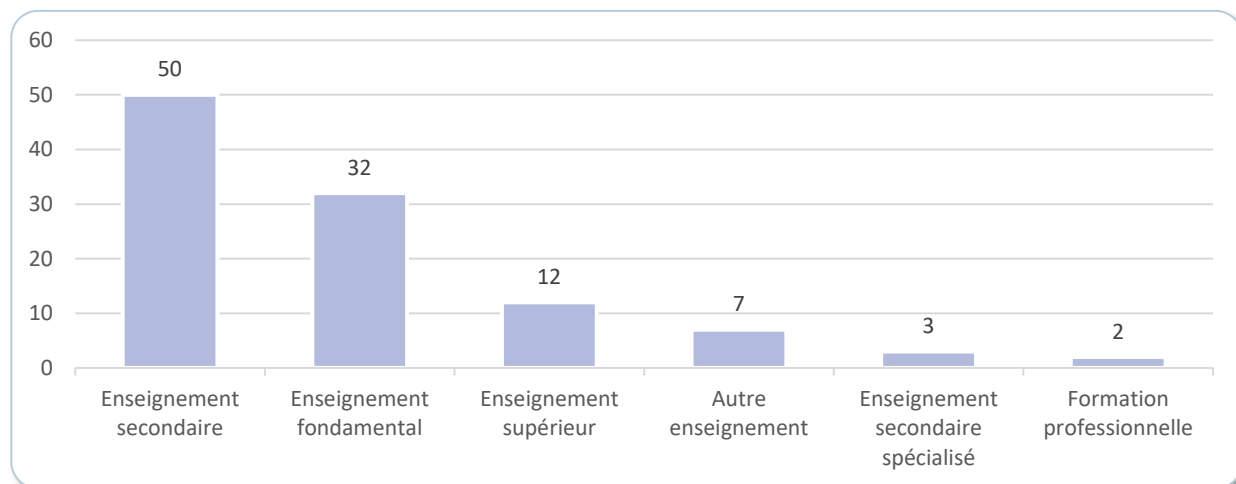
Graphique 91 : Dossiers «Logement» dont le lieu des faits se situe en Région flamande – par secteur en 2019 (n=125)



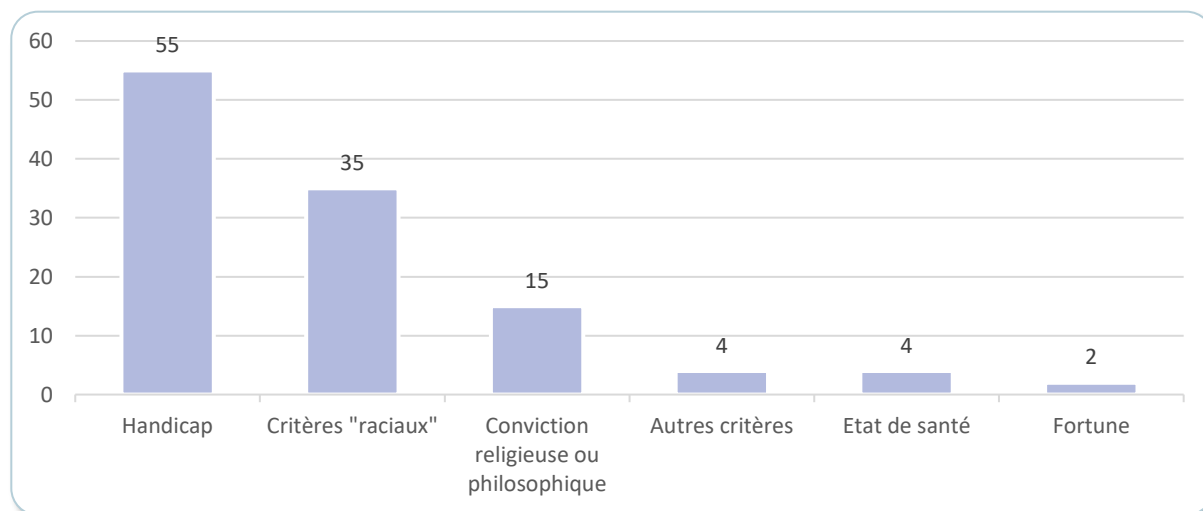
8.4.4 Enseignement en Flandre : 106 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 106 nouveaux dossiers concernant l'enseignement en Communauté flamande. Environ la moitié des dossiers concerne le critère du handicap et plus d'un quart les critères dits « raciaux ». Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur de l'enseignement, nous renvoyons le lecteur à la partie Enseignement de ce rapport.

Graphique 92 : Dossiers « Enseignement » par niveau d'enseignement en 2019 (n=106)



Graphique 93 : Dossiers « Enseignement » par critères de discrimination en 2019 (n=115)



8.4.5 Transports en commun (De Lijn) : 16 dossiers

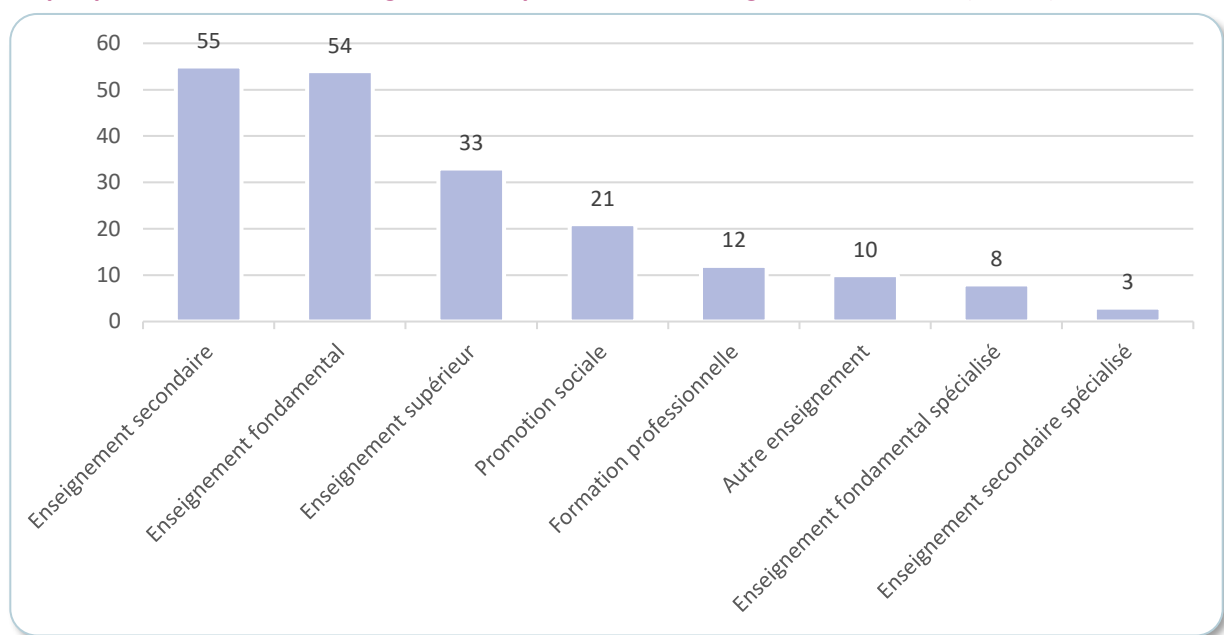
En 2019, Unia a ouvert 16 nouveaux dossiers mettant en cause De Lijn en tant que fournisseur de services de transports en commun. Les critères concernés sont les critères dits « raciaux » (12 dossiers), le handicap (4 dossiers) et la conviction religieuse ou philosophique (2 dossiers), certains dossiers combinant plusieurs critères.

8.5 Fédération Wallonie-Bruxelles

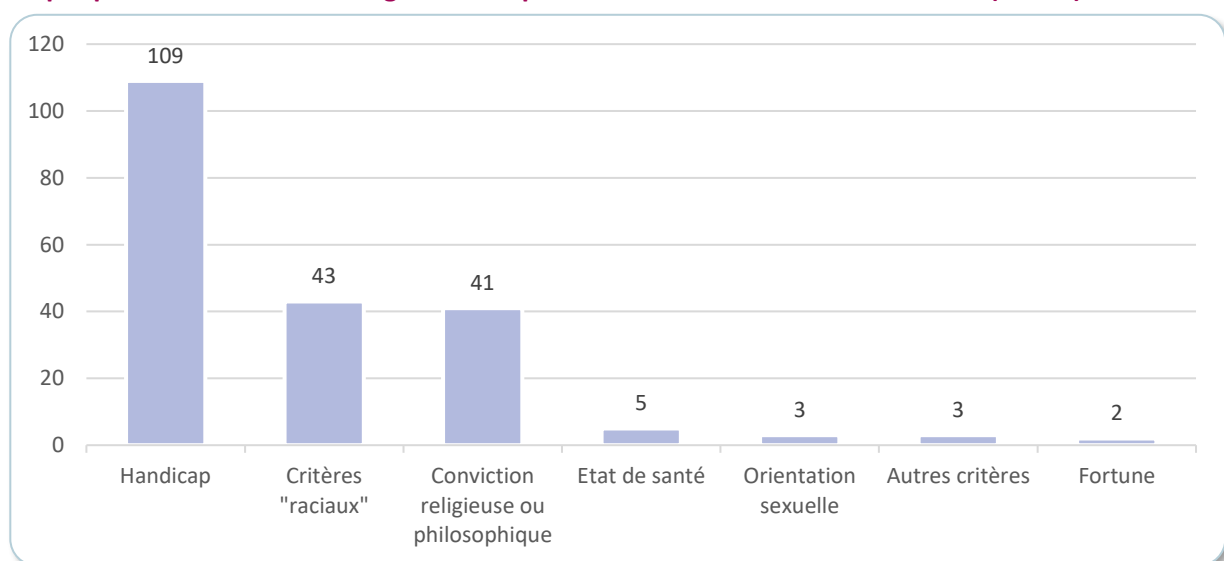
8.5.1 Enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles : 196 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 196 nouveaux dossiers concernant l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles. Un peu moins de la moitié des dossiers concernent le critère du handicap et plus d'un cinquième les critères dits « raciaux ». Pour une analyse plus complète des tendances dans le secteur de l'enseignement, nous renvoyons le lecteur à la partie Enseignement de ce rapport.

Graphique 94 : Dossiers « Enseignement » par niveau d'enseignement en 2019 (n=196)



Graphique 95 : Dossiers « Enseignement » par critères de discrimination en 2019 (n=206)



8.5.2 Emploi dans l'administration publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles : 8 dossiers

En 2019, Unia a ouvert 8 nouveaux dossiers concernant l'emploi dans l'administration publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

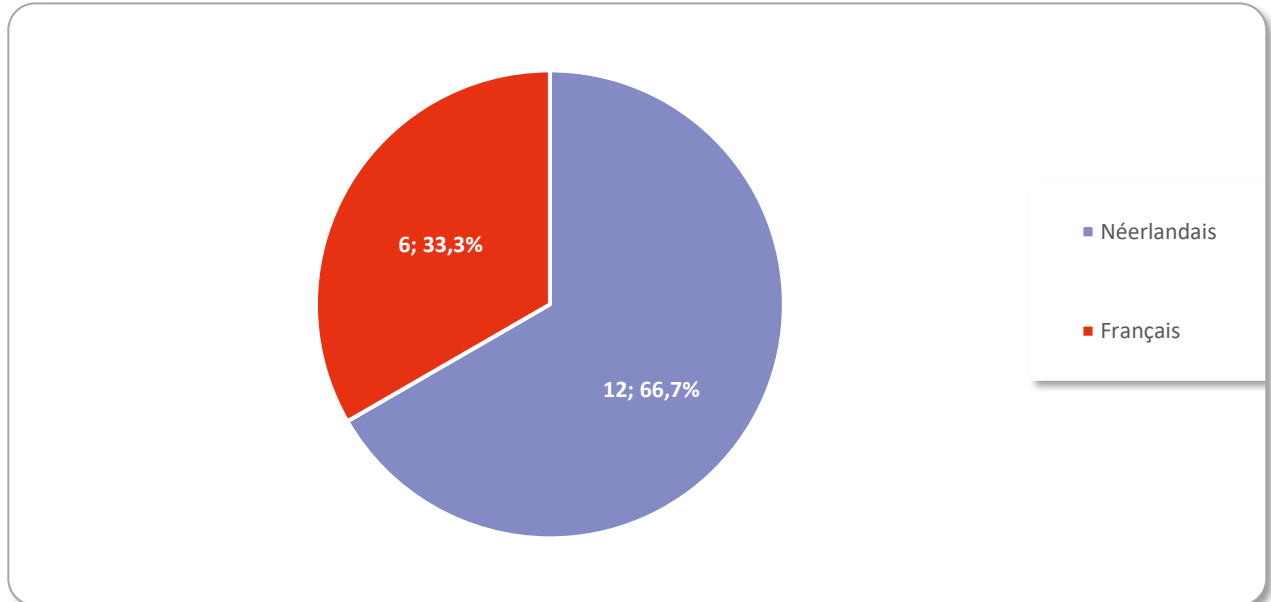
8.6 Communauté germanophone

8.6.1 Enseignement en Communauté germanophone : 0 dossier

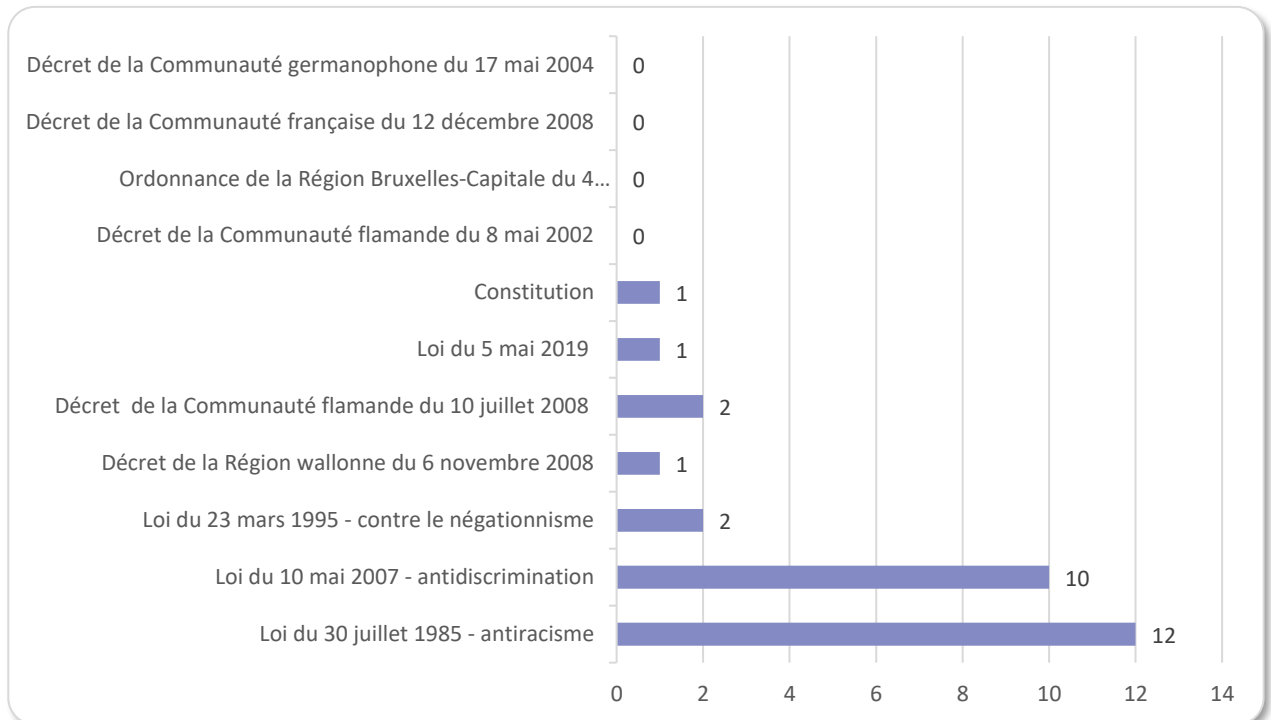
Aucun dossier n'a été créé en 2019 concernant l'enseignement en communauté germanophone.

9 Dossiers judiciaires : 18 dossiers

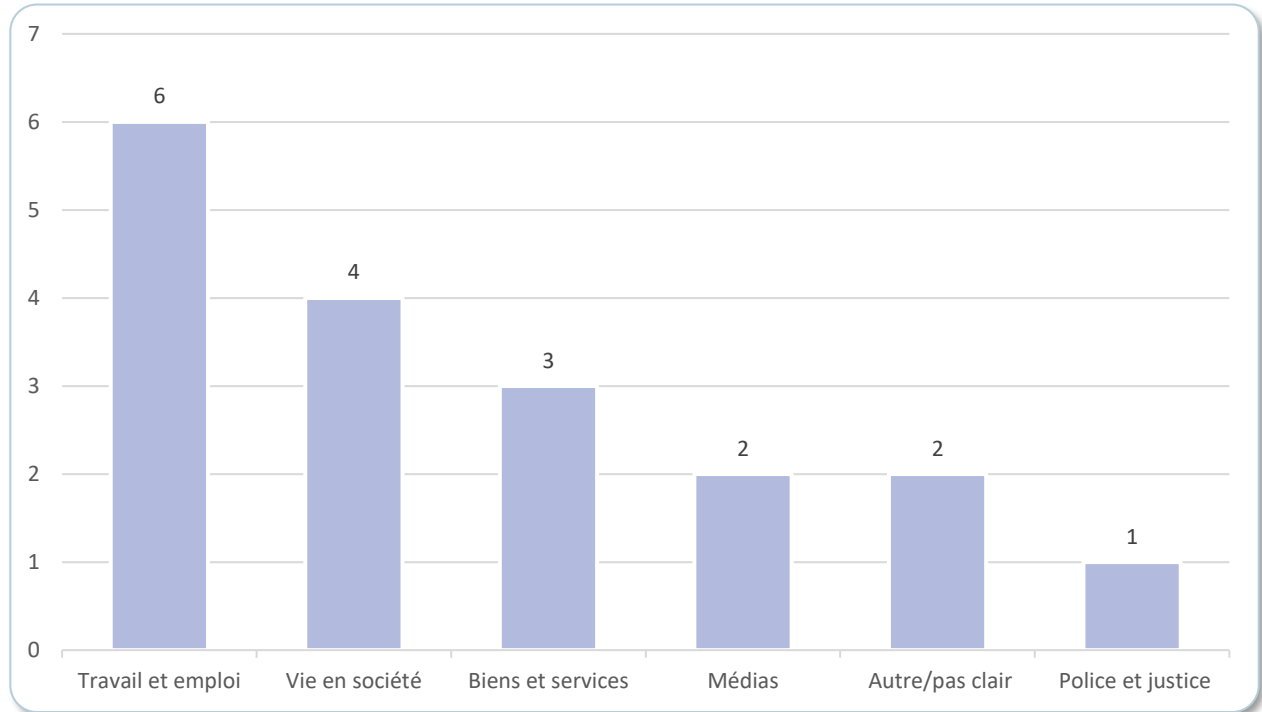
Graphique 96 : Nombre de dossiers introduits devant les instances judiciaires par Unia en 2019 – selon la langue (n=18)



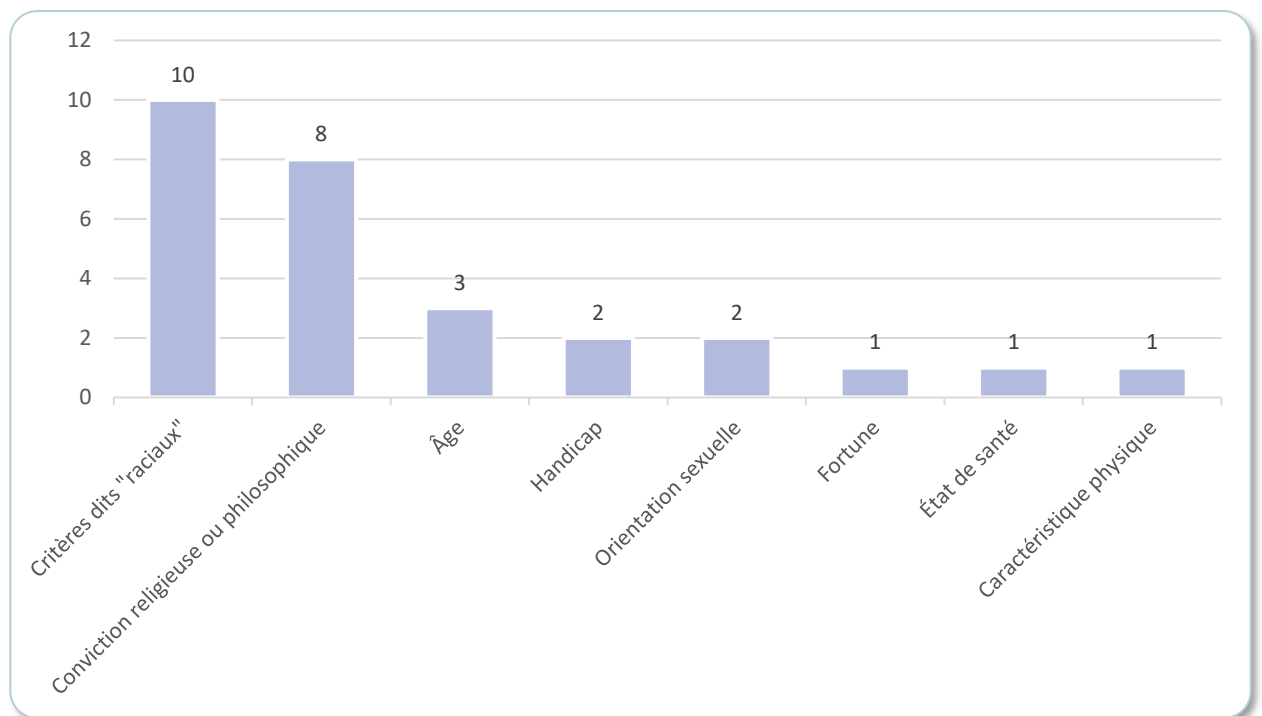
Graphique 97 : Nombre de dossiers introduits devant les instances judiciaires par Unia en 2019 – selon la législation (n=29)



Graphique 98 : Nombre de dossiers introduits devant les instances judiciaires par Unia en 2019 – par domaine (n=18)



Graphique 99 : Nombre de dossiers introduits devant les instances judiciaires par Unia en 2019 – par critère (n=28)



10 Accompagnement et formation



Unia en 2019, ce sont :

- **14698** personnes touchées par nos actions de sensibilisation et de formation
- **2350** heures de formation
- **64** personnes touchées par nos actions de formation et de sensibilisation par jour ouvrable
- **23** nouveaux utilisateurs de l'outil en ligne « Ediv » par jour ouvrable

Remarque : le nombre d'heures de formation ne prend pas en compte le temps de préparation de ces formations

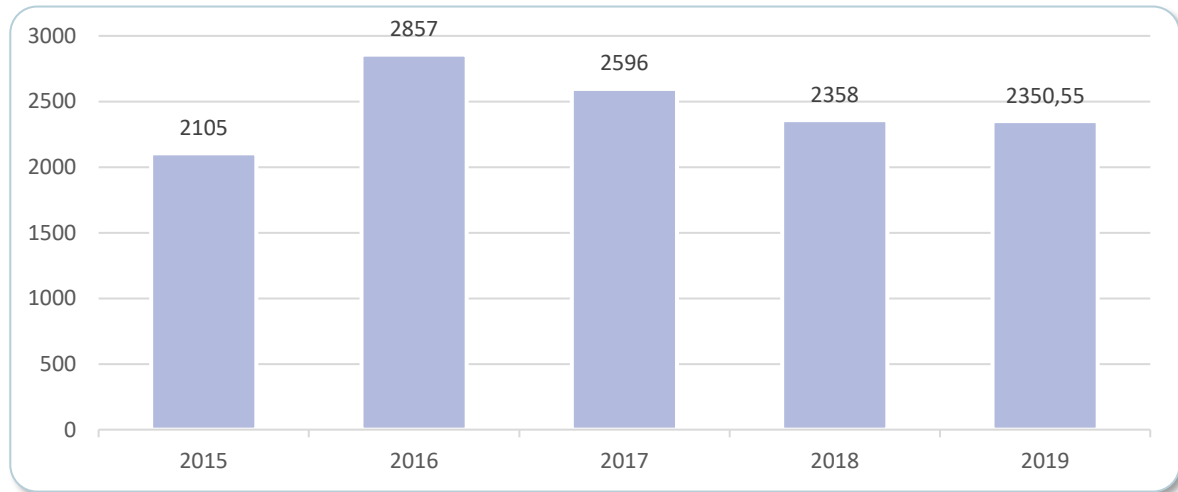
En 2019 également, Unia était pleinement sur le terrain à exercer sa mission de prévention. Il y a été consacré le même nombre d'heures de formation qu'en 2018 : 2350 heures (soit 294 jours de prestations). (A noter que le nombre d'heures de formation ne tient pas compte du temps de préparation de ces formations).

Vous trouverez dans les tableaux figurant ci-dessous plus de détails sur les interventions d'Unia (secteur, type d'organisation, thèmes abordés, ...).

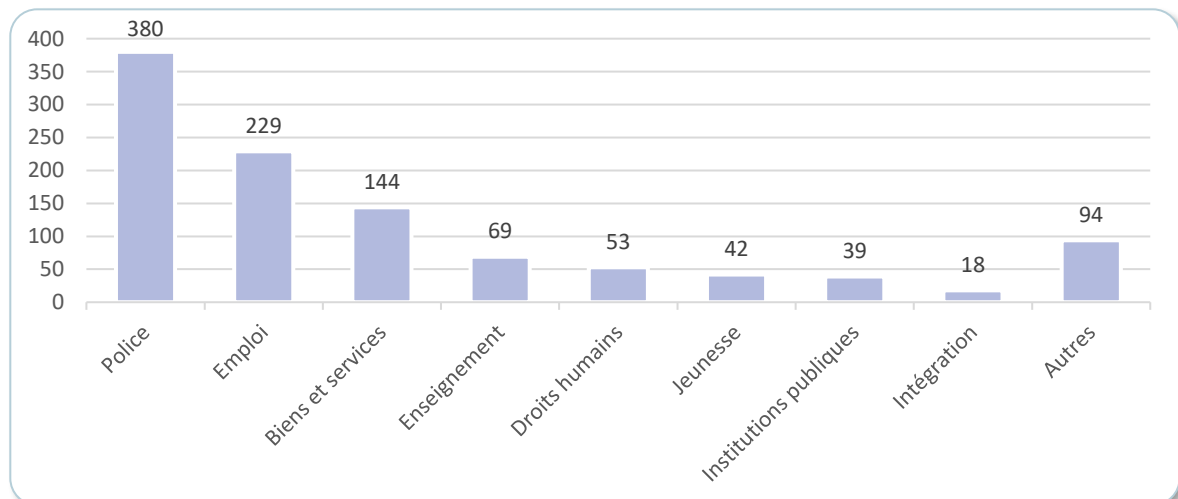
Vous pourrez également trouver plus d'informations sur l'approche et le contenu des formations, des actions de sensibilisation ou des conseils et de l'assistance prodigués par Unia à la page 88 du rapport annuel 2019. Dans ce même rapport annuel, nous décrivons également un certain nombre d'actions concrètes de prévention.

L'offre préventive d'Unia sur le terrain est complétée par une offre en ligne. Après une enquête approfondie auprès des utilisateurs, nous avons réorganisé en 2019 notre plateforme d'apprentissage en ligne eDiv : nous avons conçu un nouvel habillage, enrichi le contenu, rafraîchi la bibliothèque et l'avons rendue plus conviviale. Désormais, le module législatif est accessible numériquement aux personnes en situation de handicap et elle a été traduite en langue des signes flamande et franco-belge. Ces efforts ne sont pas restés sans résultat : en 2019, nous avons accueilli pas moins de 5 284 nouveaux utilisateurs eDiv (467 de plus qu'en 2018). En 2020, nous espérons atteindre le cap des 30 000 utilisateurs uniques.

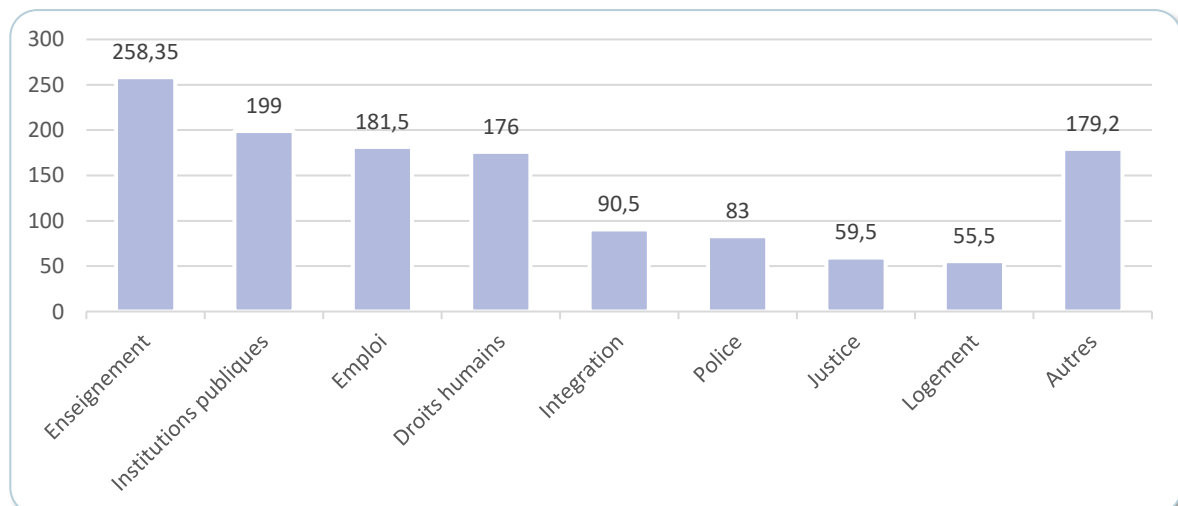
Graphique 100 : Nombre d'heures investies en actions de sensibilisation et de formation entre 2015 et 2019 :



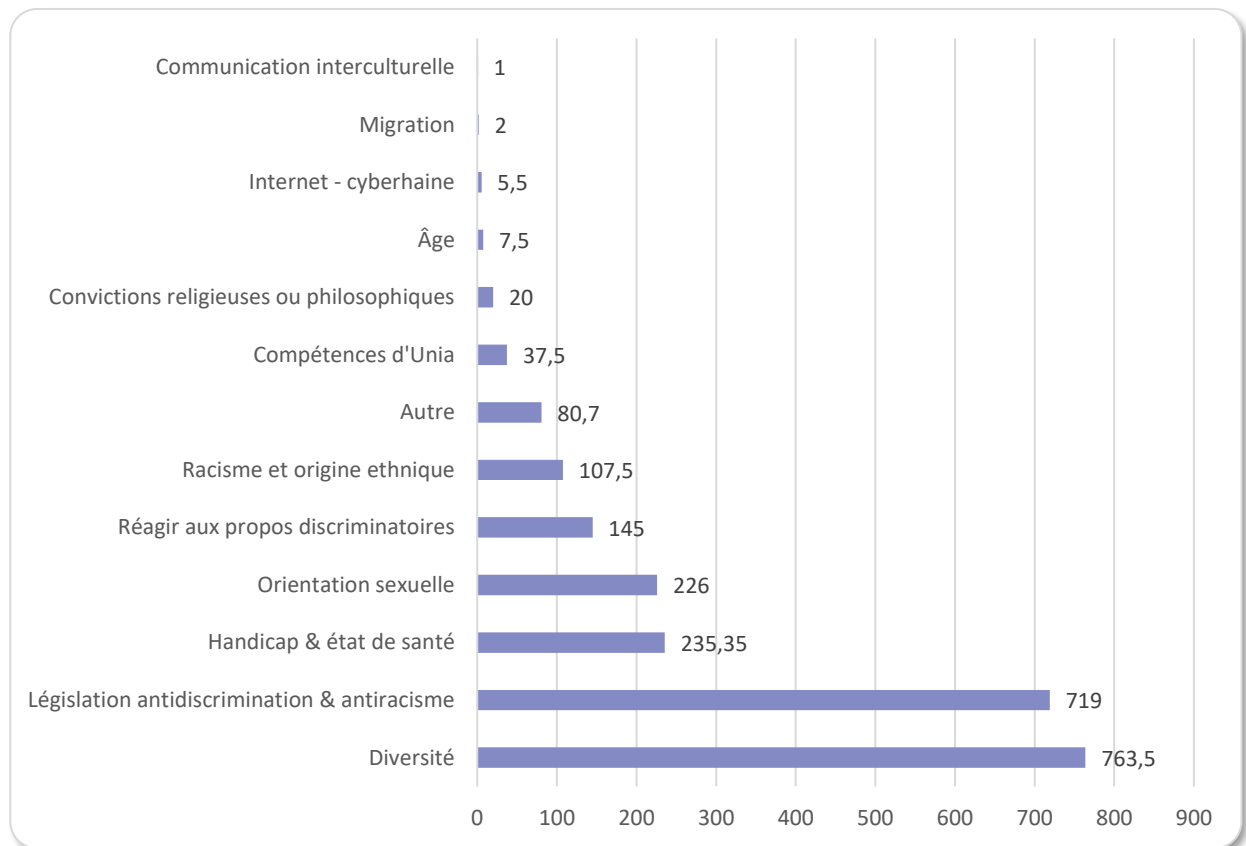
Graphique 101 : Investissement en formations longues (>4 heures) par secteur (n=1068)



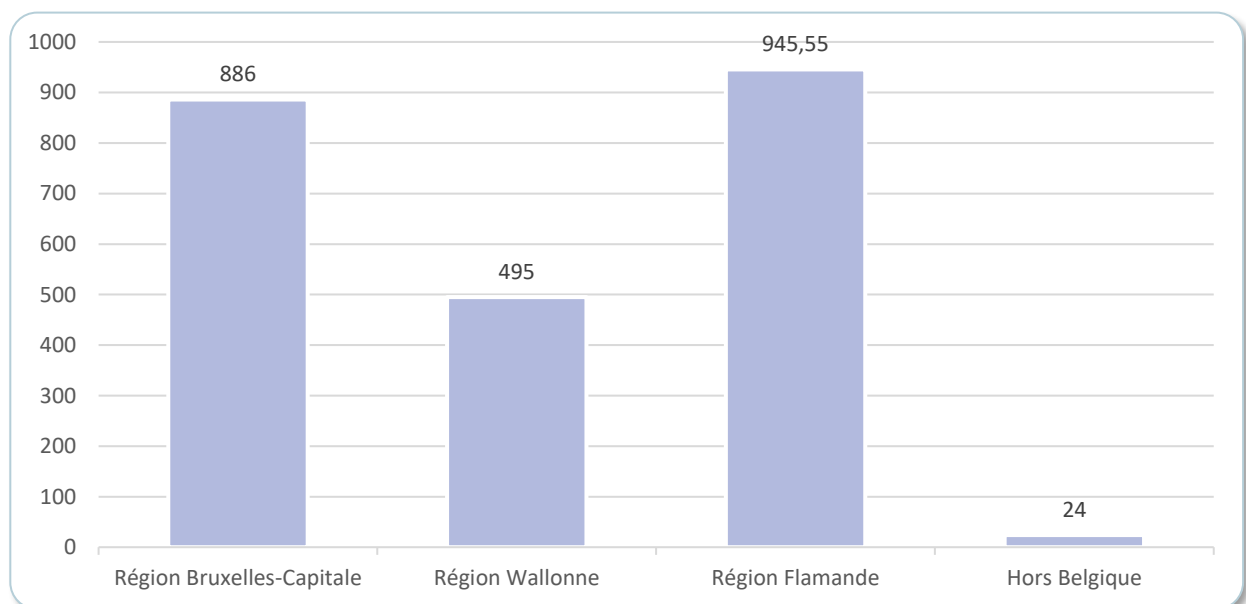
Graphique 102 : Investissement en formations courtes (≤ 4 heures) par secteur (n=1282,55)

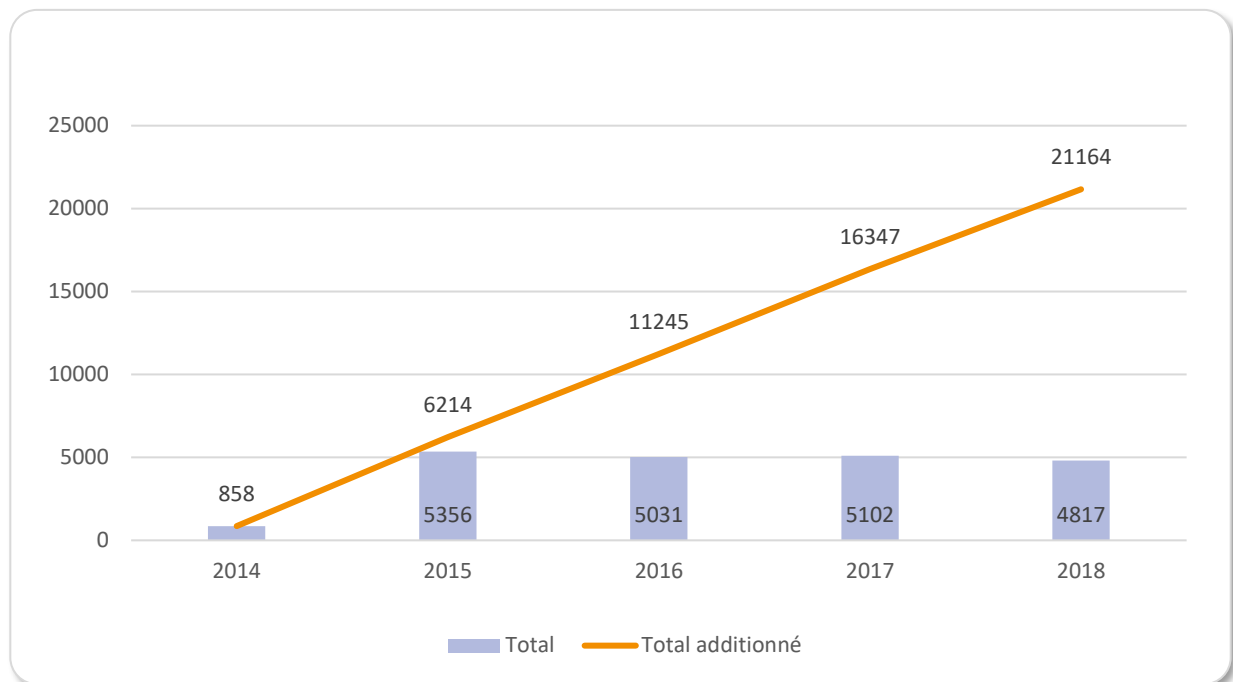


Graphique 103 : Nombre d'heures d'investissement en actions de sensibilisation et de formation, par thématique



Graphique 104 : Nombre d'interventions en actions de sensibilisation et de formation, par région / international

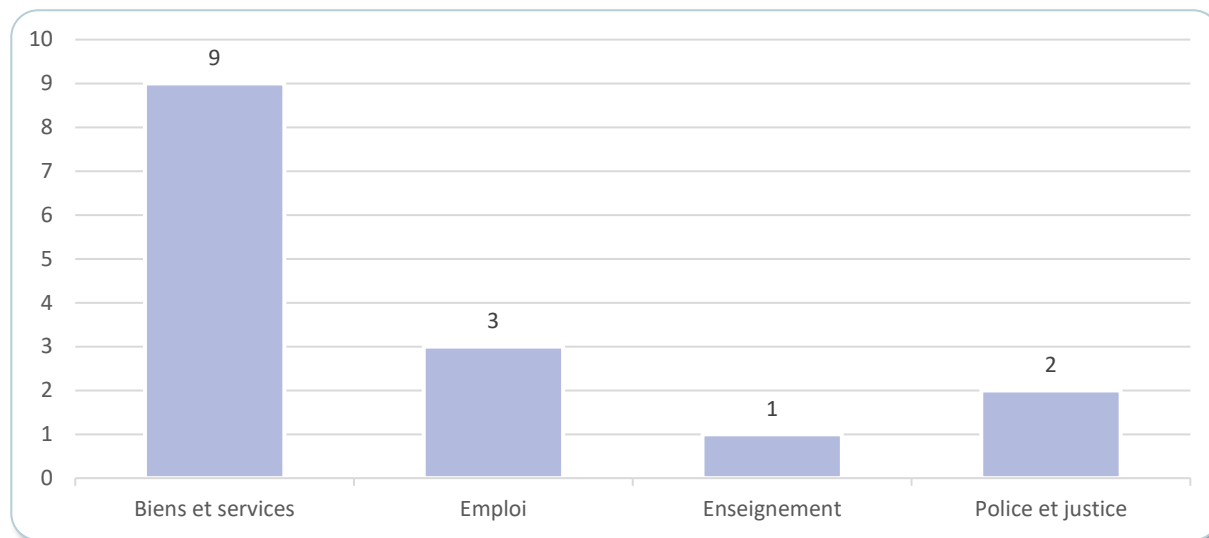


Graphique 105 : Nombre d'utilisateurs uniques de l'outil en ligne eDiv depuis sa création en 2014

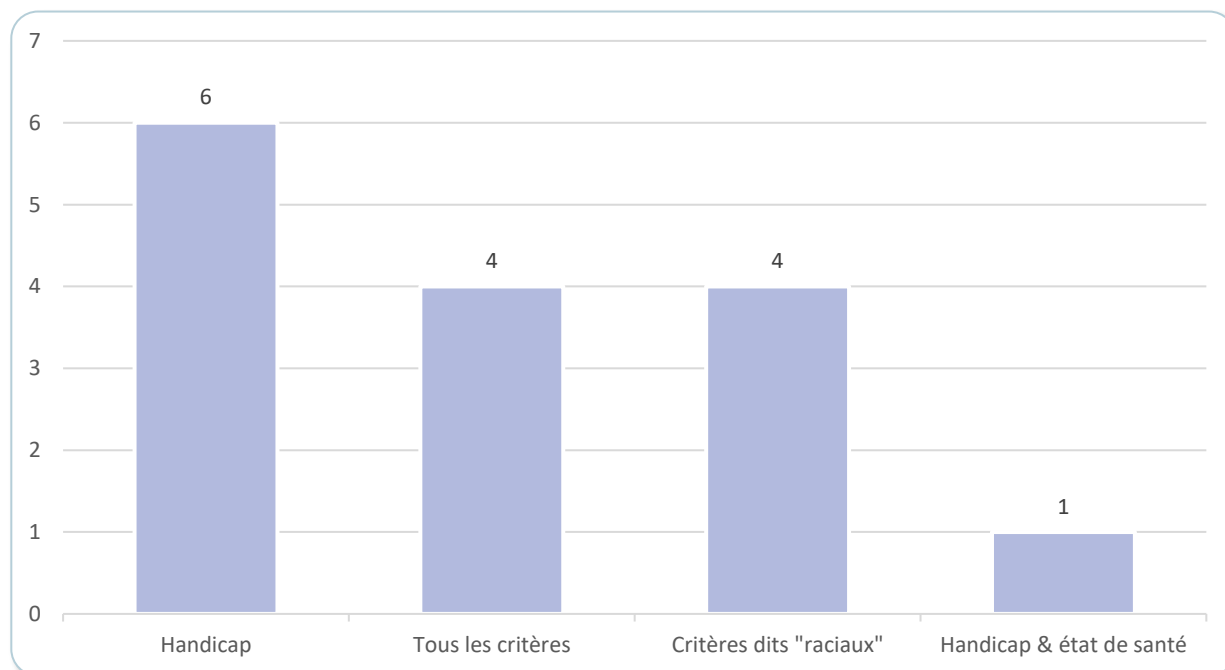
11 Avis & recommandations

Voir chapitre 7 – point 4 du rapport annuel.

Graphique 106 : nombre d'avis et recommandations ayant été produits en 2019 – par domaine :

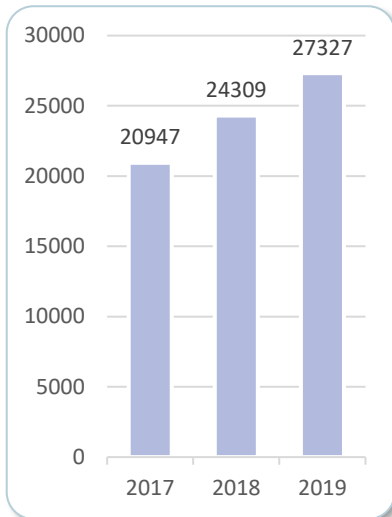


Graphique 107 : nombre d'avis et recommandations ayant été produits en 2019 – par critère :

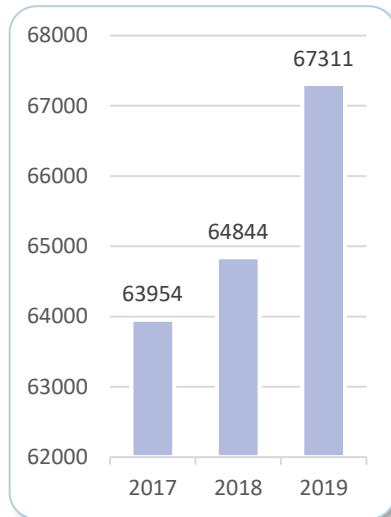


12 Communication (sites web & réseaux sociaux)

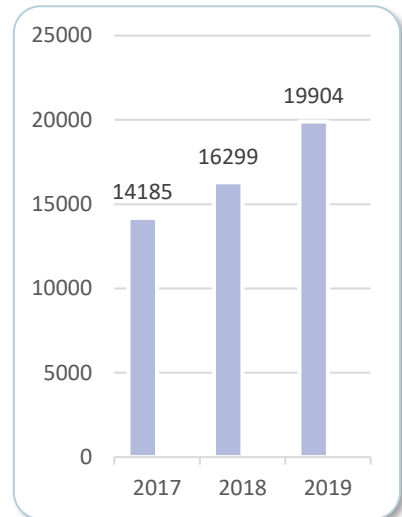
Graphique 108 : nombre moyen de sessions ouvertes sur le site web d'Unia par mois en 2017 et 2019 :



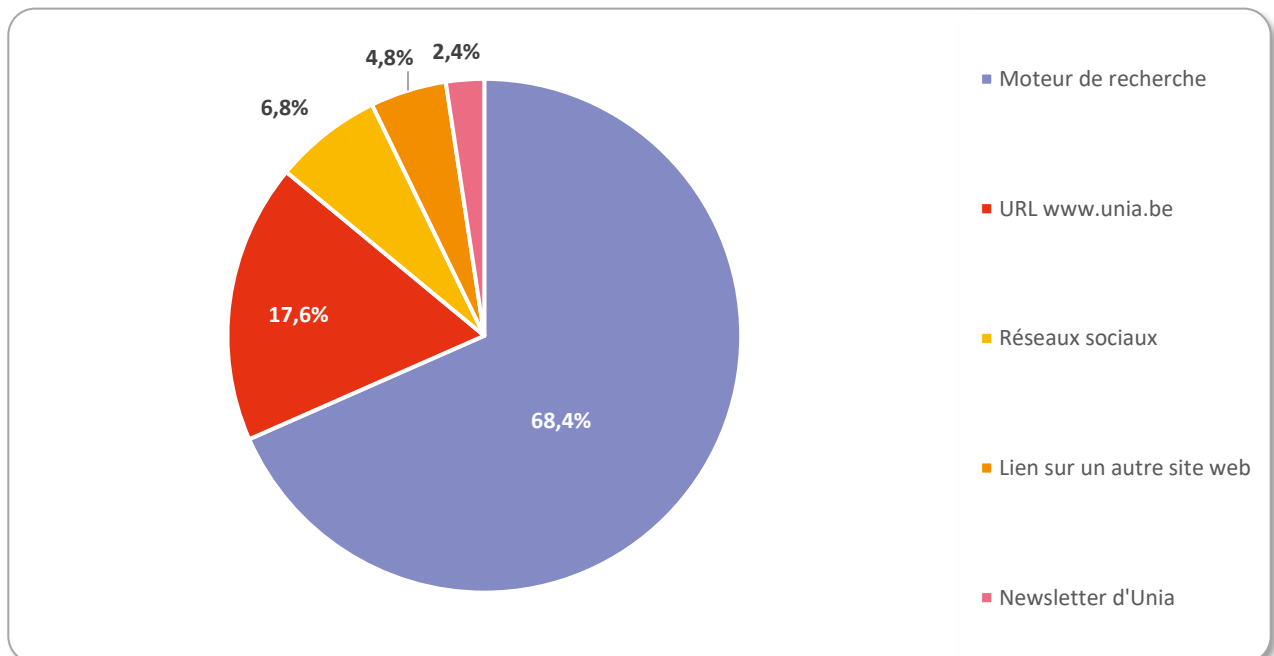
Graphique 109 : nombre de pages visitées sur le site web d'Unia par mois en 2017 et 2019 :

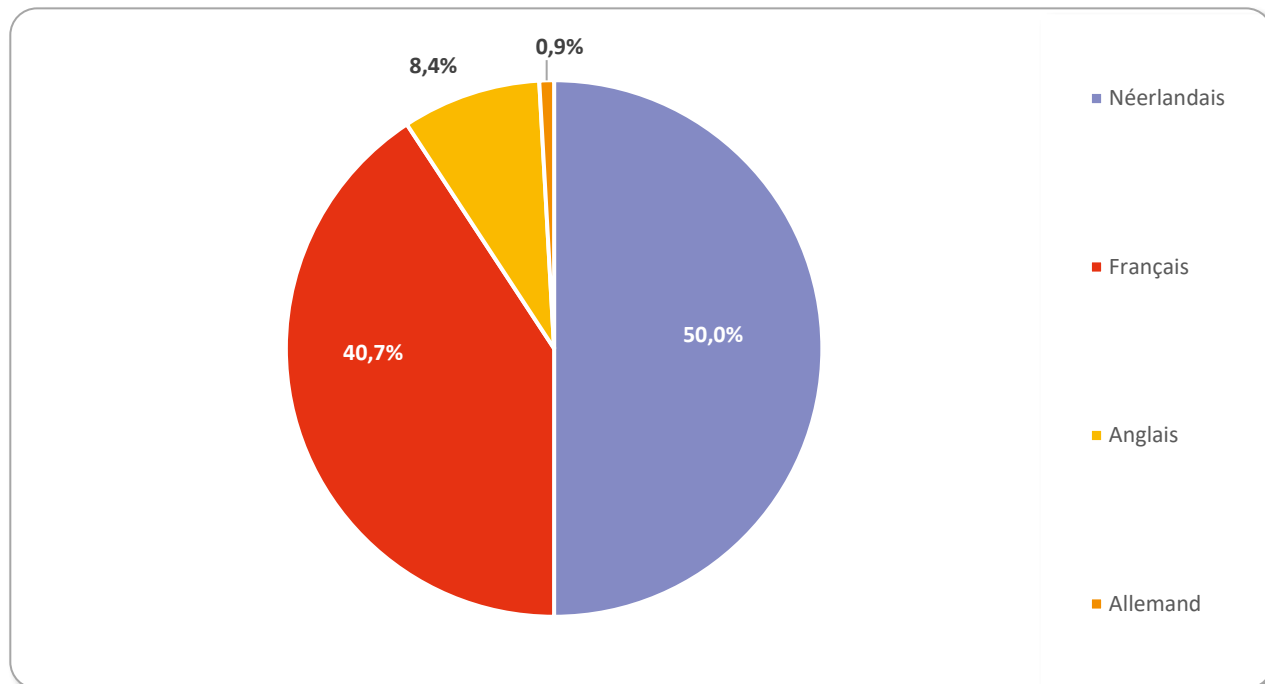


Graphique 110 : nombre d'utilisateurs de notre site web d'Unia par mois en 2017 et 2019 :



Graphique 111 : Canaux par lesquels les utilisateurs trouvent notre site web en 2019



Graphique 112 : notre page principale est visitée dans les langues suivantes en 2019

12.1 LeChoixEgalite.be – KiesGelijkeKansen.be

- 5.064 visiteurs
- 12.604 pages vues

12.2 Facebook & Twitter

- Facebook : 11.719 followers, 313 posts
- Twitter : 4928 followers, 462 tweets
- LinkedIn : 1296 followers, 40 posts
- Instagram : 800 followers, 31 posts



Unia

Rue Royale 138 • 1000 Bruxelles

T +32 (0)2 212 30 00

info@unia.be

www.unia.be



unia.be    